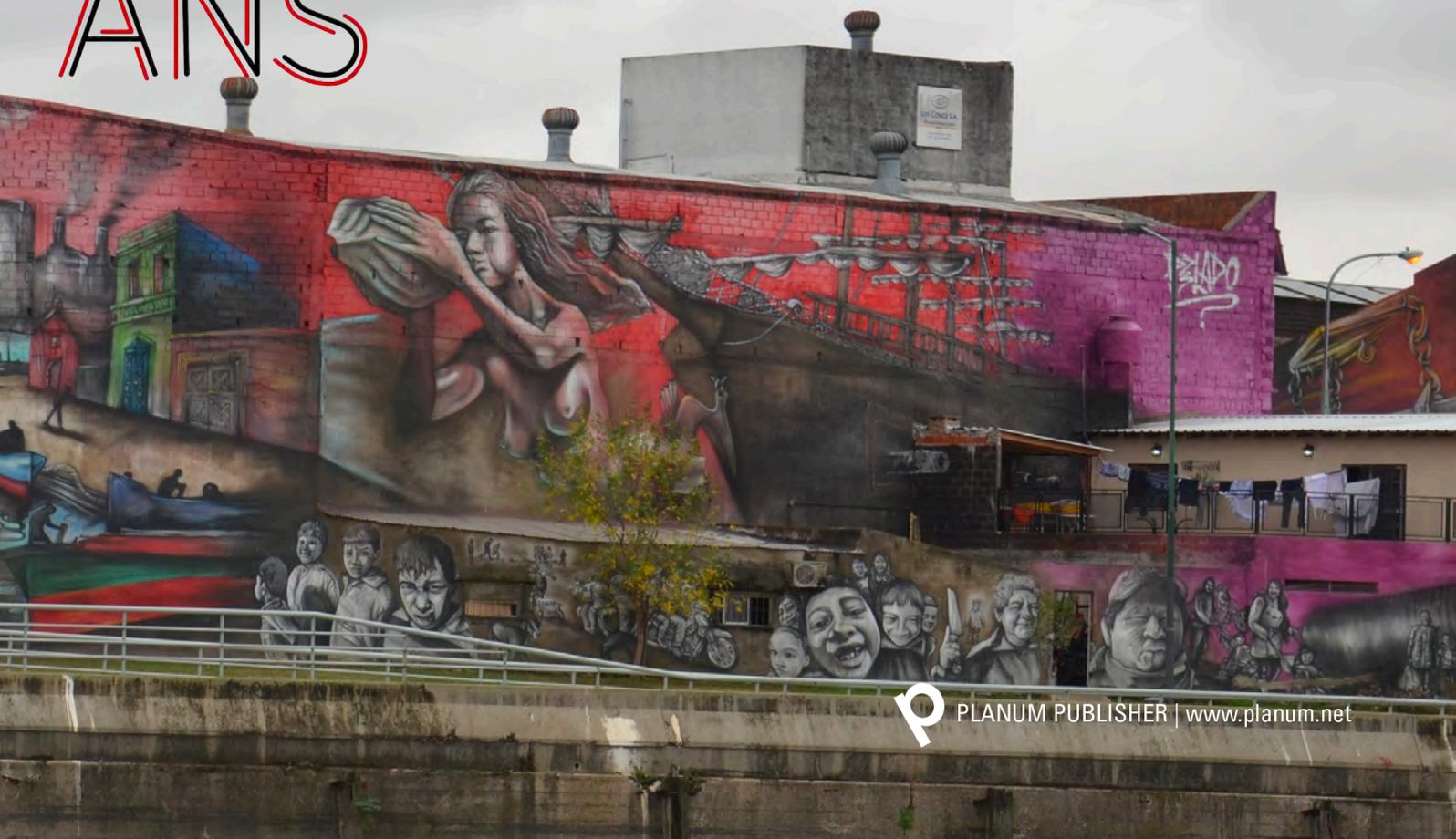




RÉPARER LA VILLE

pour un urbanisme des transitions:
les workshops du Cycle à Lampedusa,
Salonique, Buenos Aires et Berlin





RÉPARER LA VILLE

**pour un urbanisme des transitions:
les workshops du Cycle à Lampedusa,
Salonique, Buenos Aires et Berlin**

dir. Jérôme Baratier, Marco Cremaschi

Ce livre est un voyage de retour qui a la tâche de composer les expériences amenées par les workshops du Cycle, le Master d'Urbanisme de SciencesPo, et d'inclure ces observations aux pratiques de l'urbanisme en France et en Europe.

De ces cas et expériences pédagogiques, le livre récupère certains éléments généraux qui intro-duisent (d'une manière un peu ambitieuse) à une façon renouvelée de penser l'urbanisme.

Il ne s'agit plus de construire des villes; quoi qu'il reste la mission glorieuse et historique de l'urbanisme, elle est de plus en plus déclinée en bémols. Il s'agit de refaire la ville par bribes et morceaux, sur elle-même, d'une manière réflexive et avec les usagers.

SOMMAIRE

Introduction

L'URBANISME DE LA TRANSITION

Un projet collectif

Marco Cremaschi

La méthode workshop

Jérôme Baratier

Engager les espaces publics

Dimitra Kanellopoulou

AU CARREFOUR DES ECHELLES

Lampedusa, le village d'accueil de l'Europe

Helena Hiriart, Faustine Masson, Béatrice

Lacombe

Salonique, la résilience après l'effondrement

Alix Chaplain, Aude Guillemain

Buenos Aires, de la grille infinie à la métropole

Amélie Calafat, Céline Cassouret, Alexandra

Huynh-Lenhardt, Lenka Navratilova

Berlin Alexwerkstatt, réunification d'un centre
capitale

*Corentin Gallard, Vanille Guichard, Sarah Ke-
nani, Julia Munarriz, Adèle Sorge*

DES ENJEUX URBAINS COMMUNS

Immigration: emboîtement d'échelle à la frontière européenne,

Marie Bassi

Transition(s): du bâti à la ville,

Dimitri Toubanos

Métropole: institutions et formes urbaines

Alejandro Sehtman, Francesca Ferlicca

Centre-ville: réagir à la pression foncière

Florent Lévêque, Cécile Oberkampf

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AUTEURS

Jérôme Baratier, Directeur de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération de Tours, Enseignant à l'École urbaine de Sciences Po.

Marie Bassi, docteure en Science politique et Maîtresse de Conférences à l'Université Nice Sophia Antipolis (laboratoire ERMES). Responsable du Master Migration Studies, Science politique.

Amélie Calafat, politiste et urbaniste, chargée de mission Stratégies territoriales chez CITY Linked.

Céline Cassourret, architecte DE HMONP et urbaniste, Conseillère en stratégies territoriales, Agence nationale de l'habitat.

Alix Chaplain, urbaniste, doctorante en sociologie et études urbaines au CERU, Sciences Po Paris.

Marco Cremaschi, Professeur des Universités, chercheur au CEE, responsable du Cycle d'Urbanisme de l'École Urbaine de Sciences Po.

Francesca Ferlicca, doctorante en Planification du territoire et politiques publiques, IUAV de Venise.

Corentin Gallard, architecte et urbaniste, Sciences PO et UCL.

Vanille Guichard, architecte et urbaniste, en stage à la DIHAL.

Aude Guillemain, architecte et urbaniste, responsable d'opérations chez Paris Sud Aménagement.

Helena Hiriart, architecte et urbaniste, responsable de projet à Une Fabrique de la Ville.

Alexandra Huynh-Lenhardt, architecte DE et urbaniste, chargée d'études chez Une Fabrique de la Ville

Dimitra Kanellopoulou, Ingénieure et Architecte HMONP, docteure en Géographie, Maîtresse de Conférences à l'ENSA Paris-Malaquais.

Sarah Kenani, architecte et urbaniste, Sciences PO et UCL.

Béatrice Lacombe, architecte et urbaniste, Chef de projet chez Vincent Lavergne Architecture Urbanisme

Florent Lévêque, Architecte DE, Urbaniste, Berlin.

Faustine Masson, Chef de projet Logement des réfugiés, Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement

Julia Munarriz, architecte et urbaniste, en stage à 3F.

Lenka Navratilova, urbaniste, Chargée d'opérations chez Paris Sud Aménagement.

Cécile Oberkampf, Architecte D.E & HMONP, Berlin.

Alejandro Sehtman, docteur en Sciences politiques (UNSAM, Buenos Aires et La Sapienza, Roma), Professeur Associé à la Escuela de Gobierno de l'Unsam.

Adèle Sorge, architecte DE et urbaniste en stage à la mairie de Paris.

Dimitri Toubanos, Architecte HMONP, Urbaniste et Docteur en Architecture, Maître de Conférences Associé à l'ENSA Paris Val-de-Seine.

INTRODUCTION

*«On ne comprend que ce que l'on transforme»
Bertolt Brecht*

Ce livre est un voyage de retour qui a la tâche de composer les expériences amenées par les workshops du Master d'Urbanisme de Sciences Po et d'inclure ces observations aux pratiques de l'urbanisme en France et en Europe. De ces immersions et expériences pédagogiques, le livre récupère certains éléments généraux qui introduisent (d'une manière un peu ambitieuse) à une façon renouvelée de penser l'urbanisme. Il ne s'agit plus, depuis longtemps, de construire des villes ; quoi que cette mission demeure la plus glorieuse et historique de l'urbanisme, elle est de plus en plus déclinée en bémols. Il s'agit aujourd'hui de refaire la ville par bribes et morceaux, sur elle-même, d'une manière réflexive et avec les usagers.

La question se pose alors de savoir ce que des villes européennes fleuries et gracieuses, telles qu'elles existent France, ont en commun avec des métropoles émergentes du tiers monde, ou avec des communautés en marge du développement ou en décroissance. Qu'ont-elles en commun, en effet, avec une petite île éloignée entre deux continents, une ville historique, une métropole globale, une capitale une fois divisée?

Ce sont des situations extrêmement diversifiées, pas toujours faciles à comparer, mais qui nécessitent néanmoins l'identification de variables communes (Le Galès et Vitale 2015). Cette vision comparative, croisée et imparfaite, nous invite à reconnaître les jeux d'acteurs, les formes concrètes de gouvernance urbaine et les modèles d'ordonnancement spatial, autant de paramètres génériques qui aident à guider la transition.

Mais l'étude de cas différents et distants permet également de trouver des critères plus spécifiques : crises et événements récents ont traversé des régions lointaines produisant des effets parfois inattendus ou paradoxaux, certainement difficiles à classer à l'échelle locale ou mondiale en suivant des géographies traditionnelles.

En plus, les effets de ces facteurs se soudent et – comme l'indiquent plusieurs parties – semblent marqués par la politique présente et future. Il est raisonnable de s'attendre à ce que le changement des grands axes politiques (Latour 2018) entraîne également des rôles différents pour la planification urbaine. En bref, il semblerait qu'un nouveau paradigme émerge des fragments des binaires libéraux et keynésiens qui ont orienté – dans un sens ou dans l'autre – les politiques publiques et les politiques territoriales et urbaines de l'après-guerre à nos jours.

Ce n'est pas un hasard qu'un mécontentement

grandissant ait affaibli les anciennes loyautés politiques dans plusieurs pays. Ces dernières années, les gouvernements ont été soumis à d'énormes tensions et les gouvernements locaux ont basculé radicalement. La réaction du monde politique aux crises concomitantes est donc l'aspect commun des différentes situations urbaines qui justifie l'intérêt d'un effort comparatif.

À l'heure qu'il est, la tension s'accroît entre ces modèles, d'autant que les fractures se renforcent. Sous la pression du changement en cours, les outils d'analyse doivent s'adapter. La réponse est alors simple: bien que traversés par des défis globaux, les cas d'études s'efforcent d'adresser localement les effets de ces défis et, parallèlement, montrent la reformulation de ces défis à travers les échelles spatiales d'acteurs de plus en plus mobiles. Les quatre cas illustrent bien l'imbrication des problèmes et l'enchaînement des défis à la croisée des échelles. Dans cette tension, les raisons tout comme les outils spatiaux de l'urbanisme sont en révision. Les modèles de l'urbanisme contemporains empruntent une bifurcation apparente. D'un côté, la mondialisation conduit à la répétition sans fin de tours de bureaux dans des quartiers privilégiés. De l'autre, la priorité locale est de créer des quartiers vivables, de promouvoir un modèle polycentrique et d'accueillir les nouvelles tech-

nologies. Mais les réseaux technologiques, les quartiers ainsi que les parcs, les infrastructures, les centres d'affaires, la plupart des inventions urbaines ont été conçus au XIXe siècle.

Comment dès lors aborder des problèmes complexes dans l'espace d'une expérience pédagogique? Les trois premiers chapitres cherchent à introduire les jalons de la pratique contemporaine de l'urbanisme à travers l'expérience des workshops.

D'abord, Marco Cremaschi identifie les nouveaux champs d'action et discute les deux traditions qui ont forgé les outils d'analyse d'un périmètre toujours en évolution et des défis émergents. Force est de constater en urbanisme une hybridation croissante des modes de faire à tous les niveaux : le plan conserve autant qu'il prévoit ; les stratégies organisent le dialogue plutôt que la décision ; les projets anticipent autant qu'ils mettent en œuvre.

Ensuite, Jérôme Baratier illustre la méthodologie et explique comment le workshop, à la différence d'un voyage d'études, vise également à intervenir sur le territoire donné et, ce faisant, à déployer une pédagogie tournée vers la mobilisation des enseignements dans le cadre d'une production collective coopérative.

Dimitra Kanellopoulou considère enfin le rôle spécifique de l'espace public dans les quatre

cas d'étude. Au cœur des workshops réside, en effet, le double défi d'engager les espaces et d'aborder en même temps des problématiques globales.

Les quatre cas d'études qui suivent renvoient à la question d'ouverture. Que nous apprennent Berlin, Buenos Aires, Salonique et Lampedusa sur nos urbanismes? Chaque chapitre amorce une réponse à partir d'expérimentations et d'expériences sur le terrain. D'anciens participants ont synthétisé leur expérience du workshop sur ces quatre cas.

Helena Hiriart, Faustine Masson et Béatrice Lacombe mettent à jour les réflexions sur l'accueil développées à Lampedusa, village au seuil d'Europe. La petite île perdue dans la mer au Sud d'Italie continue à recevoir nombre de débarquements, qui mettent en crise son équilibre fragile humain et environnemental. Dans les espaces de l'île se côtoient les résidents comme les touristes, parfois les réfugiés et le nombre croissant de personnel technique (gardes côtes et policiers, aussi que infirmiers, activistes et volontaires) que la crise migratoire a convoqué. L'effet paradoxal est donc d'avoir sorti l'île des limbes de l'indifférence et de la marginalité géographique.

Alix Chaplain et Aude Guillemain révisent l'effort de Salonique, une ville de taille moyenne, à

contre-carrer la spirale du déclin économique aggravée par la crise climatique et géopolitique: la ville s'est désindustrialisée, la fonction portuaire s'est affaiblie, les infrastructures ont vieilli (le métro a été interrompu pendant des décennies). L'arrivée des réfugiés à plusieurs reprises accentue les difficultés des quartiers les plus pauvres. Mais certaines initiatives culturelles, le titre de capitale européenne de la culture, mais aussi l'attention au "logiciel" des politiques, ont permis de reconstruire un tissu de confiance qui a irrigué le programme de résilience de la ville. Amélie Calafat, Céline Cassouret, Alexandra Huynh-Lenhardt et Lenka Navratilova décrivent la sécession des riches dans la mégapole de Buenos Aires et, à l'inverse, la concentration des polluants agricoles dans le Riachuelo. Sur ses rives s'installent autant les bidonvilles les plus pauvres que des infrastructures routières plus lourdes, consolidant les puissants engrenages de la ségrégation urbaine. Aujourd'hui, douze millions habitent la ville métropolitaine et ces quartiers, une fois à la périphérie de BA, se trouvent au centre géographique de la métropole. Une opportunité saisie par la mairie, y ayant fait construire le nouvel hôtel de ville et le village olympique. Des grands œuvres ne suffisent pas encore à renverser la marginalisation mais suggèrent une trajectoire de développement. Corentin Gallard, Vanille Guichard, Sarah Ke-

nani, Julia Munarriz et Adèle Sorge interrogent Berlin, une vaste ville capitale, polycentrique et riche en parcs, sur son centre et ses limites. À trente ans de la réunification, Alexanderplatz reste au centre de la capitale sans trouver sa place dans la Berlin capitaliste. La région urbaine du « Groß-Berlin » fait à nouveau la une : après une étude urbaine intitulée "Berlin-Brandenburg 2070" une réflexion internationale a été lancée en 2019, cent ans après de la première. La ville se lance ainsi le double défi d'intégrer une histoire controversée et d'imaginer un futur à l'échelle de sa région.

Dans la troisième partie, les nouveaux défis rencontrés dans les quatre cas – l'immigration, la résilience, la métropolisation, le redéveloppement – sont examinés par les spécialistes qui ont encadré le travail des étudiants et qui présentent ici l'état de connaissances sur les réfugiés, les transitions, la métropole et la manière de faire le projet.

Marie Bassi montre en Sicile la diversité des formes d'engagement dans un contexte de délégation de compétences socio-sanitaires et migratoires aux collectivités territoriales et aux acteurs non-étatiques. L'imbrication entre les espaces politiques multiniveaux soulève alors la question de l'autonomie des divers champs. Dimitri Toubanos passe en revue la notion de(s)

transition(s) qui remet en cause les pratiques liées à la transformation urbaine, et contribue à changer en profondeur la manière d'organiser les disciplines. Les problématiques émergentes du cadre bâti conduisent à plaider pour un retour vers le local.

Alejandro Sehtman et Francesca Ferlicca décrivent la trajectoire métropolitaine de Buenos Aires qui mêle des phénomènes contrastés, une croissance économique accélérée mais aussi la pauvreté et l'informalité. Dès lors, La métropole s'est construite autour des *countries* et des *villas*, des espaces commerciaux et des tours néolibérales.

Finalement, Florent Lévêque et Cécile Oberkampff projettent la trajectoire de la *Haus der Statistik* sur l'aller-retour constant entre passé et futur de Berlin et de son centre. Cette réhabilitation complexe d'immeuble en centre-ville est en réalité une véritable révolution, qui permet en partie de débloquer les hésitations entre le modèle d'un centre à gratte-ciels et celui d'un centre habitant, social et culturel.

En conclusion, l'expérience éducative du *workshop* aide les planificateurs à démêler les dimensions collectives, contextuelles, matérielles et discursives qui encadrent tout type de développement, et les invitent donc à rechercher un équilibre nouveau entre stratégie et projet.

Le défi de l'urbanisme du XXI^e siècle est, tel

que ces cas le décrivent, celui de 'réparer la ville': un travail humble de remédiation, qui ne suit pas un 'projet' dans le sens d'un blueprint, mais un 'projet de ville' dans le sens politique.

Il s'agira alors d'élaborer les modèles spatiaux, en France comme ailleurs, pour contrer la fragmentation spatiale, promouvoir des usages plus durables, et amender la ségrégation sociale qui en résulte. D'autant plus quand la transition métropolitaine accroît les conséquences sociales de ces processus.

UN PROJET COLLECTIF

Marco Cremaschi

Depuis 2016, le workshop du voyage annuel du Cycle d'Urbanisme de Sciences Po est une réponse à une commande mais surtout une occasion de débat et d'interrogation autour de l'avenir d'un territoire en crise (métropole, ville, quartier, île) à l'étranger. Le dispositif pédagogique du workshop ambitionne à construire rapidement une vision stratégique pour un lieu. Les étudiants sont appelés à porter une réflexion critique et à tracer une stratégie urbaine et des leviers d'action concrets pour une transformation possible du site étudié.

Les équipes, formées sur le principe de pluridisciplinarité, sont confrontées (pendant une semaine) à des contextes très différents du paysage 'familier' des projets urbains en France. Dans les quatre cas, le but du workshop visait la construction agile d'une stratégie spatialisée, c'est-à-dire d'un ensemble de propositions de projets et politiques mis en cohérence autour de certains axes interprétatifs.

Le programme résulte d'un aller-retour entre des propositions d'action et des plans stratégiques, avec le souci critique – issu de réflexions collectives à un rythme régulier – d'assurer une forte cohérence interne et de limiter ainsi les exploits individuels ou arbitraires. Cette vision s'est construite à partir d'une série de projets et d'interventions qui à la fois les nourrit et les encadre.

S'agit-il d'une manière différente de faire de l'urbanisme? Pour répondre à cette question, il faut d'abord s'entendre sur la nature de la planification urbaine aujourd'hui et en particulier sur la relation entre sa dimension stratégique et le projet concerné. La pratique de l'urbanisme renvoie souvent à deux traditions distinctes. Le temps réduit et l'ambition démesurée du workshop forcent les participants à les réconcilier.

Deux traditions

L'histoire de l'urbanisme montre effectivement deux traditions étroitement liées sans qu'elles se soient mélangées, la première plus radicale, modernisante, parfois violente; la deuxième plus collective et participative.

La première tradition renvoie à l'approche du management et de l'ingénierie et délivre la majeure partie des modèles, des dispositifs et des rôles de l'urbanisme, en France comme en Europe. Au travers de celle-ci, on peut aussi bien appréhender les villes nouvelles que l'organisation des profils professionnels d'urbanistes spécialistes. Ce projet-là est conçu comme l'aboutissement d'une réflexion qui se veut rationnelle. Il n'est pas difficile de reconnaître dans ces éléments la perspective du 'public management' qui a entre autres conduit à la loi MOP de 1985. L'approche du management clarifie la nécessité du montage: l'ensemble de

tâches interdépendantes à exécuter sur une période déterminée, avec des limites de coûts et des contraintes techniques.

La seconde tradition, quant à elle, possède une histoire d'importance égale mais moins visible et insiste sur la dimension du processus, parfois social et participatif. Les sciences sociales ont également déconstruit l'acte de décision et celui de la conception, en les reconduisant vers des dimensions collectives. Des approches assez distantes – allant de l'analyse psycho-cognitive à l'action collective – soulignent également que l'innovation émerge d'un contexte d'activation plutôt que par l'œuvre d'un individu ou d'une institution. Les sciences sociales permettent alors de comprendre la nature du dialogue: certaines des approches et des techniques ont ainsi été développées au cours du temps et insistent sur le caractère transactionnel de la création et sur la nécessité d'une sorte de frottement matériel concernant la production des idées de projets. Ces traditions reposent sur des cultures techniques qui, même si elles se sont rapprochées au cours des dernières décennies, n'ont pas entièrement réexaminé leurs résultats. Le technocrate, le programmeur d'un côté, le concepteur et le stratège de l'autre cohabitent ensemble dans la même niche et le même environnement sans parvenir à décloisonner leurs professions en opérant une synthèse critique. Du point de

vue de la pédagogie, le choix n'est pas exclusif: le montage n'est pas le contraire du dialogue, il faut à l'inverse apprendre à maîtriser une double posture.

Cette double posture – l'art « convexe » du montage et la pratique « concave » du dialogue – est primordiale si l'on veut jongler entre les périmètres en mouvement de l'intérêt public et des acteurs du marché : il faut construire des enchaînements forts et étoffer en même temps des liens parmi acteurs et citoyens toujours au péril du vide.

L'approche de la planification expérimentée par les workshops enseigne la nécessité d'intégrer ces différentes formes de connaissances dans la proposition d'actions collectives. L'ambition est de positionner l'urbanisme dans un contexte théorique, mais en évitant les prétentions rigides d'une science. Au contraire, on accepte la force modeste mais efficace d'une « low theory » (Verna 2011) : en se détournant de théories plus ambitieuses, une approche pratique du projet – voilà l'hypothèse – ouvrirait la voie à une manière plus efficace de traiter les problèmes locaux.

La planification des stratégies spatiales a donc été axée sur les problèmes de mise en œuvre, mettant en valeur l'art de plier les contraintes (du marché comme des règles). Le but du workshop était alors de s'approprier cet art et de

construire une double compétence : plus rigide (de programme) là où doivent s'enchaîner des événements, et plus flexible (ouverte au dialogue) laissant apparaître des acteurs avec leurs besoins et attentes.

Aborder des problèmes insolubles

Si expérimenter le jeu des compétences était un but du workshop, le second était d'exposer les participants à des problèmes complexes. Les workshops ont recherché des conditions extrêmes, celles, par exemple, où les institutions de l'État et du marché sont faibles et où les rôles bien définis disparaissent. Faire des plans et des programmes dans des 'conditions extrêmes' expose à la présence de problèmes insolubles, c'est-à-dire des problèmes « denses et difficiles à résoudre » (Schon et Rein 1995). L'urbanisme est ainsi confronté à des problèmes « vicieux », qui conduisent à reconnaître les limites de l'action et invitent à faire avec les pratiques et les sujets sur le terrain, sans méconnaître les controverses en cours.

C'est un changement conséquent par rapport à la conception habituelle de projets majeurs sous la métaphore, et avec les instruments politiques, du « schéma directeur ». Au cours des trente dernières années, la plupart des justifications de la planification ont reposé sur deux piliers principaux: soit la planification produit un cadre

fonctionnel efficace qui maximise l'accumulation de capital, en tenant compte, par exemple, des réseaux techniques, de transport, des équipements etc.; soit elle permet de remédier aux défaillances du marché, telles que la pauvreté, la pollution ou la pollution des sols.

Depuis peu, ces deux justifications majeures ont souvent été remises en cause: les changements à grande échelle suscitent des préoccupations, car ils ne produisent pas, le plus souvent, la retombée positive escomptée; les conséquences inattendues et imprévues érodent les attentes positives de grands projets.

En outre, les aménageurs font de plus en plus face à des situations où les difficultés se multiplient. Quand les problèmes paraissent insolubles, les acteurs sont forcés vers des combinaisons nouvelles de connaissances techniques et interactives. Par exemple, les controverses conduisent à redécouvrir l'expertise technique des utilisateurs et la combinaison de connaissances formelles et informelles (Tironi 2015). Par-là, il est possible de redécouvrir la vertu d'une approche de projet centrée sur la double nécessité de lier le développement local aux conditions globales, et de lier une approche stratégique à la « pratique » (l'anticipation de la mise en œuvre) des projets.

Finalement, au-delà de la pratique et de la description, le projet problématise l'existant par

l'introduction d'un état futur. Cet état – assumant son caractère problématique – ne peut être apprécié que dans la pratique des acteurs mis en réseau : il s'agit d'un futur proche, matériel, qui fait l'objet autant d'une analyse abstraite, d'une modélisation, vérifiable dans le champ des sciences sociales que d'une investigation sensible, de manipulation et de bricolage.

Dans cette approche réflexive ancrée sur l'espace, le projet *produit une forme de connaissance autonome et originale* par rapport à d'autres méthodes d'analyse. Il s'agit d'une description riche et complexe, orientée par la pluralité des voix, des volontés et des regards, qui intègre les futurs possibles autant que les contraintes matérielles.

Le projet *décrit et décrypte* donc une situation car il vise ses éventuelles évolutions à travers la possible combinaison de ses éléments matériels ou non. Il s'agit d'une double posture : la description constitue elle-même déjà un projet (mais il faut admettre d'abord que toute description est sélective, incomplète, insuffisante) ; le projet lui-même décrit (tout projet est une analyse construite à rebours d'une modification).

Ainsi, si la description est le premier pas du parcours analytique qui conduit à l'explication, une description itérative, en profondeur, en dialogue avec la situation, comme évoquée précédemment, est également une forme d'expérim-

entation qui cherche les avenir possibles d'un espace à partir des traces que le social laisse « au sol ».

Le produit des workshops

L'expérience éducative a aidé les futurs planificateurs à démêler les dimensions (collectives, contextuelles, matérielles et discursives) qui encadrent toutes sortes de stratégies. Il a également été utilisé, pour spatialiser cette stratégie grâce à une lecture précise, presque ethnographique, des pratiques locales. Finalement, ces expériences ont conduit à l'élaboration d'actions conçues sur des ressources en réseau, situant ainsi le plan à l'intersection des échelles spatiales.

L'atelier a évidemment exploité l'absence de préoccupation professionnelle ou cognitive pour les développements professionnels futurs. Dans un tel contexte, il a permis d'encourager les participants à contourner les schémas cognitifs rigides, à recadrer des habitudes professionnelles acquises et développer leur pensée critique. Le court délai a aussi imposé une approche agile, et a nécessité de hiérarchiser toutes informations en fonction de leur utilité et de leur fiabilité. A Lampedusa (Cycle 2016) un ensemble de propositions visait l'échelle du village et du paysage. La finesse et le détail des actions ont permis de réunir un cadre robuste et un program-

me souple, les deux raisonnables, cohérents et agencés correctement sur des espaces, des axes et des actions interconnectées. Ces propositions s'étalaient sur les pratiques sociales de l'île, l'usage des espaces verts, de la plage, des espaces publics; elles s'articulaient également avec les différentes populations présentes. En revanche, une des limites de l'exercice a été une moindre prise en compte du développement économique de l'île et du bilan des interventions proposées.

Salonique (Cycle 2017) imposait une approche à l'échelle d'une ville portuaire en décroissance ciblant des friches abandonnées - bâties et non - et des quartiers d'immigration autour de la gare ferroviaire, avec une sélection des priorités, adossée à la stratégie résilience de la ville qui avait été objet d'étude au préalable. Les projets sur le commerce de proximité et les friches industrielles étaient efficacement liés par le dessin d'un parc linéaire reconnectant cette partie de la ville à la promenade centrale sur le front-mer. Par contre, l'outillage du foncier, les mécanismes et la temporalité de la mise en œuvre n'étaient pas adéquatement développés. A Buenos Aires (Cycle 2018) le défi était de repositionner le plus pauvre et cloisonné des arrondissements dans les dynamiques métropolitaines. Aux marges de la ville centrale, délimitées par une des rivières les plus polluées de

la planète, l'arrondissement se situe au centre géographique de la mégalopole argentine. Le point fort de la mise en cohérence des initiatives et des développements en cours était effectivement supporté par une lecture attentive du jeu d'acteurs ; cependant, les résultats restaient mitigés par le degré de généralité des propositions et de détail des projets.

A Berlin (Cycle 2019) l'état des lieux fut ressortir la monofonctionnalité d'Alexanderplatz et l'importance d'enrichir les modèles coopératifs, s'appuyant sur une 'pluralité assumée'. Trois axes stratégiques accompagnent ces initiatives plurielles: accepter la densification en cours d'Alexanderplatz en la mettant en réseau à l'échelle métropolitaine; apaiser les obstacles et faciliter les flux à travers la réorganisation des sols et des espaces ; impulser une nouvelle logique de programmation mixte tertiaire et de logement. Ces trois axes impliquent aussi de repenser les montages et processus mis en œuvre.

Les quatre ateliers démontrent qu'une fois enracinée dans des stratégies spatiales, la planification peut mieux mettre en évidence les questions de mise en œuvre. La planification spatiale contribue donc à la réflexion sur les échelles et les actions possibles pour "engager l'avenir des espaces" (Cycle 2016).

Voyage de retour

Les réformes de l'urbanisme, la loi Elan en France comme d'autres lois dans les autres pays européens, veut assouplir l'aménagement en France. En même temps, certaines villes essaient des dynamiques nouvelles : Paris veut faire du projet 'autrement', Londres met en place des dispositifs et des projets toujours plus ambitieux... Enfin, les stratégies de territoires sont de plus en plus dispersées dans une pléthore de documents et de plans à tous les niveaux (régionaux, locaux).

Vaut-il alors la peine de s'inquiéter sur le sort du plan ? La réponse est affirmative si l'on considère trois risques.

Le premier est d'insister sur les mêmes soins qu'auparavant. Se doit-on d'innover de nouveau, même s'il n'y a plus de projet qui ne soit partagé, durable, inclusif ? Et qu'une bonne partie des acteurs ait internalisé des comportements vertueux ? On peut légitimement considérer cette adhésion insuffisante, les résultats encore décevants. Suffirait-il alors de demander de faire encore 'autrement', d'innover toujours plus (Alba, Brunner et Gilli 2017)?

Le deuxième risque serait d'aspirer à reconstruire une nouvelle discipline de l'espace (Faburel 2017), ambition illusoire face à la fluidité des pratiques de plan (Vanier 2018). Pour ce faire, certains thèmes - que l'urbanisme en France a

seul récemment esquissé, et qui s'intègrent difficilement de manière durable dans les pratiques - doivent être traités plus en profondeur (Cremaschi 2016b) ; le risque étant d'accompagner doucement, par des techniques discursives (Behar 2017) la mise en scène du débat public. Le troisième risque prétend que l'on peut renoncer à toute forme de plan et de coordination publique. Une autre utopie se répand : un positionnement idéologique nouveau, qui proclame que la ville soit capable d'auto-organisation. Autour de la smart city, se construit un nouvel eldorado des prophéties technologiques. Un gouvernement ou un plan ne seraient plus nécessaires pour des sociétés réflexives, complexes et plurielles, capable d'auto-organisation, et de projets innovants et spécifiques. C'est au contraire le partage - entre stratégie, plan et projet - qui empêche un urbanisme plus adapté à gouverner les transitions multiples. En effet, lorsque le système politique s'étale sur plusieurs niveaux (à travers la décentralisation), la décision devient plus complexe ; lorsque la présence des *global players* (à travers la mondialisation) s'accroît, la légitimité démocratique s'affaiblit; lorsque les risques environnementaux et économiques se renforcent (à travers une succession de crises), l'incertitude augmente. Le défi au cœur du workshop est donc complexe, et le pari ambitieux: chercher un terrain

d'expérimentation, dans les limites d'un dispositif pédagogique, pour recomposer ce qui a été divisé. Ces workshops ont cherché, en effet, à renforcer les stratégies, les plans et les projets dans le même temps - le plan pour conserver, le projet pour agir, la stratégie pour anticiper- en élaborant un positionnement (Mazza et Bianconi 2014) réflexif de toutes les formes de décision dans l'espace politique, les temps et les rapports sociaux.

De fait, les villes européennes mélangent déjà institutions anciennes et initiatives innovantes: elles combinent le vélo, la marche, le retour du tramway, la quête d'un logement durable et l'inclusion sociale d'un côté, et de l'autre, des nouvelles formes d'incitations à projeter et à choisir des projets, des objets urbains flexibles et innovants, l'efficacité énergétique, le recyclage des déchets...

Ces défis ne sont posés à la planification seulement, ils sont posés également aux stratégies en amont et aux projets en aval. Et il faut bien reconnaître qu'ils souffrent de problèmes d'efficacité et de légitimité similaires. La transition est facilitée par le rassemblement des éléments à la fois traditionnels et innovants: des formes de gouvernance qui assurent transparence, cohérence et dynamisme, mais essaient graduellement de spatialiser leurs directives par souci d'efficacité; des plans à long terme sur

les risques, l'environnement, l'agriculture et les infrastructures, plans qui paradoxalement sont davantage destinés à préserver qu'à transformer; et enfin des projets de construction ouverts et flexibles prenant en charge l'innovation et les collaborations. La forme même de la ville n'est plus l'apanage des concepteurs.

Reconnaître ces différents échelons -sans omettre leurs spécificités- permet d'attirer l'attention sur les réels enjeux de la transition actuelle qui doit être guidée par une économie durable et par la connaissance.

LA MÉTHODE WORKSHOP

Jérôme Baratier

A la différence d'un voyage d'études où l'objectif principal est de s'immerger dans un territoire pour en comprendre les ressorts, le workshop vise également à intervenir sur le territoire donné. Par cette ambition performative, il s'emploie à déployer une pédagogie tournée vers la mobilisation des enseignements dans le cadre d'une production collective coopérative.

Cette identification des possibles d'un territoire et d'un réseau d'acteurs sur un temps très court appelle une approche renouvelée tant des missions d'enseignement que des perspectives que l'on assigne à l'urbanisme en tant que stratégie, programme et projet. C'est ici que réside le double miracle de cette semaine intensive : s'engager dans l'espace et aborder les questions ontologiques de l'urbanisme dans le même mouvement rapide.

L'occasion de travailler à l'étranger a permis à des jeunes professionnels de sortir des obligations académiques et s'immerger dans une atmosphère interdisciplinaire axée sur la production de projets. Plonger les participants dans un contexte « *strangely familiar* » s'avère une ruse pédagogique pour contourner les schémas cognitifs acquis. Le court délai impose une approche agile, et nécessite de hiérarchiser toutes informations en fonction de l'utilité et de la fiabilité.

Confrontée à la triple réalité des espaces, des

acteurs locaux et des étudiants, la méthode employée ne saurait être figée tant elle nécessite d'être sans cesse adaptée. Pour autant on peut tenter d'en dégager les lignes fortes pour esquisser les fondements d'un urbanisme de la transition débarrassé de toutes velléités de puissance mais attaché aux conditions de déclenchement.

Après avoir examiné le déroulement factuel de la production avant et pendant le workshop, nous identifierons ce qui semble se jouer en termes d'apprentissage et de manière d'envisager l'urbanisme.

Le workshop tel qu'il se déroule

On peut distinguer quatre séquences distinctes qui structurent l'ensemble de la production : l'exploration, l'immersion, la production, et la transmission.

L'exploration : Cette phase relève du travail académique classique de recherche bibliographique sur un territoire et une problématique donnée. Le fait qu'il se déroule à quarante décuple les capacités d'investigation. Ainsi, les recherches peuvent s'étendre au-delà de la production scientifique ou historique et s'aventurer sur des terrains qui relèvent d'approches plus sensibles tels que la production romanesque, le cinéma ou les arts. Les documentalistes de la bibliothèque de SciencesPo sont très sollicités

à ce stade pour identifier les ressources. Le fait que chaque étudiant explore ses propres pistes, selon ses centres d'intérêts, et que l'ensemble soit restitué à l'ensemble du groupe crée en quelques mois un capital de connaissance considérable en même temps qu'une approche sensible propre à chacun. Le fait que certains étudiants aient parfois vécu un temps de leur scolarité dans le pays concerné participe à la consolidation de cette culture commune.

Quelques illustrations de cette phase exploratoire et de l'intensité du partage qu'elle permet au-delà des notices bibliographiques. Certains étudiants ont pu partager leur expérience dans la jungle de Calais au cours de missions réalisées avec le P.E.R.O.U. (Pôle d'Exploration des Ressources Humaines) en préambule du workshop de Lampedusa. D'autres ont passé un Erasmus à Buenos Aires, Salonique ou Berlin. La préparation du workshop a donné lieu à la projection et discussion de films et livres. Entre autres, *Fuocoammare* (en sicilien, titre d'une chanson traditionnelle : « Feu à la mer »), un film documentaire italien écrit et réalisé par Gianfranco Rosi et sorti en 2016. Le film obtient l'Ours d'or de la Berlinale 2016; et *Elefante blanco*, un film dramatique argentin-hispano-français coproduit, coécrit et réalisé par Pablo Trapero, sorti en 2012 et présenté à Cannes la même année.

Dans les mois qui séparent le moment où est annoncé le lieu du workshop et le départ, vient la lettre de commande des autorités locales auprès de Sciences Po. La plupart du temps co-construite avec la direction du cycle elle marque un jalon dans la construction du processus. Ce n'est pas tant ce qu'elle contient qui importe à ce stade, les attentes sont en général assez floues, mais son existence. Elle matérialise le fait qu'il y a une attente et un réceptionnaire aux travaux qui vont suivre.

A ce stade de la démarche, une autorité locale a formulé une commande et les étudiants ont librement exploré les ressources territoriales à distance. Il y a lieu de commencer à structurer les connaissances collectives. Une séance de travail avec l'ensemble du groupe est organisée afin de définir les axes thématiques à explorer et consolider. Nous sommes généralement à deux mois du départ. Les axes identifiés collectivement à ce stade relèvent du découpage classique des enjeux territoriaux : paysage / mobilité / développement économique / habitants... Sont ici mobilisées les catégories usuelles d'analyse d'un territoire. Nous verrons plus loin que le workshop sera l'occasion de réinterroger et réagencer ces filtres inoxydables du diagnostic urbain. Pour l'heure, les quarante étudiants sont répartis en groupe et doivent consolider la connaissance dans chaque axe analytique rete-

nu. À quinze jours du départ une restitution de chaque groupe devant l'ensemble de la promotion permettra à chacun de partir avec le même bagage cognitif.

La phase d'exploration permet ainsi d'accumuler de nombreuses connaissances sur le site, les acteurs, et les projets. Il est important d'avoir en tête qu'à ce stade déjà la recherche ne limite pas à un champ académique mais se veut résolument pluridisciplinaire et intégrative de l'ensemble des connaissances et expressions trouvées, sans exclusive, dans de fécondes miscellanées.

L'immersion : La plongée dans le territoire d'étude prend une double forme, celle de visites et celle d'auditions. Préparés par la direction du cycle avec l'appui de correspondants locaux fin connaisseurs du territoire et de ses acteurs, les visites constituent une étape cruciale. Elles imposent en effet une sorte de choc du réel que même la minutieuse préparation à distance ne parvient pas à amortir. Au contraire même, avoir lu et parcouru sur internet peut donner le sentiment de connaître par anticipation les lieux, instituant une familiarité virtuelle. Le fait d'y déambuler, d'en éprouver l'échelle et la matérialité, créer inévitablement un décalage avec les idées et sentiments forgés à distance. Ce choc de l'immersion, cette co-errance de l'ensemble du groupe donne lieu à un échange

souvent très fécond entre les étudiants au soir du premier jour. En effet, chaque « groupe thématique » fait part de son étonnement, des hypothèses qui s'évanouissent et de celles qui s'esquissent après cette première journée de déambulation.

Les conférences et auditions permettent aux étudiants de confronter le diagnostic qu'ils ont forgé à distance et de vérifier leur ressenti sur le terrain. Les intervenants se sont souvent montrés surpris par le degré de connaissance accumulé par le groupe. Les échanges sont nourris (malgré la fatigue du voyage) et on sent monter une curiosité réelle de la part des acteurs locaux sur ce que vont bien pouvoir produire ces quarante jeunes professionnels engagés dans la réalité d'un territoire qu'ils viennent de découvrir. Trois jours sont consacrés aux visites et conférences. Elles permettent d'embrasser les différentes échelles du territoire et dressent un portrait précis des jeux d'acteurs en place. Les visites et entretiens du troisième jour sont faits en petits groupes, sur les thématiques pré-identifiées à Paris. Ils permettent de consolider les connaissances et d'entrevoir les stratégies susceptibles d'être mise en place en les testant directement auprès des acteurs. Fort de cette immersion dans le réel, le groupe va désormais pouvoir passer à la production.

La production : Phase de cristallisation de la

démarche, la production mérite que l'on s'y attarde davantage. Quelques chiffres tout d'abord pour mesurer l'énergie mobilisée. Considérant que chaque promotion est composée d'environ 40 étudiants, ce sont près de 1 600 heures qui sont consacrées à la production d'un plan, d'un programme, et d'un processus. En trois jours, c'est ainsi l'équivalent d'un temps plein sur une année qui est injecté sur le territoire. Cette énergie est mélangée à trois matières fondamentales pour donner corps à un projet autant qu'à une stratégie : le temps, l'espace, et l'échelle humaine.

Temps du workshop : Les 3 jours de productions en salle nécessitent une rythmique particulière. Celle-ci doit cadencer l'alternance des temps d'échanges et de production tout en permettant à chacun de visualiser l'état d'avancement du processus. L'affichage dès le premier jour dans la salle du « chemin de fer » du rapport final rebaptisé « chemin de faire » sert de portée à cette partition. À ce stade le plan précis de la publication n'est évidemment pas arrêté et encore moins le nombre de pages mais la visualisation en temps réel de l'émergence d'un plan, la possibilité de marquer au fur et à mesure les pages produites, l'identification des auteurs de chaque article constituant le rapport sont autant de ressources précieuses pour permettre à chacun de convertir le temps en productions.

Les étudiants sont au départ répartis autour des 4 (ou 5) thématiques ou enjeux. Ces groupes conséquents se subdivisent en cellule de production plus adaptée. Une cellule de 3 étudiants pourra ainsi se consacrer au diagnostic et à la production cartographique, d'autres pourront retourner sur le terrain, quand un dernier groupe commencera à identifier les actions et les acteurs clefs. Il est essentiel que des temps de partage fréquent permettent d'acter les avancées et les réorientations. Au sein de chacune des 4 thématiques, les 10 étudiants font un point de synchronisation toutes les 1h30. Il s'agit de s'assurer de l'articulation des productions entre elles et d'éviter « l'effet tunnel » inhérent aux temps de production dans l'urgence.

Les 40 étudiants sont réunis en plénière toutes les 3 ou 4 heures devant le « chemin de faire ». Ce sont les conférences d'arbitrages. Ce temps de débat est stratégique et doit être minutieusement préparé par chacun pour être productif sur un temps court. Chaque groupe fait, durant 5 minutes, le point sur les enjeux et les pistes d'actions relevant de son champ. Questions et échanges permettent de consolider ses pistes et de s'assurer de leur compatibilité avec d'autres envisagées. C'est au cours de cette plénière que les intitulés des groupes de travail se font et se défont. Que la composition des équipes change parce que deux actions ont fusionné.

C'est au cours de cette conférence d'arbitrages que le « chemin de faire » s'actualise en temps réel. C'est également au cours de ces plénières que les questions stratégiques sont tranchées et que le rapport à l'urbanisme se cristallise. Nous verrons plus loin que si l'équipe enseignante régule ces plénières, il est important que ce soient les étudiants eux même qui s'expriment et se prononcent sur le fond du projet.

Spatialités du workshop : A l'instar du rythme les espaces dans lesquels a lieu le workshop doivent offrir la plasticité inhérente à cet exercice. Nous avons vu que les étudiants doivent travailler successivement en petits groupes de 3 ou 4 pour approfondir, se réunir à 10 ou 12 pour se synchroniser, et partager périodiquement en conférence d'arbitrage à 40. L'espace du workshop doit être agencé en conséquence permettant d'identifier facilement qui travaille sur quoi afin que les rédacteurs puissent aisément trouver de la ressource sur tel ou tel point. Un grand mur vierge visible de tous permettra d'accueillir le « chemin de faire » décrit plus haut.

La possibilité que le workshop se déroule dans un espace capable est cruciale. Cette agilité spatiale est une des conditions de réussite d'une démarche qui doit permettre à un groupe important de produire en très peu de temps sans sacrifier à la transversalité des échanges. Ce n'est pas tant la connectivité de l'espace

de production qui est importante (le workshop de Lampedusa s'est par exemple déroulé sans accès à internet, invitant à collaborer autrement que via une plateforme numérique) que le fait que la salle de travail devienne en elle-même un commutateur entre tous les participants.

Psychologie du workshop : 40 heures de travail sur trois jours succédant à un voyage, de longues visites et (il faut bien l'avouer) à des soirées enjouées mettent forcément à rudes épreuves les organismes au premier desquels figurent les nerfs. Le workshop sera inévitablement émaillé de moments de lassitudes, de tentations de Venise, de tensions, de conflits, d'isolement. Ces crues émotionnelles seront plus fréquentes dans l'emballage final, au moment où fatigue et tensions se cumulent. L'équipe d'animation du Workshop doit se montrer extrêmement attentive à ces phénomènes et doit elle-même faire preuve de résilience.

La connaissance fine des profils des étudiants est évidemment un atout dans cet exercice difficile. Cette connaissance des centres d'intérêts, des engagements, des affinités et même des ressorts psychologiques permet de prendre soin de chacun et de lui trouver une juste place. Ainsi, à Buenos Aires, une étudiante expérimentée manifestement peu à l'aise dans la production en groupe, a pu, la dernière journée, être repositionnée sur une mission transverse qui lui

a permis d'interagir avec chacun sans être « diluée » dans le collectif. Le workshop est à la fois une question de collectif, de coopération, de partage et un enjeu d'émancipation et d'intimité. C'est le dosage subtil de ces deux dimensions qui en font un exercice exigeant et enthousiasmant.

La transmission : Les 40 heures en salle accouchent d'un rapport écrit (de 60 à 100 pages) qui mobilise l'ensemble du vocabulaire de l'urbanisme (plan, schéma, esquisse, photos, texte...). La phase de transmission se concrétise à la fois par la remise du rapport au commanditaire et par la conférence finale. Cette dernière permet aux étudiants de restituer oralement leur production (le plus souvent dans la langue du pays d'accueil ce qui a nécessité une traduction par les étudiants dans la nuit précédente) aux différentes personnes ressources qu'ils ont rencontrées. Cette présentation semble un juste retour des choses pour ces acteurs qui ont nourri la réflexion du groupe. C'est encore l'occasion d'aborder la question essentielle du passage à l'acte. En effet ce séminaire de clôture est l'occasion d'un débat sur les pistes proposées et les conditions de leur activation. La direction du cycle d'urbanisme met en général à profit ce séminaire pour faire intervenir des universitaires ou des acteurs internationaux permettant de mettre en perspective les problématiques évoquées.

La transmission serait plus complète encore si un droit de suite pouvait être institué sur les propositions formulées lors du workshop. Nous pourrions par exemple imaginer que trois ans après le premier workshop, une nouvelle équipe du cycle d'urbanisme puisse être envoyée sur place. Que ce soit à l'occasion d'un projet collectif ou d'un nouveau voyage d'étude ce retour serait l'opportunité d'approfondir, adapter et peut-être enclencher des actions. Ce cycle triennal demanderait un partenariat renforcé avec les commanditaires mais serait le gage d'un suivi bénéfique à la fois pour l'apprentissage (un urbaniste intervient toujours dans un long continuum d'études et de réflexions) que pour le territoire parfois en déficit d'ingénierie.

Ce qui se fabrique durant le workshop

Ce que le workshop apprend : Immérgés dans un environnement culturel différent, sur un territoire qu'ils découvrent et appelés à produire à 40, les jeunes professionnels du cycle d'urbanisme vivent durant ce workshop une expérience d'apprentissage singulière.

Classiquement, le workshop est d'abord l'occasion de mobiliser les enseignements reçus lors des deux premiers semestres du cycle d'urbanisme. Qu'ils soient théoriques, techniques ou pratiques l'essentiel de ces enseignements sont convoqués par la question urbaine que pose le

workshop. La mise en situation apparaît ainsi comme un gage d'ancrage et de questionnement des nombreux enseignements reçus les 9 mois précédents.

Les conditions particulières dans lesquelles se déroule le workshop permettent d'aller plus loin que cette « remise en bouche », elles encouragent les participants à contourner les schémas cognitifs acquis et à dépasser les obligations académiques. Ce dernier point est d'ailleurs une inquiétude récurrente avant le départ. Les étudiants s'interrogent sur la forme et la pertinence du livrable comme s'il s'agissait d'une mémoire à rendre pour un examen. L'immersion dans une atmosphère interdisciplinaire axée sur la production de projets dissipera vite ce vertige académique pour laisser place à de nouveaux savoir-faire.

Les délais très courts et la nécessité de définir une stratégie et des projets à 40 appellent en effet une approche agile qui sort des sentiers de l'urbanisme académique. Par exemple la hiérarchisation rapide de l'information en fonction de son utilité et de sa fiabilité remplace à la quête d'exhaustivité qui sous-tend tous diagnostics. Dans le même ordre d'idée, la formulation d'une stratégie spatialisée déclinée en projets, politiques, ou action de gouvernance appelle à dépasser la trinité schéma / plan / programme qui structure l'urbanisme depuis des décennies.

Les questions de mise en œuvre sont en effet au cœur des productions du workshop. Par où commencer ? Qui prend l'initiative ? Quel système d'acteurs sont à activer en priorité ? Telles sont les questions récurrentes à toutes les étapes du processus. L'objectif du workshop étant d'engager l'avenir des espaces, de tracer les perspectives d'actions possibles, la question de l'impulsion devient une question centrale, au point que certains parler d'un urbanisme de l'impulsion à la suite du workshop de Lampedusa (Bourguignon, Greff, Vidaling, Baratier 2016). Cette dimension stratégique est d'autant plus importante que le Cycle d'urbanisme s'est attaché à se rendre dans des régions où les forces du marché sont peu présentes et encore moins structurantes, situation relativement rare en France mais qui caractérise un grand nombre de régions périphériques d'Europe et de pays dans le monde.

A la mobilisation des savoirs académiques classiques de l'urbanisme confrontée à la réalité des ressources territoriales le workshop ajoute l'acquisition de nouvelles compétences. En promouvant une approche résolument ancrée, à la fois modeste et performative, il promeut un urbanisme qui abandonne ses rêves de puissance mais s'attache promouvoir les nœuds de la transition.

L'animation du workshop, hyperbole de l'urbaniste des transitions ?

L'équipe pédagogique chargée d'encadrer les workshops du cycle d'urbanisme est, à l'instar des étudiants, placées dans une situation « *strangely familiar* ». Les attendus pédagogiques sont formulés, les participants sont connus, la commande est posée, pour autant il conviendra d'abandonner nombre de postures acquises pour adapter sa pratique à la dynamique du groupe.

Plus qu'aux questions urbaines, l'enseignant-animateur du workshop est confronté à des enjeux de management. Recomposition des groupes, prises en compte des individualités, agencement des espaces, rythmique des échanges, beaucoup de son énergie est consacrée à la gestion de la ressource (en l'occurrence de jeunes urbanistes), à l'accompagnement d'initiatives, plutôt qu'à l'apport d'une expertise urbanistique. Il convient même de se garder de trop intervenir sur le fond, et plutôt inviter les étudiants à reformuler ou à décaler les problématiques sur lesquelles ils semblent buter. L'animateur du workshop apparaît ici davantage comme un urbaniste-manager que comme un urbaniste-expert, ce qui appelle à transcender la relation enseignant/élève en une nouvelle, plus féconde, fondée sur le couple révélateur/producteur.

Le pilotage d'un tel processus relève pour une large part de compétences relevant de la sociologie de la traduction (Akrich, Callon, Latour 2006) au sens où elles ne relèvent pas du seul management des ressources humaines mais de leur mise en dialogue avec d'autres objets qui sont à la fois les objectifs pédagogiques, la commandes, ou les situations spatiales rencontrées. L'animateur du workshop tente ainsi de constituer et faire vivre ce vaste réseau dont il convient d'intensifier les interactions dans un temps très court. En composant et accompagnant un collectif de « makers » confronté à des ressources hétérogènes, il cherche à réunir les conditions de leur meilleure expression. Il apparaît ainsi comme un révélateur d'intelligence collective située, posture qui présente de nombreuses similitudes avec la posture de l'urbaniste animateur des parties prenantes de la transition territoriale si l'on considère que cette transition est le fait des acteurs territoriaux eux-mêmes qui s'affranchissent des plans et programmes pour conduire leurs propres actions en faveur des biens communs.

Ainsi du voyage d'étude à l'étranger à la production collective d'initiatives urbaines articulées, il y a deux mondes qui ne répondent pas aux mêmes objectifs. Le Workshop proposé par le Cycle d'urbanisme s'inscrit résolument dans le second. Nous avons vu à quel point il

revisite la manière de former les urbanistes en même temps qu'il interroge la manière de faire de l'urbanisme voire ce qu'est désormais l'urbanisme. Au final, les workshops apportent beaucoup plus que ce pour quoi ils ont été conçus. Les remises en cause dont ils sont porteurs sont plus profondes qu'on ne l'imaginait au départ. Ces questions s'adressent aux étudiants, aux enseignants et aux territoires. C'est peut-être là que réside la magie de ces moments d'une intensité particulière, ils génèrent une énergie qui les dépasse et qui s'ancre durablement dans les pratiques et les espaces.

ENGAGER LES ESPACES PUBLICS

Dimitra Kanellopoulou

La notion d'*espace public* ne se consolide au sein de disciplines s'occupant de l'Urbain (géographie, sociologie, urbanisme...) qu'en deuxième moitié du XXe siècle, au même moment où les concepts de *participation et d'urbanité* (Jolé, 2002) jaillissent au sein des politiques publiques de planification territoriale et d'aménagement en France. La nature complexe et polysémique du terme s'annonce déjà dans un numéro de Paris-Projet (1999) intitulé 'Espaces publics'. L'intérêt des professionnels, élus et acteurs locaux pour les espaces publics, s'accroît dans les années 1960, suite à une longue critique du Mouvement Moderne et reflète des interrogations et aspirations d'une société faisant face à deux crises majeures du début des années 1970 : l'une urbaine et l'autre politique (Tomas, 1995).

Après les années 1960 et dans un contexte de problématisation accrue sur le devenir de la société contemporaine, plusieurs concepts décrivant nos rapports à l'espace-temps changent tandis que d'autres s'inventent (comme celui de la mobilité, par exemple : Berthoz, 1997).

Ce changement ne va pas laisser intactes des disciplines s'occupant de l'Urbain (rythmes, infrastructures, flux,) et va s'inscrire dans ce que les géographes décrivent comme un tournant spatial en sciences humaines et sociales, amenant une attention plus particulière pour

l'étude de phénomènes sociaux dans l'espace physique auquel ils s'inscrivent (Soja, 1989). Des textes théoriques portant sur la matérialité de l'espace public prolifèrent (Toussaint et Zimmermann, 2001 ; Zardini, 2006) en parallèle d'un renouveau des méthodes des pratiques opérationnelles (Bacqué et Mario, 2011). Des architectes, urbanistes, mettent en avant le rôle social de leur métier et s'engagent souvent politiquement dans une période d'optimisme répandu, en rapport à la capacité des pouvoirs publics à offrir une équité sociale et spatiale. L'urbanisme des trente glorieuses, est alors sérieusement mis en cause en cédant la place à des nouveaux outils opérationnels (plans de ZUP) qui se veulent de remédier au constat d'une perte d'urbanité à travers la requalification de « l'espace vide », non bâti et la création des lieux accueillants pour des diverses pratiques urbaines (Beauchard et Moncomble, 2013). Dans cette même période de renforcement du pouvoir local en France se consolident des projets de villes nouvelles suscitant le débat sur les liens intrinsèques entre *centralité et sociabilité* (Remy, 2005), relation souhaitée pour des espaces publics nouvellement aménagés. Face au constat du reculeme nt de certaines caractéristiques de la vie publique – comme celle-ci s'exprimait dans la ville historique du XIXe siècle (sociabilité, espaces publics fréquent-

és majoritairement par des piétons) – le sujet 'espace public' prolifère au sein des travaux de recherche et des travaux de projets urbains (CERTU 2005 ; IAURIF 2002; Apur 1999; AAVV 2010, AAVV 2019) en Europe entre les années 70-90 (Joseph, 1984), reflétant en même temps une transformation profonde des débats sociaux dans un contexte de crise environnementale. Parallèlement, le renouveau nécessaire du débat politique face aux enjeux de gouvernance horizontale et de durabilité trouve sa continuité dans la montée de la pensée écologiste. Elle « sème le terrain » pour l'arrivée des changements plus profonds dans la conception et la fonction des espaces publics et demandant une adaptation des modes de production de la Ville (dispositif de concertation développés déjà aux années 70, 80), aux attentes sociales et aux modes de vie de communautés locales (Tomas, 1995).

Les discussions sur l'avenir de l'espace public en tant que sphère de débat et élément pilier d'urbanité voient le jour -en France- suite aux évolutions relatives à la gouvernance des territoires, notamment dans le cadre de la loi SRU 2000. Cette dernière vise à ce que les collectivités mettent en œuvre des véritables projets ayant une vision plus large de la transformation du territoire (PLU) sans se restreindre à une simple gestion d'occupation des sols (POS). Ce

besoin d'avoir une 'vision d'ensemble' scelle les démarches dans lesquelles des communes s'engagent depuis les années 1980, notamment au travers de l'outil des *plans verts* (cf. trame verte régionale du SDAU 1976) lancé par l'IAURIF.

Associer les politiques environnementales aux politiques urbaines devient, notamment après 1980, le fil conducteur des énonciations stratégiques de tout projet d'aménagement. Des nouveaux concepts comme celui du *cadre de vie* apparaissent et infligent objectifs et visions des décisionnaires. De l'axe piéton que l'on trouve dans des opérations montées à travers l'outil de la ZAC, au concept plus récent de *shared space* (introduit notamment par Hans Modeman), une panoplie d'outils et des concepts apparaissent dans le *projet urbain* en France. Son évolution se structure autour de l'impératif d'articulation de la dimension matérielle de l'espace public (esthétique, ambiances, matériaux, usages) avec sa dimension immatérielle (espace de débat, négociations, consensus) (Zepf, 2001). Au-delà de la rue 'traditionnelle' des centres-villes en Europe, l'intérêt des aménageurs est attiré par des nouveaux espaces accessibles au public (quais réaménagés, circuits de randonnée dans le périurbain, réseaux piétonniers, promenades surélevées). Aux projets de rénovation urbaine et de verdissement, s'ajoutent

des projets d'articulation des espaces naturels d'échelle métropolitaine, des projets de valorisation des fronts d'eau, des espaces communautaires, des éco-quartiers, etc. (IAURIF 2002). La conception des espaces publics sort des huis-clos des comités décisionnels d'une élite professionnelle, intellectuelle et devient une *affaire* commune; un sujet fédérant des approches interdisciplinaires et inter-scalaires. Depuis les années 1990, la diversification des acteurs œuvrant sur l'aménagement des espaces publics connaît un renouvellement des pratiques (conception, gestion) et des objectifs (Fleury, 2000) qui tend à déplacer la compréhension de l'espace public vers la fabrication des outils nécessaires à sa construction.

Certaines problématiques retiennent tout particulièrement l'attention.

La première concerne le risque d'estompement de la *dimension sociale* de l'espace public, principalement en périphérie dans des zones péri-urbaines rurales fortement dépendantes de la voiture ou dans des centres historiques assujettis à des fortes pressions de gentrification. Des nouvelles problématiques concernant la sécurité, l'aseptisation, la muséification, la *festivalisation* (Gravari-Barbas, 2001), la privatisation des espaces publics (Mitchell, 1995), dressent le paysage du débat sur l'hybridation et la transformation de l'image et de la fonction

historique de la *rue* et de la *place publique* (Gasnier, 2006). La question d'accessibilité se pose aussi d'une manière nouvelle : au-delà d'une accessibilité physique (notamment pour les piétons) à quel niveau les espaces publics contemporains offrent-ils un accès égal à des usages multiples et demeurent-ils accueillants et réellement ouverts à une pléthore de pratiques et des profils d'usagers (Mitchell, 2003) ? La deuxième concerne la *dimension physique* de l'espace public, comme composant majeur du tissu urbain et élément clef pour son fonctionnement. Ce rôle demande d'être redéfini au regard de la croissance exponentielle de nouveaux modes de déplacement (trottinettes, véhicules en libre-service, véhicules partagés). La forte pression exercée sur des centres-villes par des activités liées au tourisme urbain, les nouveaux enjeux d'aménagement face au réchauffement climatique et le déclin massif de la biodiversité s'inscrivent également dans ce besoin de redéfinition du concept d'espace public par son caractère physique, mesurable et concret.

La troisième concerne le devenir du *rôle politique* de l'espace public dans un contexte d'économie globale engendrant des conflits en termes d'usage du sol et d'accès aux ressources. Ainsi émerge de nouveaux paradoxes ; d'un côté, la propagation de la privatisation des espaces pu-

blics et de l'autre la *publicisation* des nouveaux lieux ouverts au public à l'échelle métropolitaine (aires de détente, parcs régionaux, esplanades, voies ferroviaires réhabilitées).

Parler d'*espace public* aujourd'hui amène ainsi à parler *des espaces publics* ; dans leurs différents statuts, formes, fonctions, rôles dans le maillage territorial. Il nécessite aussi de se positionner à nouveau face à certaines alertes de la fin du XXe siècle sur la transformation profonde de modes de production de la Ville (Davis, 1990) et de penser à des modèles processuels, des matériaux, des temporalités, de pratiques de lieux, capables de répondre aux défis du nouveau siècle (mégapolisation, réversibilité des constructions, exclusion sociale...).

Dans tous les cas, les débats - entamés dans les années 1980, toujours vifs sur *la fin* de l'espace public (Mitchell, 1995) ou sur *le retour* de l'espace public (Jeudy, 1989) font preuve de l'enfièvrement que le sujet suscite, notamment au sein de milieux d'acteurs d'occupant de l'Urbain et des chercheurs en sciences humaines et sociales.

Ce serait un exercice audacieux et probablement non-abouti de tenter d'imaginer l'avenir de l'espace public pour la vie citadine du XXIe siècle. Des discours d'espoir (Monédiaire, 2011) ou de vigilance (Berdet, 2013) colorent, à part égale, le canevas du débat.

Les premiers, se basent sur des nombreuses initiatives d'habitants, de gouvernance horizontale, d'innovation participative et citoyenne, d'expérimentation défendant le caractère malléable de l'espace public. Ces actions reflètent le caractère éminemment politique de l'espace public comme espace (physique) en constante définition/fabrication (par le public) entre enjeux communautaires et enjeux sociaux. Tant sur le plan physique que sur le plan social et politique, le débat se vivifie autour de la manière avec laquelle la transformation des espaces publics peut conditionner au quotidien la vie citadine. Pour les deuxièmes, l'essor du conservatisme au sein de la société, les crises récurrentes, financières, environnementales, sociales, le recul des Etats de leur rôle régulateur lors de la fabrique de la Ville, confrontent les espaces publics à des conflits d'usages, de ségrégation, d'intolérance, de misère...

Depuis les années 1980 nombreux sont les rapports techniques et les travaux de recherche portant sur la question d'évolutivité du concept d'espace public dans un contexte européen (Madanipour, 2005). En même temps, un corpus bibliographique émergent traite des pratiques et des politiques développées à l'international (Sim, 2019; Carmona, De Magalhaes, Hammond, 2008; Low, 2000). Ces travaux mettent sur le devant de la scène des

problématiques issues de contextes culturels différents, démontrant l'apport que ces paradigmes peuvent avoir à l'enrichissement du débat international sur le sujet.

Parallèlement aux méthodes traditionnelles (déployées dans les sciences humaines au XXe siècle) des questionnements sur des nouvelles méthodes *d'interrogation* de l'espace public dans ses formes, fonctions, imaginaires, pratiques, voient le jour après 2000 (Evans, Karvonen, & Raven, 2016 ; Nedelec, 2017) et ceci dans un contexte de prolifération des démarches interdisciplinaires et d'apparition des nouvelles problématiques (émotions, genre, ...). Certains enjeux de la société du début du XXIe siècle, (participation citoyenne, multiculturalisme, économie collaborative) font appel à la (ré) invention des outils et des procédures de mise en œuvre de projets (Nicolas Douay et Maryvonne Prévot, 2016).

Ces dernières années, l'attention des acteurs et de la communauté scientifique est également attirée par certaines initiatives « marginales » ou « alternatives » aux approches traditionnelles d'aménagement (marchés publics) qui emploient des démarches sophistiquées (IBA) ou des programmes assujettis aux pressions financières (le cas de Réinventons). En même temps, certaines expérimentations locales revendiquent des démarches inductives, met-

tant l'usager-habitant et les cultures locales au centre du projet tant dans la phase d'études que dans la phase d'opérations.

L'espace urbain condition du public

Quel intérêt alors d'étudier la question de l'*espace public* sur des sites comme Berlin, Buenos Aires, Salonique ou Lampedusa ? Tous les cas représentent des contextes fructueux d'analyse pour des étudiants en urbanisme et cela parce qu'ils convoquent trois questions phares au sein du débat sur les espaces publics : comment penser l'espace public dans un contexte de particularité culturelle ?

Comment penser l'espace public dans un contexte économique mouvementé ? Comment penser l'espace public dans un contexte d'acteurs et de gouvernance de projets différents que ceux que l'on connaît en France ? Le choix d'interroger le sujet *espace public* dans des contextes peu connus ou « marginaux » (par rapport aux terrains privilégiés au sein des débats actuellement en Europe), s'inscrit dans une volonté pédagogique qui affirme la question de la *transformation* de l'espace urbain comme une condition au caractère public de la ville, qui mérite d'être exploré –aussi- loin des contextes 'célèbres' ou des discours 'dominants'. Il s'agit d'enquêter *in situ*, de regarder *de près*, de s'immerger dans la quotidienneté, la trivialité

mais aussi l'ingéniosité des lieux, pour identifier leurs fragilités, relever leurs ressources, repérer les défis, formuler des préconisations. Enfin, l'étude porte sur de sites propices à adresser la *question de l'espace public* sous un angle d'actualité : celui de la crise ; financière, sociale, urbaine, démocratique ...

La crise observée dans l'environnement bâti, social, politique a été le fil rouge des travaux étudiants, guidant leurs réflexions de terrain au sein des workshops. Les équipes étaient confrontées à des problématiques communes chaque année lors des ateliers (réserves foncières, habitat dégradé, enclavement...) mais aussi à d'autres sujets spécifiques au site étudié (insularité, tourisme balnéaire, complexes Olympiques).

Parallèlement à l'examen des marges de manœuvre de l'action publique à des différents échelons institutionnels, des incohérences se repèrent à plusieurs niveaux : entre limites administratives et formes urbaines ; potentiel local (comme le cas de la filière bleu à Lampedusa) des démarches et politiques innovantes employées (fonds microfinance, énergie verte etc.) ; observation de la vie quotidienne dans les rues, quais, sentiers, places, voies, impasses. Autant d'incohérences qui révèlent une richesse de manières de pratiquer l'espace public. Les réflexions faites *sur le terrain*, et alimen-

tées *par le terrain*, ont donné lieu à certaines *grilles de lecture* du territoire formées aussi par les imaginaires, les aspirations, les émotions que les habitants associent à leurs lieux de vie au quotidien.

Les sites choisis présentent tous des problématiques d'enclavement, de dégradation d'équipements, de recul des activités productives, des lacunes en termes de transports en commun.

Il s'agit de territoires situés en périphérie des centres-villes historiques ou encore éloignés des réseaux d'approvisionnement continentaux (comme dans le cas de Lampedusa), avec des problèmes d'accessibilité et de lisibilité des espaces publics. Ces derniers sont souvent mal entretenus, peu accueillants, peu fréquentés, mal connectés entre eux et avec des centralités du tissu urbain. Dans les quatre cas, les espaces publics ont été abordés comme des sujets fédérateurs des acteurs et des politiques et comme des opportunités de réconciliation des actions à l'échelle métropolitaine avec celles à l'échelle du quartier.

Chaque site fut l'occasion d'examiner – dans un contexte socioculturel spécifique - des stratégies et des méthodes de désenclavement, de requalification des espaces publics, à travers des continuités paysagères ou infrastructurelles (lisières, Métrobus, fleuve Riachuelo ...), de restructuration des réseaux de transports

en commun, de soutien de la vie commerciale locale (commerces itinérantes, labélisation des produits), de stimulation de vie sociale (espaces publics de proximité, terrain football Orazio, ...). Dans les sites, la question des espaces publics a été soulevée dans le cadre d'une démarche *prospective* sur l'habitat, les mobilités, l'économie locale, le paysage, la gouvernance...

Le contexte d'une 'terre inconnue' avec des mécanismes de production de l'espace peu familiers en France, a amené les étudiants à adopter une méthode de *scénarisation* d'hypothèses et de préconisations afin de pouvoir se prononcer de manière réaliste et adaptée par rapport à l'avenir des territoires mouvementés (changement de bord politique ...). Une attention particulière a été donnée au paysage économique, administratif des sites étudiés ainsi qu'à la nature spécifique des ressources existantes comme leviers de projet urbain.

Suite à une première *étape d'état des lieux* sur l'identité morphologique, culturelle, des sites examinés, les étudiants ont mobilisé certains *concepts* déclencheurs de réflexions sur la transformation des espaces publics de l'échelle du perron à l'échelle du grand paysage (interfaces, micro-centralités, cohabitation, accueil ...). Comprendre les potentialités de chaque site, activer les dynamiques existantes, stimuler les processus latents de changement, ont été

quelques-uns des objectifs que les groupes se sont donnés. La compartimentation des rôles des acteurs locaux, mais aussi la complémentarité potentielle des initiatives publiques et privées ont conduit les étudiants à chercher des propositions fortes en transversalité d'actions, en *évolutivité* des programmes, en *modularité* des calendriers opérationnels, tout en articulant échelles macro-micro, actions de longue haleine avec actions à court-terme.

Dans les quatre cas, les équipes ont été confrontées à des sites exposés *aux* nouveaux récits territoriaux cherchant une meilleure lisibilité et intégration de leurs espaces publics dans la vie quotidienne des lieux. Les problématiques ont été structurées autour des questions d'habitat, d'urbanité (Berlin), de répartition d'équipements (Salonique), d'accès aux réseaux (Buenos Aires), de savoir-faire (Lampedusa). Porter la focale sur la particularité de chaque lieu a enfin permis de mieux adresser ces problématiques dans un contexte mondial (Marius, 2000).

Thématiques proposées pour l'approfondissement du débat et « leçons à tirer »

Les expériences *in situ*, ont permis de proposer des nouveaux angles d'approche du sujet de la transformation *des espaces publics* et d'en tirer certaines leçons capables d'alimenter le débat actuel sur *l'espace public* à l'échelle internationale.

À l'encontre du discours dominant concernant l'aménagement des lieux publics, développé souvent autour des notions d'attractivité, d'esthétisme et de sécurité, les workshops à Buenos Aires, Lampedusa, et Salonique proposent une grille de lecture qui met en amont le rôle incontournable des espaces publics dans la formulation des stratégies pour des territoires plus *justes* tant spatialement que socialement :

Des espaces publics accueillants : Dans les trois sites, les espaces publics sont confrontés à l'arrivée des populations migrantes ayant des cultures, modes de vie et attentes diverses et rencontrant des problèmes d'accès aux services publics et d'intégration dans le tissu social. Les étudiants ont formulé des scénarios de réactivation des lieux publics -comme des supports idéaux de transformation urbaine- en les mettant en réseau, à niveau et en cherchant à offrir des opportunités de rencontre, d'échange des savoir-faire, de connaissances et de familiarisation avec la différence culturelle.

Des espaces publics connecteurs, conciliateurs : Malgré une dégradation constatée sur le plan physique, les espaces publics des sites étudiés ont été abordés comme des *mailles structurantes* et des *espaces-clés* pour la cohésion du tissu urbain et social. Des corridors paysagers, des pôles d'intermodalité aux quartiers excentriques de la ville historique, des trames vertes

(Lampedusa, Salonique), sont quelques-unes des idées proposées pour mieux articuler les différents types d'espaces publics. L'objectif était chaque fois de renforcer leur rôle structurant dans un réseau de mobilités douces, leur capacité de lier des zones jusqu'à présent infranchissables par la vie publique.

Des espaces publics performants et activés (réappropriés) : Dans leurs nombreuses formes et échelles, les espaces publics dans les trois sites ont été pensés comme des *lieux urbains métropolitains* ayant un rôle significatif dans la vie sociale et économique locale (lieux repères, lieux de valeur, lieux de mémoire). Un des objectifs était de valoriser le potentiel des lieux et de chercher des moyens opérationnels capables de les rendre appropriables et fonctionnels dans la vie quotidienne. Les actions proposées visent à dynamiser les espaces publics comme lieux de repère, de rencontre, de détente, garants de biodiversité, de viabilité économique (commerces, entrepreneuriat) et porteurs d'innovation technologique (abris avec panneaux solaires, épuration d'eau...).

Des espaces publics défenseurs de citoyenneté (diversité, tolérance, négociation) : Comme tout site appartenant au domaine public, les espaces publics des sites étudiés, ont été souvent la première cible des politiques publiques de rénovation urbaine. Les travaux des étudiants

ont montré que dans les cas de Salonique, Lampedusa, Buenos Aires et Berlin la défense du caractère public des lieux accessibles au public est une condition *sine qua non* de la prise de conscience citoyenne. Cette capacité des espaces publics fait qu'ils sont des *lieux-bastions* face aux pressions de rentabilité foncière mais aussi des *lieux-garants* des projets d'utilité publique. Du quartier de la gare à Salonique, aux terrains publics à Lampedusa ou aux parcs urbains de Buenos Aires, les espaces publics deviennent des sites d'expérimentation d'idées et de projets focalisant sur des principes de partage, d'économie solidaire et circulaire, de santé publique, de mobilité douce.

Des espaces publics catalyseurs : Réalité partagée et directement lisible par les habitants, les espaces publics, peuvent amorcer des idéaux de transformation urbaine. Leur aménagement, végétalisation, ont des impacts souvent inattendus mais sûrement *ressentis* par les usagers de la ville. Leur image et fonctionnement au quotidien sont intrinsèquement liés aux transports, à la vie commerciale, au patrimoine bâti. Ces aménagements en font des espaces *catalyseurs* de changement en termes d'innovation technologique, de gouvernance, d'action citoyenne. Dans une volonté d'intervention *ciblée, prospective et expérimentale* (comme dans le cas de Lampedusa) les équipes ont proposé des

actions réalisables à court terme, souples en matière de financement et de gouvernance, visant à déclencher des mécanismes *bottom-up* pour l'appropriation des lieux au quotidien et pour leur intégration rapide dans la vie économique sociale locale.

Quels entrelacements entre les trois terrains ?

Le retour d'expérience des trois workshops invite à s'interroger sur le renouveau des méthodes et des outils de fabrication des espaces publics dans un contexte de crise.

Loin d'avoir l'ambition de proposer une méthode opérationnelle unique, les workshops tentent de proposer des nouvelles *focales* et des *boîtes à outils* capables de s'adapter à la transformation continue des territoires via des scénarios d'action appropriables par les acteurs locaux. Certaines questions ont balisé les travaux et les expériences *in situ*, et émergent en tant que pistes prometteuses de débat :

La question de la temporalité (anticiper, expérimenter) : Dans les trois workshops, tant dans la phase de *diagnostics* que dans la phase de *préconisations*, la notion du temps a été un sujet central au sein des débats. Tous les sites sont d'un côté confrontés aux temps longs de mise en place de projets et de l'autre côté à l'urgence et ainsi au besoin pour une action

rapide (dégradation des tissus, migrants...). Parallèlement, les observations faites sur le terrain ont révélé une grande diversité dans les temps d'usage et de fréquentation des espaces publics. Ce constat a amené les étudiants à réfléchir sur des scénarios d'aménagement qui s'adaptent aux rythmes de vie et habitudes culturelles différents des usagers. Dans les quatre cas, les propositions sur la mise en réseau et l'aménagement des espaces publics ont été développées autour de l'hypothèse des temps d'implantation variés, proposant des périodes d'intensité des travaux et des périodes d'observation et d'adaptation nécessaire des stratégies.

La question de la signification (valoriser) : Le contact avec le terrain fut primordial afin de comprendre quelles pourraient être les marges de manœuvre en termes de financements, de cadre réglementaire, et afin de formuler des actions situées. L'enquête *de près*, les entretiens avec les acteurs, les discussions officieuses dans les rues, l'exploration itinérante et immersive furent des étapes piliers pour s'approcher des lieux, se mettre en situation d'écoute de leur réalité. Cette manière de regarder le territoire, a donné accès à des faits difficilement repérables, à des discours marginalisés. Ce fut une opportunité pour découvrir les *significations* que les habitants donnent aux lieux, la pluralité des manières de pratiquer les

lieux de vie, leurs évaluations, critiques, ressentis. Ce regard sensible, partiel, attentionné aux détails du lieu, a été nécessaire pour rendre lisibles les qualités que les habitants usagers attribuent aux lieux ouverts collectifs au-delà des images véhiculées par les médias ou les acteurs publics. Les espaces collectifs en tant que *lieux de valeur*, lieux de *récits communs*, de mémoire collective, deviennent de lieux réellement publics car *signifiants* et *investis* par des populations qui s'y projettent dans leur présent et futur.

La question de l'engagement (impliquer, collaborer) : Envisager des actions et des leviers de mise en place des projets sur les espaces publics se heurte dans les quatre cas à des systèmes composites et nébuleux de gouvernance, à des lacunes financières, au conflit d'intérêt entre les différents groupes d'acteurs. L'engagement des acteurs locaux à toutes les échelles et la responsabilisation de la population (associations, syndicats) fut un objectif central dans tous les scénarios d'action présentés. La question de valorisation d'usages existants, de qualification, de diversification typologique des espaces publics a été un des enjeux majeurs de stratégies proposées. Chercher pour des porteurs de projets à l'échelle locale (Salonique), impliquer les savoir-faire des communautés (Lampedusa), ont été quelques-uns des objectifs particulièrement préconisés.

La question de la malléabilité (fabriquer, transformer) : Les expériences à Salonique, Lampedusa, Buenos Aires et Berlin ont montré que dans un contexte de crises récurrentes, d'un cadre politique incertain, de liens sociaux fragiles, le sujet *espace public* est d'extrême actualité et ne peut pas être abordé qu'à travers une démarche descendante, par des objectifs de fonctionnalité ou d'esthétique, ou des solutions 'importées'. À l'encontre d'un urbanisme de 'plan de masse' ou d'une volonté de 'tout dessiner', les équipes ont favorisé les actions ciblées, progressives, complémentaires, capables de poser les fondements de l'appropriation des scénarios de transformation par les habitants eux-mêmes.

En employant une démarche inductive, les workshops ont révélé la nécessité de penser les espaces publics « par le bas » et dans leur dimension *malléable* (Toussaint, Zimmermann, 2001), en partant du génie de chaque lieu en termes de ressources (humaines, naturelles...). Au-delà de l'aspect physique, aborder les lieux publics sous l'angle de *malléabilité* a surtout une importance politique quant au renouveau des méthodes d'action urbanistique.

Penser le public non comme un espace figé, dessiné une fois pour toutes mais comme un espace *en devenir*, permet aux acteurs de rester constamment éveillés et responsabilisés

quant à la défense du caractère public des lieux ouverts collectifs. Déplacer la focale sur les pratiques qui rendent *public* un espace accessible au public, ouvre aux aménageurs des nouvelles pistes de réflexion qui dépassent largement la question du design ou de la domanialité et suscitent des questionnements plus larges sur les politiques d'habitat, les temporalités de pratiques... L'espace public émerge ainsi en un espace en *définition constante*, un espace en devenir, un espace revendiqué, résultat des négociations, des rencontres, des visions, des pas des personnes qui y traversent, habitent, œuvrent, rêvent...

AU CARREFOUR DES ECHELLES

LAMPEDUSA, LE VILLAGE D'ACCUEIL DE L'EUROPE

*Helena Hiriart, Faustine Masson,
Béatrice Lacombe*

Introduction

En mai 2016, les 40 étudiants du cycle d'urbanisme de l'école urbaine de Sciences Po et leurs enseignants, se sont rendus sur l'île de Lampedusa, à la demande de la maire Giusi Nicolini. L'objectif était de réaliser un workshop permettant de mener une réflexion sur l'île dans sa globalité et proposant, in fine, un plan d'actions présenté, par la suite, aux élus du territoire. L'île, située au cœur des parcours migratoires méditerranéens, était à l'époque, au cœur de l'actualité médiatique. C'est dans ce contexte de crise, que nous avons conçu nos travaux de réflexion puis proposé des pistes d'actions possibles à la croisée entre enjeux urbains, politiques, économiques et sociaux. Cet article s'inscrit dans la continuité de ce travail et tente de remettre en perspective le contexte dans lequel s'est déroulé le workshop, en s'interrogeant sur les évolutions constatées entre 2016 et aujourd'hui : la situation géopolitique en Europe, les politiques migratoires européennes et la place qu'occupe Lampedusa dans les parcours d'exil méditerranéens.

En revenant sur les pistes d'actions proposées, cet article propose une vision critique portant sur l'évolution des politiques migratoires européennes et des conséquences qui s'en sont suivies à Lampedusa. L'île constitue une illustration de la gestion des flux migratoires en Euro-

pe, autant d'un point de vue médiatique et social que d'un point de vue politique. Quelles ont été les conséquences du manque de structuration entre les pays de l'UE sur les territoires aux portes de l'Europe parmi lesquels se trouve l'île de Lampedusa ? Dans cette situation d'urgence et face au manque d'une aide européenne, quelles actions locales et internationales ont été mise en place par les territoires ?

Une première partie de cet article revient sur le contexte de 2016 et l'incapacité de l'UE à mettre en place des politiques fortes qui fédèrent les états membres sur le sujet. Une deuxième partie rappelle les appels à l'aide lancés par la maire de Lampedusa et la genèse, face à l'inaction des gouvernements, d'une nouvelle tentative de gouvernance locale : la structuration de réseaux de villes accueillantes, qui confrontées aux mêmes problématiques, se fédèrent alors pour exister. Enfin une troisième partie aborde l'évolution du contexte et des politiques migratoires européennes, permettant ainsi de mettre en perspective nos propositions de 2016 avec la réalité des mesures mises en place par l'Europe et ses conséquences pour Lampedusa.

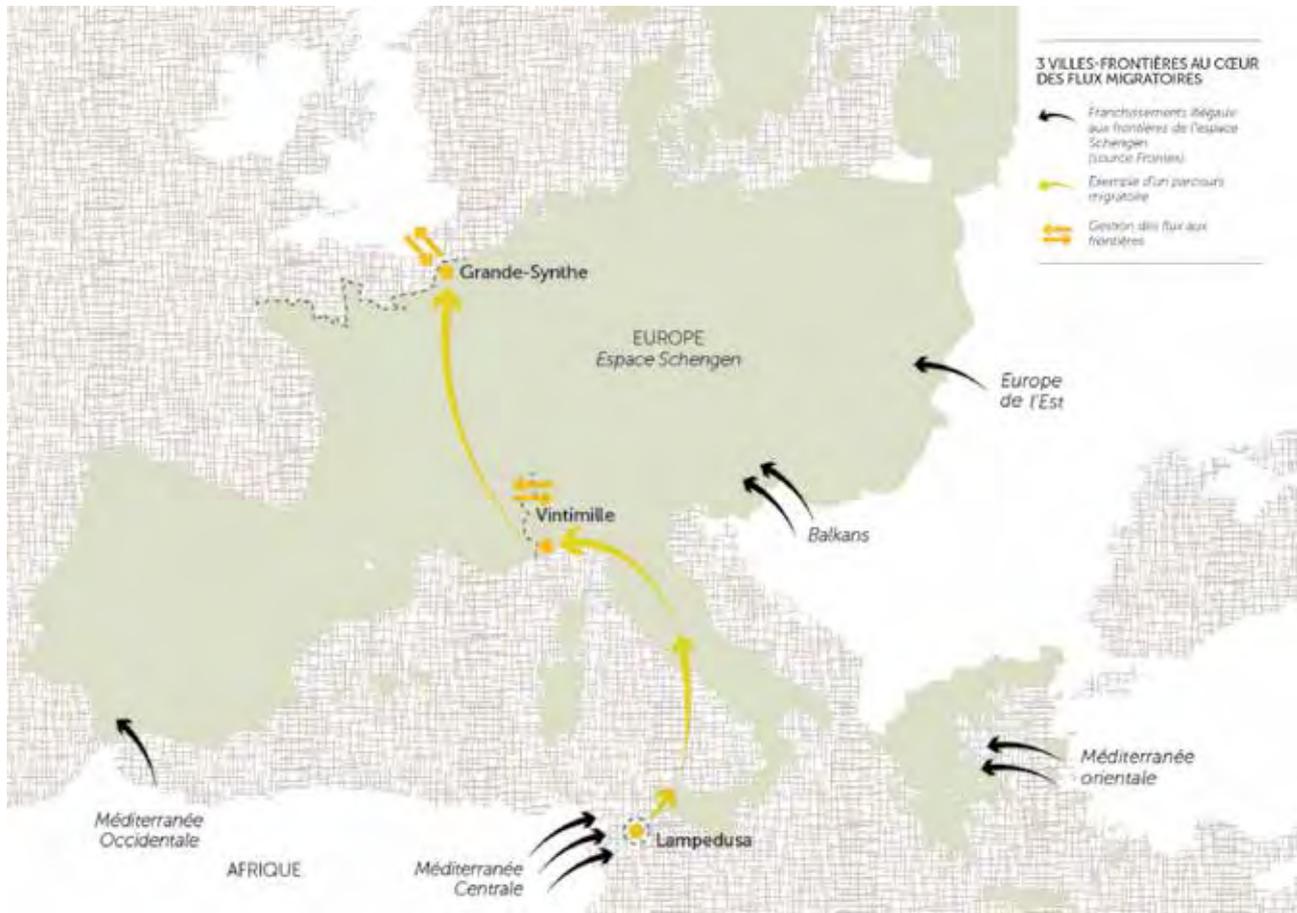
Lampedusa en 2016, symbole d'une Europe peu préparée et marquée par la « crise migratoire »

L'Europe attire depuis les années 1990 un nombre de migrants de plus en plus élevé. En 2015,

il s'agit du continent qui comprend le plus de migrants : 76 millions selon les Nations Unies. Sur ce chiffre, 54 millions se trouvent dans l'Union Européenne tandis que les autres sont en majorité localisés en Russie. Si la grande majorité des déplacés sont des travailleurs migrants, on constate à partir des années 2010 une augmentation croissante du nombre de réfugiés, contraints de quitter leur pays pour échapper à des conflits, persécutions ou violation des droits de l'homme (25,4 millions en 2016 selon le HCR). Selon un rapport de Sénat de 2016 sur la question des flux migratoires en UE et en France. Trois conflits génèrent à eux seuls la moitié des réfugiés dans le monde : la Syrie, l'Afghanistan et la Somalie.

Si l'on observe plus finement le nombre d'arrivées sur le sol européen avant 2015 (voir tableau ci-dessous). Ce nombre, plutôt stable jusqu'en 2013, double en 2014 et explose en 2015. Cette tendance s'explique par l'intensification du conflit syrien, aux portes de l'Europe. Des centaines de milliers de civils quittent leur pays cette année-là pour trouver refuge en UE. En 2015, peu de mesures encadrent les flux migratoires, l'UE se basant sur l'autonomie des nations membres pour mettre en place des politiques d'accueil nationales.

La question de l'asile et la gestion des migrants reste ainsi une compétence des états sur laquelle l'Union n'a que peu de prise.



Trois villes frontières au coeur des flux migratoires. Laetitia Pieri, Cycle 2016

ce une série de mesures au travers d'un plan d'action. Elle décide, tout d'abord, d'augmenter les financements accordés aux opérations maritimes qui portent secours aux migrants en Méditerranée et de lutter contre les passeurs, elle met ainsi en place l'opération Triton. Elle organise, par ailleurs, la relocalisation de 160

000 personnes pouvant obtenir l'asile bloquées en Grèce et Italie et débloque des fonds pour venir en aide aux pays mis en difficulté par la situation, notamment la Grèce. Elle essaye également de créer une coopération avec les pays des Balkans mais aussi avec les pays de départ des migrants, en Afrique, et tente de venir en

aide aux réfugiés à l'extérieur de l'Europe afin de faire venir ceux-ci par des voies légales et de leur éviter le recours à des passeurs. Enfin, elle met en place les hotspots ou centres d'accueil, situés majoritairement en Grèce et en Italie.

Dans ces nouveaux lieux, les individus susceptibles d'obtenir l'asile sont enregistrés et envoyés vers d'autres centres tandis que les autres – les migrants économiques – sont mis de côté pour être renvoyés dans leur pays.

Ces mesures témoignent d'une mise en mouvement de l'Europe sur le sujet. Cependant, les accords sur la répartition des demandeurs d'asile entre les états membres ne sont pas mis en place car plusieurs pays s'y opposent (en particulier la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et la République Tchèque).

Accord UE-Turquie : Ne parvenant pas à mettre en place une politique qui assure un désengorgement des côtes grecques et italiennes, l'Europe se tourne alors vers la Turquie pour tenter de freiner les arrivées. Juste avant notre venue sur l'île de Lampedusa, en mars 2016, un accord est conclu. Considérant la Turquie comme un pays tiers sûr, les autorités européennes estiment que les réfugiés peuvent y trouver l'asile. Ainsi, tout migrant arrivant en UE déjà passé sur le sol turc et donc susceptible d'y bénéficier d'une protection y est renvoyé. Une nouvelle pratique des routes migratoires est impulsée.

Suite à cet accord entre l'UE et la Turquie, ceux qui désirent atteindre l'Europe délaissent alors la route orientale et privilégient la route centrale de Méditerranée transitant par Lampedusa.

L'Europe face à la crise : du phénomène méditerranéen au fait politique : En 2016, Lampedusa est l'un des symboles de cette politique européenne migratoire balbutiante. Bien qu'il ne constitue que l'un des points d'entrée des migrants en Europe, ce territoire sicilien attire déjà particulièrement l'attention des médias. Dès 2011, l'île doit faire face à une arrivée massive de migrants – des ressortissants tunisiens pour la plupart. L'attention des médias s'est depuis cette époque fixée sur Lampedusa au gré des fluctuations des arrivées et des drames réguliers au large de ses côtes. Les deux naufrages particulièrement meurtriers de 500 et 800 personnes en 2013 et 2015, largement relayés dans la presse, ont participé à la prise de conscience collective des populations européennes. Ils ont conduit à l'action politique italienne puis européenne engagées à la suite des événements ayant conduit à une présence européenne plus soutenue sur les eaux méditerranéennes. Cette situation au cœur de laquelle se retrouve Lampedusa (il faut des centaines de morts pour que l'Europe commence à engager une action sérieuse sur la gestion des flux des nouveaux arrivés) est emblématique de la crise migratoire

en général. En 2015, ce sont les faits médiatiques qui ont soulevé les opinions et ont accéléré l'action des pouvoirs publics. Le cas du corps sans vie du petit Aylan Kurdi retrouvé sur une plage à Bodrum en est aussi un cruel exemple. Au début de l'année 2016, la mise en lumière de Lampedusa, bien plus importante que celle d'autres îles méditerranéennes subissant un sort similaire - notamment les îles grecques qui bordent la Turquie (Lesbos, Chios, Samos, Leros, Kos) dotées elles aussi de hotspots - est aussi due aux appels au secours de sa maire de l'époque, Giusi Nicolini, dans la presse. Ces derniers ont fortement contribué à la consolidation du « symbole Lampedusa ». Le cadre de l'île également, reconnue pour la beauté de son littoral et ses attraits touristiques, en décalage complet avec la situation dramatique qui se joue non loin de ses côtes a certainement joué aussi dans la focalisation des médias. Cette dernière mais aussi la cristallisation des avis politiques sur le sujet migratoire. C'est dans ce contexte que nous nous sommes rendus à Lampedusa.

Un workshop révélateur sur la façon d'appréhender les phénomènes migratoires au début de la « crise »

Giusi Nicolini initie, au printemps 2016, une collaboration avec le cycle d'urbanisme. Elle souhaite ainsi amorcer une approche différente

de l'aménagement de sa ville, en y intégrant la question des migrants. Leur nombre peut monter jusqu'à 3000 individus lorsque le hotspot est saturé alors que l'île ne compte que le double d'habitants. Sur l'île, en dehors de la période touristique, les migrants circulent librement en ville pendant la journée. En raison de l'absence d'hôpital ou de clinique, les besoins médicaux majeurs des migrants mais aussi des habitants ne peuvent pas être pris en charge sur place. La pression sur les services publics induite par la présence des migrants et la pratique diversifiée des espaces publics qu'ils apportent, modifient les caractéristiques économiques et spatiales de l'île. Consciente de la complexité de repenser l'aménagement de l'espace et de la dimension multiscale de son territoire (de petite localité du sud de la Sicile à porte de l'Europe), la maire a souhaité engager un workshop avec le cycle d'urbanisme afin que les étudiants développent des pistes de réflexion plus globales; qui prennent en compte autant les défis économiques et spatiaux induits par la situation géographique de l'île (aux portes de l'Europe), que les potentiels liés aux ressources du territoire et à son paysage exceptionnel.

Le workshop abouti à des propositions développées en trois axes. Le premier, qui traite du développement économique local, comprend une réflexion sur la façon dont l'île peut mobiliser

ses ressources liées à la mer, pérenniser l'économie touristique et développer un secteur économique nouveau autour des énergies renouvelables. Le deuxième axe de travail est centré sur le rapport entre l'île et les migrants. Il s'attache à montrer comment la mise en place d'équipements partagés entre migrants et habitants peut bénéficier aux locaux et s'intéresse à la façon dont Lampedusa peut se fédérer avec d'autres villes européennes confrontées à des problèmes similaires. Il développe une réflexion sur la nécessité d'organiser à l'échelle européenne un réseau de ville hiérarchisé (ville-seuil/ville-porte/ville-pôle) afin d'organiser un accueil progressif des arrivés et de fluidifier les parcours des migrants entrés en UE. Le dernier axe de travail, centré sur l'aménagement de l'île décrit les atouts paysagers et identifie les espaces à réhabiliter ou à aménager. Ce travail répond à une demande de la maire : comment intégrer les migrants dans une réflexion urbaine globale tout en développant une réflexion de fond sur le territoire de la ville et sur les besoins des habitants ? La position de la maire - aborder le problème des migrants via le prisme de l'urbain - encourage à proposer des solutions qui ne segmentent pas complètement l'approche du territoire : ce qui est mis en place pour les uns (habitants ou migrants), notamment les équipements et espaces publics, sert également aux autres.



Vallée verte. Laetitia Cycle 2016

Outre les pistes programmatiques et spatiales développées pour l'île, la réflexion a permis d'imaginer des propositions à l'échelle européenne. Nous avons ainsi pensé un système permettant aux villes touchées par les migrations, de se fédérer et d'impulser par cette action une politique européenne fondée sur la création d'un réseau d'étapes, maillant le territoire de l'Union Européenne. Nous pensons alors que les réseaux des villes ne peuvent être efficaces que si ces dernières sont soutenues par une série de mesures venues « d'en haut ». Leur mise en réseau autonome n'est, dans notre réflexion, que le point de départ d'une organisation par les états membres et de la mise en place d'un accompagnement des parcours migratoires à l'échelle européenne.

Notre travail, qui peut apparaître un peu naïf aujourd'hui, illustre en outre la fascination que la question migratoire, notamment les zones d'arrêt des migrants et leur spatialisation, exerce sur les professions de la ville. À l'instar de la Jungle de Calais ou des camps de Grande-Synthe, Lampedusa attire urbanistes et architectes. De nombreuses réflexions sont menées sur ces zones d'accueil temporaires. Cette vision essentiellement spatiale des problèmes liés à l'afflux de migrants se corréle avec l'action étatique française de l'époque qui envisage la question migratoire sous le prisme de l'héberg-

ement temporaire et ne met pas en place les conditions économiques et sociales pour un accueil « durable ».

Bien que quelque peu utopiques, les idées développées au cours du workshop autour de la nécessaire constitution d'un réseau des villes d'accueil ont trouvé un écho dans les mois qui ont suivis avec l'émergence d'une action fédérée de plusieurs villes confrontées au quotidien à des afflux de migrants qu'elles n'ont pas les capacités de gérer dignement.

Lampedusa, symbole de l'émergence d'un réseau de ville : une municipalité dépassée et abandonnée par l'UE

Sur l'île, le premier « hotspot » européen, que nous évoquions plus haut, est installé dans les infrastructures existantes, créées pour l'accueil des migrants. Le premier centre de Lampedusa date de 1998. Il s'agit à l'époque d'un centre de rétention situé à proximité de l'aéroport. Suite à sa fermeture, en 2006 un « centre de premiers secours et d'accueil » (CPSA) ouvre sur un autre emplacement. Après plusieurs appellations et des transformations diverses, il deviendra l'actuel « hotspot ». Au cours de son existence, le centre ferme à plusieurs reprises notamment à cause d'une surpopulation et de mauvaises conditions d'accueil. En mars 2018, le hotspot de Lampedusa est fermé de manière temporel-



Migrants Lampedusa. Florent Vidaling, Cycle 2016

re après des tensions liées à l'allongement des séjours des migrants sur l'île. Si les politiques Européennes prévoient un séjour maximum de 72 heures dans le centre, pour une capacité d'environ 250 personnes, la réalité est tout autre. Face aux politiques mises en place par l'Europe, trop théoriques et souvent éloignées de la réalité du terrain, le gouvernement local a dû s'organiser et agir en mettant en place des mesures compensatoires. Un trou dans le grillage entourant le centre permet aux migrants de sortir et de circuler sur l'île, tandis que le centre de santé est utilisé pour soigner les blessés qui ne sont pas transférés directement en Sicile à leur arrivée sur le port. À Lampedusa comme ailleurs, l'urgence et les pratiques d'exception sont devenues la norme dans la gestion des arrivées et des personnes. Les actions locales mises en place par la ville, les habitants ou les



organisations humanitaires ont complété et se sont parfois substituées au déficit d'intervention et de moyens ainsi qu'au manque de réactivité des autorités nationales ou internationales notamment dans les périodes de crise.

Un cri de colère peu entendu

Maire de Lampedusa de 2012 à 2017, Giusi Nicolini a alerté le gouvernement italien mais aussi l'Europe de ce décrochage entre politiques publiques et la réalité quotidienne sur son île. Elle dénonce auprès des médias la situation et accuse l'Europe et l'Italie de ne pas assumer leurs responsabilités dans la crise à laquelle sont confrontés les « territoires frontières » laissés pour compte par manque de moyens pour faire face à l'urgence. En novembre 2012, peu après son élection, la maire adresse une lettre ouverte à Bruxelles dans laquelle elle fait

part de son indignation face à l'inaction des gouvernements européens alors que le nombre de réfugiés traversant la Méditerranée pour rejoindre l'Europe ne cesse d'augmenter : *« Je suis indignée par le sentiment d'habitude qui semble avoir envahi le monde, je suis scandalisée par le silence de l'Europe qui vient de recevoir le prix Nobel de la Paix, et qui est silencieuse face à une tragédie qui fait autant de victimes qu'une guerre. Je suis de plus en plus convaincue que la politique d'immigration européenne considère ce bilan de vies humaines comme un moyen de modérer le flux migratoire, quand ce n'est pas un moyen de dissuasion. (...) Tout le monde doit savoir que c'est à Lampedusa et ses seuls habitants [...] que revient le devoir de traiter ces personnes avec dignité, et de rendre un peu de dignité à notre pays et à l'Europe entière ».*

Dans sa lettre Giusi Nicolini accuse l'Europe d'inaction face à une réalité migratoire qui touche pleinement Lampedusa ainsi que d'autres territoires des portes de l'Europe. En 2017 elle réitère ses critiques lors d'un discours pour prix Olof Palm, face à une situation qui semble n'avoir pas ou peu évolué : *« Aujourd'hui, la situation d'urgence en Italie ne découle pas du nombre de migrants, mais plutôt de l'absence d'un véritable système d'accueil. Ce dernier est encore aujourd'hui fait principalement*

de structures d'urgence, et dans l'absence de politiques de solidarité commune à l'échelle européenne. Le plan Juncker pour la relocalisation des migrants est resté en grande partie non réalisé. Après plus d'un an, seuls 2 600 réfugiés environ ont été transférés d'Italie vers d'autres pays européens, par rapport aux 40 000 prévus en deux ans. On retrouve dans la position de l'Europe vis-à-vis de l'Italie et de la Grèce, la même attitude égoïste que l'Italie a affiché à l'égard de Lampedusa pendant de nombreuses années ».

Rappelant sans cesse son combat et dénonçant une politique européenne *« immorale et honteuse et la compassion stérile de ceux qui pleurent après la photo d'un enfant mort et ferment leur porte à tous les autres »*, Giusi Nicolini est devenue pendant son mandat politique un symbole de la lutte pour un accueil digne des migrants en Europe.

Cependant, malgré des réactions et promesses des autorités européennes à chaque nouvelle catastrophe, les mesures évoluent peu et restent largement insuffisantes.

Vers une union des territoires délaissés

Si le cas de Lampedusa, pendant longtemps sous les projecteurs médiatiques, témoigne des conséquences d'un problème géopolitique à grande échelle, l'île n'est pourtant qu'un

exemple parmi les nombreux territoires dépassés face à l'afflux de migrants au cours de ces dernières années. Des territoires aux portes de l'Europe comme Lesbos, Mineo, Ceuta, Melilla, Tenerife, etc., mais aussi des villes frontalières situées sur les parcours migratoires telles que Vintimille, Calais, Grande Synthe, confrontés à l'afflux de migrants, n'ont eu d'autre choix que de mettre en place des actions pour répondre des situations diverses. Les réponses d'accueil ou de rejet ont été multiples pour ces territoires de passage, devenus résidence temporaire de milliers de personnes.

Lors de la restitution de notre travail en mai 2016 à Lampedusa, plusieurs maires de ces villes « frontières » étaient présents : Giusi Nicolini (maire de Lampedusa), Enrico Loculano (maire de Vintimille), Damien Carême (maire de Grande-Synthe) et Ada Colau (maire de Barcelone – par vidéoconférence). Cette présence témoignait alors déjà de la genèse d'un dialogue entre villes afin d'échanger et de partager leurs expériences face à une problématique commune. Face à l'inaction des états, les villes se constituaient en réseau. Plusieurs réseaux de villes, proposant un soutien et des espaces d'échange pour des territoires confrontés à cette problématique ou engagés dans une démarche d'accueil se sont ainsi constitués au cours des dernières années. En 2016, un accord de

coopération « de ciudad a ciudad » est engagé entre les villes de Barcelone, Lampedusa et Lesbos, au sein duquel la métropole espagnole s'est engagée à offrir un support technique, logistique et social. La maire de Barcelone affirme avoir pour objectif de « travailler ensemble afin de construire une voix collective en Europe », tandis que Giusi Nicolini explique que « cet accord est un début d'une alliance entre de nombreuses municipalités ». D'autres initiatives de ce type émergent également fédérant les villes autour de l'accueil, de l'intégration et de l'urgence d'agir à l'échelle locale. Dans le cadre d'une rencontre à Bruxelles pour « Solidarcities » en octobre 2016, des dizaines de maires de toute l'Europe se sont réunis pour partager leurs expériences autour de l'accueil des migrants et dénoncer l'inaction de l'union européenne et de ses différents états face à la crise des réfugiés. Différents réseaux de villes se sont ainsi développés en Europe : « Refuge-cities », « Intercultural Cities » « Eurocities » autour de ces thématiques permettant d'esquisser des politiques d'accueil à l'échelle des villes. « De Paris à Barcelone, en passant par Valence ou Lampedusa, des maires font entendre une voix dissonante par rapport aux gouvernements ». Les villes s'organisent et se positionnent progressivement comme de véritables acteurs politiques. Depuis 2015, elles apparaissent

comme les acteurs majeurs de l'accueil au sein des territoires. Michel Agier explique que « *Dans la période de crise actuelle, un écart est apparu entre le gouvernement et les habitants. Le gouvernement prétend se montrer protecteur et désigne les migrants comme des menaces pour la sécurité et l'identité du pays. Les habitants, eux, veulent voir dans ces arrivées une occasion de se montrer concernés par l'état du monde, agissant plutôt qu'indifférents, solidaires avec des peuples et des personnes en danger (...) Ce sont bien les municipalités, les villes, qui aujourd'hui, peuvent le mieux réaliser cette médiation indispensable entre habitants et migrants, et ainsi relancer l'idée d'hospitalité* ». Une dynamique de « reconquête démocratique » est en cours à l'échelle locale. Damien Carême, maire de Grande-Synthe, s'exprime en ce sens : « *Au niveau local, on peut mettre en œuvre des solutions qui, accumulées, permettront d'avoir des solutions à l'échelle du pays, du continent et de la planète* ».

L'échelle locale semble ainsi se révéler plus adaptée pour répondre aux problématiques d'accueil et constituer des réponses adaptées pour permettre une intégration des réfugiés au sein des territoires. Progressivement de nombreuses villes, telle que Lampedusa, Grande-Synthe, Barcelone, mais aussi Gand, Valence,

Thessalonique, Paris, Irun ont exprimé leur engagement et leur désaccord face aux politiques centrales nationales ou internationales de plus en plus dures sur le contrôle des frontières européennes et les conditions d'accès à la protection internationale dans les Etats membres. Le 17 décembre 2017, les maires des grandes villes françaises signent une tribune collective dans « le Monde » dénonçant les moyens mis en œuvre par l'Etat et rappelant l'urgence à agir collectivement : « *Nos villes agissent et franchissent de nouvelles étapes. (...) Confrontés à l'insuffisance de l'accueil et de l'hébergement, nous nous impliquons, car nous connaissons notre territoire, nous pouvons en mesurer les attentes, stimuler la générosité et faire fructifier avec l'ensemble de nos concitoyens un capital solidarité. Nous maires, en sommes convaincus : nos villes sont prêtes à repenser des réponses aux défis que nous impose cette situation inédite, face à laquelle l'Etat ne peut plus se contenter de places supplémentaires d'hébergement, ouvertes quelques semaines en période de froid puis fermées aux beaux jours. Nos actions doivent aussi s'inscrire dans une vision européenne.* ». Les maires des grandes villes françaises demandent ainsi au gouvernement de les aider à mettre en place un réseau de villes se présentant comme des interlocuteurs majeurs de l'Etat.



“Sette Palazzi”, Cycle 2016

En juin 2018, l'épisode de l'Acquarius a - une nouvelle fois - mis en évidence la décorrélation existant entre politiques nationales et locales. Tandis que l'Etat italien refusait l'accès sur son territoire au bateau transportant 630 migrants, les maires de Naples et de Palerme ont exprimé leur volonté d'accueillir le bateau ainsi que ses

occupants. L'Acquarius a finalement accosté en Espagne. Ces épisodes témoignent d'un écartement progressif de certaines villes, des règles et normes centrale nationales ou internationale pour penser et mettre en place de nouvelles réponses innovantes, plus adaptées et efficaces face à de nouveaux enjeux.

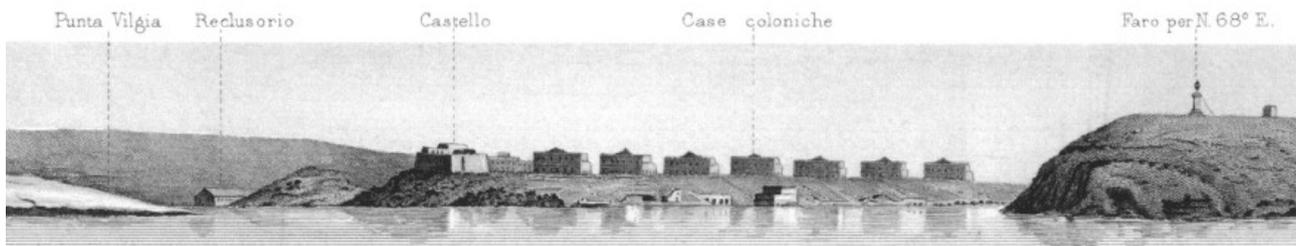
Lampedusa ou l'illustration d'une Europe mise en échec

Une baisse drastique des flux migratoires en Europe: conséquence d'une politique européenne sécuritaire. Depuis 2015, les flux migratoires recensés aux portes de l'Europe n'ont cessé de diminuer. En 2018, environ 141 000 arrivées ont été enregistrées, correspondant à un flux annuel en deçà de celui enregistré sur la période précédant le pic migratoire de 2015 (environ 225 000 arrivées recensées en 2014). Ce contexte de baisse des flux doit être analysé au prisme d'une géopolitique changeante. Les mouvements migratoires ont changé de profil suite aux accords bilatéraux mis en place avec certains pays afin de freiner les exilés dans leurs parcours vers l'Europe. Depuis l'instauration de l'accord EU-Turquie évoqué précédemment, les flux se sont fortement taris à l'Est de l'Europe, allégeant, dès lors, le nombre d'arrivées

recensées aux portes de la Grèce. L'accord entre la Libye et l'Italie, soutenu par l'UE, a lui aussi donné lieu à des résultats probants. En Italie, les flux d'arrivées enregistrés ont largement baissé ces dernières années. En 2019 (de janvier à juin, sources : OIM), 2 544 arrivées ont été recensées. Sur la même période en 2018, 16 566 arrivées avaient été observées. À l'inverse, les flux se consolident et progressent en méditerranée occidentale.

Si les flux s'étiolent aux abords de l'Europe, des invariants sont toutefois constatés : la méditerranée demeure une route migratoire encore empruntée par les exilés et conserve son titre honorifique de « plus grand cimetière de migrants » (Près de 17 000 morts recensés par l'OIM depuis 2014 dont plus de 550 en 2019, sources : France Info).

L'échec d'une politique migratoire européenne commune et consensuelle : Alors qu'en 2015,



L A M P E D U S A

“Sette Palazzi”, Cycle 2016



Schéma du bâti, Cycle 2016

l'éventualité d'une politique migratoire européenne commune était encore envisageable, les années qui s'ensuivent laissent apparaître une Europe tiraillée entre deux camps porteurs de visions contraires.

Dans la continuité du pic migratoire de 2015, plusieurs éléments porteurs de désillusions européennes se sont succédés, donnant lieu à des dissensions grandissantes entre Etats membres: l'échec notoire du programme européen de relocalisation : alors que le plan

prévoyait la relocalisation de plus de 100 000 demandeurs d'asile, seuls 28 % des objectifs ont été tenus sur les 2 ans de mise en œuvre (sources : Commission Européenne) ; la permanence du dispositif Dublin : Vivement critiqué pour son inefficacité (faible taux de personnes sous procédure « Dublin » transférées dans l'Etat membre déclaré responsable) et jugé inégalitaire par les premiers pays d'entrées (Italie et Grèce), ce règlement a fait l'objet de plusieurs projets de réforme. Restés à l'étape d'esquisse

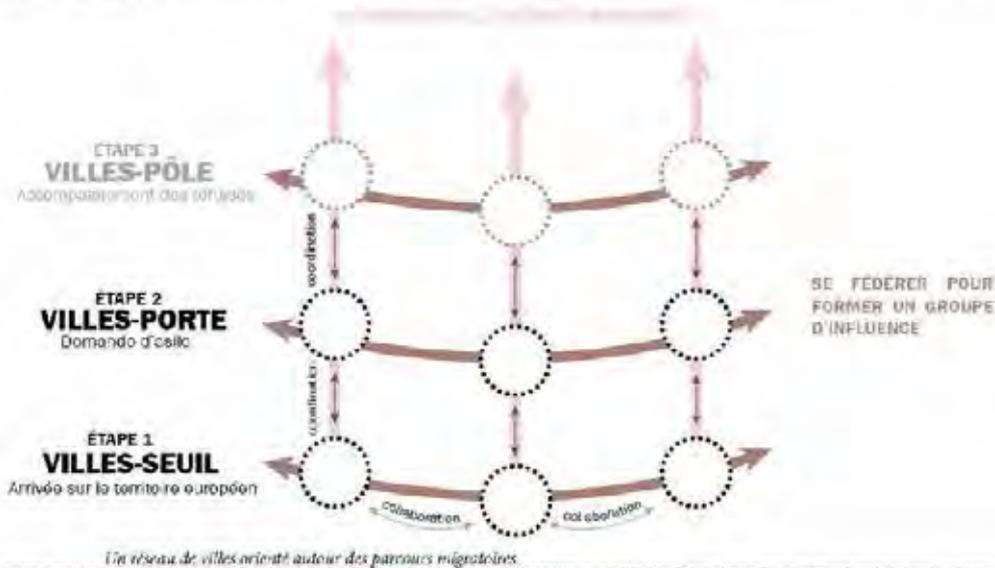
LAMPEDUSA : PREMIER SEUIL DE L'EUROPE

« Naître à l'Europe »

MIG 1 d

En outre, la coordination des structures et villes constitutives de points d'étapes différents sera facilitée. Elle permettra d'assurer un meilleur accompagnement des migrants, rendus acteurs, au fil des étapes de leurs migrations et déplacements, à l'échelle nationale ou européenne. Cette mise en cohérence générera une meilleure efficacité des actions migratoires entre les acteurs multiples de l'accueil des migrants.

Définir un réseau de villes hiérarchisé peut permettre une meilleure compréhension mutuelle des structures d'accueil mais aussi de rendre plus efficiente l'action européenne sur les enjeux migratoires. Ainsi, la création de groupes d'influence localisés peut impulser des directions au niveau des politiques européennes et lui permettre de se réinventer « par le bas ».



Fiches projects, Cycle 2016

ou de projets, aucun projet de réforme n'a pu émerger, faute de consensus trouvé entre les Etats membres.

A la question migratoire, deux réponses se font donc face : une solution commune basée sur une répartition équitable des flux, prônée par les États partisans d'une Europe solidifiée, opposée au démantèlement des dispositifs communautaires et à la restriction de l'immigration portés

par les fervents défenseurs d'une souveraineté nationale.

Loin des ambitions affichées en 2015, les Etats membres parviennent tant bien que mal à s'accorder sur quelques minimes dénominateurs communs. L'accord sur les migrations obtenu lors du sommet de l'Union Européen en juin 2018 témoigne d'une difficile vision construite communément. Les points d'accord portent

LE VALLON DES CULTURES

OUVRIRE une porte sur le grand paysage, VALORISER les cultures agricoles et humaines.

AME II_b

Spatialité : réseau

Temporalité : long terme

Impulsion : locale, citoyenne et européenne

Ressources :
humaines
cognitives
financières

local

global

Interactions possibles :

DEVELO_U_b



Faire du parc une porte d'entrée sur l'espace remarquable de la vallée fertile de l'île. Générer un lieu de rencontre entre le paysage (agricole, façades littorales) et les hommes (propriétaires et migrants).

2 actions, 2 vallons, 2 temporalités

Temps 1 / Vallon 1

- Valoriser la culture agricole : acquisition ponctuelle par la mairie de certaines parcelles agricoles afin de favoriser des expérimentations agronomiques (jardins, pépinière, potagers, monocultures, etc.).

- Proposer une marquetterie et une hybridité des sols : relancer les cultures vivrières sur les parcelles privées.

Temps 2 / Vallon 2

- Valoriser les cultures humaines.

Créer un parcours de « jardins migratoires » jusqu'à la façade nord de l'île : espaces symbolisant l'interaction entre les Hommes. Plantation d'essences végétales des pays d'origine des migrants afin de mettre en valeur l'organisation traditionnelle des cultures en terrasse et de redonner à la façade nord son caractère boisé historique.

- Développer un tourisme alternatif au tourisme balnéaire, sur la partie nord de l'île afin de la reconnecter au cœur de l'île.

■ Parc public fédérateur

■ Temps 1 / Vallon 1 : marquetterie des parcelles cultivées

■ Temps 2 / Vallon 2 : jardins migratoires et lien avec la façade nord

Fiches projects, Cycle 2016

principalement sur deux volets : un premier axe fortement sécuritaire préconisant l'intensification des efforts pour lutter contre les passeurs, le soutien des gardes côtes libyens, le déploiement des programmes d'aide au retour humanitaire, l'intensification des projets de coopération avec les pays d'origine et de transit ; un second axe visant l'aide au développement in situ, reposant sur une coopération renforcée entre

l'Union Européenne et le continent Africain. S'agissant d'une répartition plus équilibrée des efforts en matière de migration, le texte mentionne succinctement le principe d'une « prise en charge sur la base d'un effort partagé par un transfert dans des centres contrôlés établis dans les États membres, uniquement sur une base volontaire » (source : conclusion - Conseil Européen). 2018 sonne la fin de l'éventualité d'un régime migratoire commun.

L'Italie ou le théâtre d'une Europe à deux visages : Dans ce cadre, certains Etats membres, échaudés par les tentatives infructueuses d'une Europe solidaire, optent pour le repli sur soi et le rejet d'un cadre commun.

Le positionnement du gouvernement italien est un exemple édifiant en ce sens. Porte d'entrée principale de la route migratoire centrale, l'Italie a vécu de plein fouet le pic migratoire de 2015, les conséquences de l'accord UE-Turquie, les effets du dispositif Dublin III et les échecs des dispositifs européens de solidarité. Dans ce contexte, la gestion des flux migratoires est rapidement érigée au cœur de l'agenda politique. L'accord entre la Libye et l'Italie est une première démonstration de force. Des négociations démarrent en 2016 et donnent lieu à un accord signé le 2 février 2017. Celui-ci repose notamment sur le renforcement des moyens techniques et financiers des gardes côtes libyens permettant, en échange, d'intercepter les exilés dans leur trajectoire vers l'Europe. Cet accord est directement soutenu par les institutions européennes lors du sommet de Malte (3 février 2017). Ce premier accord, conçu en bilatéral, dévoile les premiers pas d'un État membre qui supprime le cadre des négociations communes européennes.

Dans ce nouveau contexte corseté, les flux migratoires à destination de l'Italie diminuent

fortement laissant place à des drames humanitaires d'une nouvelle teneur : la détention systématique et arbitraire des exilés en Libye. Dans la continuité des élections de 2018, l'arrivée de Matteo Salvini au gouvernement italien est une étape supplémentaire dans un processus d'indépendantisation déjà en marche face aux institutions européennes. Le chef du parti de « La ligue » acquiert une stature nationale en optant pour un discours politique stratégique combinant lutte acharnée contre l'immigration et critique frontale d'un système européen défaillant.

Matteo Salvini place l'Italie au cœur d'un processus de dislocation d'un équilibre européen fragilisé depuis plusieurs années. Dans cette dynamique l'œuvre, un nouvel éclairage est accordé à Lampedusa. Sous les feux des projecteurs en 2015-2016, puis progressivement mise sous silence médiatique, l'île bénéficie d'un triste regain d'attention suite aux interdictions répétées d'accoster administrées par l'État italien aux différents navires portant secours aux naufragés (Aquarius, Lifeline). L'épisode du Sea Watch 3 en juin 2019 marque une escalade nouvelle dans les affrontements entre États membres de l'Union européenne. La capitaine allemande du navire, Carola Rackette, porte secours à une cinquantaine de migrants au large de la méditerranée. Celle-ci refuse de

se plier aux ordres des gardes côtes libyens qui imposent le débarquement des rescapés à Tripoli et se dirige vers Lampedusa alors que le gouvernement italien refuse son entrée dans l'espace maritime national. Après plusieurs jours d'attente en mer, Carola Rackette entre en force dans le port de Lampedusa dans la nuit du 28 au 29 juin 2019. Alors que la capitaine encourt de sévères accusations rendues possibles par la publication d'un décret sécuritaire porté quelques jours plus tôt par Matteo Salvini, certains Etats - tels que la France et l'Allemagne - fustigent le positionnement radical du gouvernement italien.

L'Europe désenchantée : Au-delà des dissensions, l'épisode du See Watch et ceux qui s'ensuivent au cours de l'été 2019, soulignent l'incapacité structurelle des Etats membres à s'accorder sur une issue concrète en matière de migrations. Devant quelques dizaines de vies laissées en suspens au large de la Méditerranée, les réponses se font au compte-goutte, à mesure des événements maritimes. La gestion à la petite semaine remplace les lointaines ambitions affichées dans les programmes européens pluriannuels conçus en 2015. Certains États membres font preuve d'une solidarité épisodique en recueillant quelques dizaines d'exilés suspendus en mer. D'autres assument une position inverse, féroce anti

migrations et bâtie sur la criminalisation des demandeurs d'asile.

Si la récente destitution de M. Salvini symbolise un regain démocratique, le sujet migratoire en Italie, et plus spécifiquement à Lampedusa, n'est pas pour autant mis de côté ou invisibilisé. En septembre 2019, face à l'afflux continu de navires aux abords des côtes italiennes, un dispositif temporaire de répartition des exilés secourus en mer a été acté entre l'Italie et quelques autres pays européens volontaires (parmi lesquels la France). Si ce mécanisme minimal est le symbole d'une tentative d'entente, celui-ci n'est en aucun cas une réponse à la hauteur des enjeux.

Les flux migratoires constituent, plus que jamais, un thème porteur de crispations parmi les Etats membres. Les prochains sommets européens lèveront le voile sur la capacité ou non des Etats à se mettre d'accord sur la refonte d'une véritable politique migratoire européenne commune. La mise en place d'une clé de répartition des exilés est une première approche mais d'autres questions devront être soulevées : Quid du dispositif Dublin ? Quid des partenariats effectués avec des pays tiers pour contenir les flux depuis l'Europe ? Le récent accord passé entre le HCR et le Rwanda visant à accueillir temporairement des migrants évacués de Libye marque un nouveau pas vers une politique

migratoire de sous-traitance (dans la continuité des accords passés avec la Turquie et la Libye). Cette nouvelle approche, qui consiste à contenir les flux en les mettant à distance semble faire progressivement consensus.

Conclusion

Dans ce paysage européen détricoté, l'échelle de la ville et du territoire doit être interrogé. Lampedusa, actrice et proactive en 2016, opte pour une posture plus silencieuse en 2019. Sous l'ère de Giusi Nicolini, Lampedusa, symbole de la crise migratoire, épousait la figure d'une terre accueillante. Quatre ans plus tard, Giusi Nicolini a été destituée de son poste (celle-ci ne recueille que 900 sur 4000 voix lors des élections municipales de 2017) au profit de l'ancien maire Salvatore Martello. Celui-ci ne bénéficie pas du même éclairage médiatique et s'inscrit dans une mouvance contraire. Le maire opte pour la parole publique épisodiquement. Dans un contexte caractérisé par la médiatisation exacerbée des différents bateaux stagnants en mer, Lampedusa arbore une image publique nouvelle : l'île accueillante s'est transformée en îlot partiellement perméable. Lampedusa semble avoir disparu derrière la figure étatique : aucun acte de rébellion, ou cris d'urgence n'ont été enregistrés ces derniers mois. Dès lors, une question se pose : l'échelle

micro locale, qu'il s'agisse d'une ville ou d'une île, peut-elle encore se positionner à l'encontre de l'échelle étatique ? Face au repli des états membres, les villes accueillantes peuvent-elles encore faire volte-face ?

Lampedusa 2016

Remerciements : Giusi Nicolini, Maire de Lampedusa et Linosa, Marina Marino (urbaniste en charge de la commune de Lampedusa-Linosa),

Cesare Onorato (architecte), Davide Cornago (urbaniste), Monica Corbani (traductrice).

Encadrement: Marco Cremaschi, Irène Mboumoua, Jérôme Baratier, Marie Bassi, Alessandro



WORKSHOP / LAMPEDUSA

FÉDERER L'ESPACE
CONNECTER LES ÉCHELLES
ACTIVER LES RESSOURCES

3 au 6 mai 2016

Réalisé par les étudiants du Cycle d'urbanisme
École urbaine de Sciences Po.

Le Rapport de Lampedusa, Cycle 2016

Formisano, Coralie Meyer, Jérôme Michel.

Participants : Iliès Acharhabi, Félix Arrivé, Léa Assouline, Éléonore Basset, Anne Bellée, Camille Bourguignon, Maud Chevet, Sarah Colombié, Yann-Kévin Creff, Jean Déal, Clément Derym, Robin Drosson, Emmanuelle Emmel, Boris Fillon, Jules Gallissian, Alix Gastineau, Jérémy Gay, Simon Henry, Helena Hiriart, Cécile Ivanovsky, Sophie Jacquemont, Béatrice Lacombe, Ludovic Lamaire-Maringer, Caroline Lefèvre, Alix Loisier Dufour, Faustine Masson, Cosette Méric, Mark Moulines, Laetitia Pieri, Mathilde Préault, Myriam Ruffa Leclère, Aramanda Sanchez, Xavier Seurre, Eva Terliska, Suzanne Thibault, Camille Thisse, Kieu Mai Truong, Louise Vachon, Florent Vidaling.

Conférence: “*Global migrants and local development in Lampedusa*”, Ecole Urbaine, Centre d’Études Européennes Sciences Po, Comune di Lampedusa, “Recrire” Horizon 2020; ALDA, European Association for Local Democracy, avec Cécile Kyenge, député au Parlement Européen, Damien Carême, maire de Grande-Synthe, Ada Colau (maire de Barcelone – par vidéoconférence), Enrico Ioculano (maire de Vintimille), Giusi Nicolini (maire de Lampedusa).

SALONIQUE, LA RÉSILIENCE APRÈS L'EFFON- DREMENT

Alix Chaplain, Aude Guillemin

"You can't build your future unless you know your past", Iannis Boutaris

Thessalonique, une ville de résilience. Seconde ville la plus peuplée de Grèce située au Nord du pays, Thessalonique est un centre politique, industriel, financier et commercial conséquent. Fondée en – 315 avant Jésus Christ par Cassandre de Macédoine, la métropole passa sous domination hellénistique, romaine, byzantine, ottomane puis grecque. Elle fut longtemps l'objet de convoitises des différentes puissances. Du fait de sa position carrefour des Balkans, Thessalonique fut un point névralgique de communication et de commerce. Des communautés de marchands issus de différentes ethnies et religions s'y installèrent, d'où sa réputation de métropole cosmopolite où coexistaient Islam, Judaïsme et Christianisme. Les couches de l'histoire et notamment la réalité multiethnique y sont encore palpables par la diversité des monuments, les églises, les mosquées et les synagogues. Par ailleurs, Thessalonique ne fut pas seulement un port commercial, mais aussi au début du XXe siècle, un centre de diffusion des idées politiques libérales avec notamment les loges maçonniques turques ou encore la Société ottomane de la Liberté. Du IIIème siècle avant JC à aujourd'hui, Thessalonique vécut de nombreuses crises

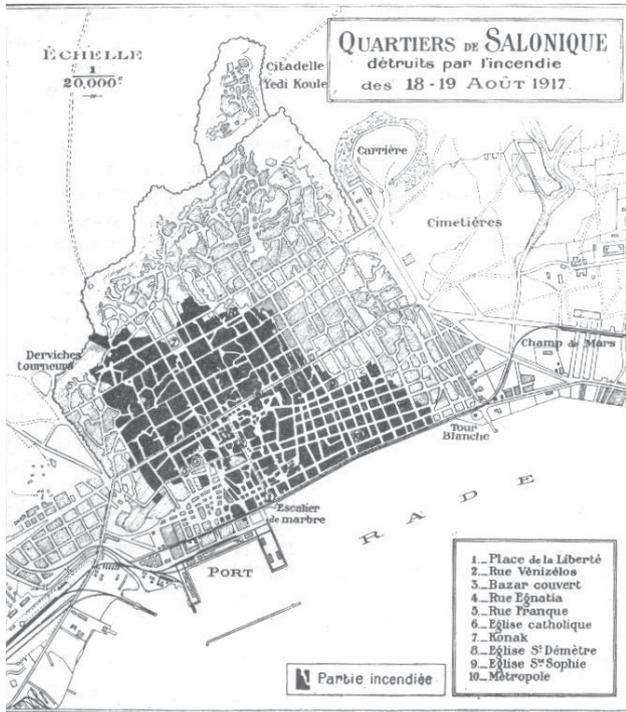
politiques, économiques et sociales, mais sut toujours se reconstruire notamment avec le soutien de l'aide internationale. Du grand incendie de 1917 qui fit des ravages dans la ville aux destructions de la Première et de la Seconde Guerre Mondiale, la présence étrangère fut une caractéristique structurelle de la reconstruction. Dans l'Entre-Deux-Guerres, la Commission internationale du Plan de Salonique avec l'urbaniste Ernest Hébrard proposa de grandes réformes pour la ville avec une modernisation des voies, la centralisation des services administratifs et la valorisation des quartiers historiques. Ce projet politique de reconstruction constitua une forme de réhellénisation mais aussi d'homogénéisation de la ville suite à sa récupération par les Grecs en 1912, ce qui a longtemps marqué la structure physique de la ville. Suite aux traumatismes des guerres du XXe siècle, l'histoire de la diversité religieuse fut donc occultée. Mais l'arrivée du Maire progressiste et indépendant Iannis Boutaris en 2011, marqua un tournant dans l'histoire de la ville par la valorisation la réalité balkanique de Thessalonique comme stratégie d'attractivité internationale sur le plan touristique et économique. Thessalonique cristallise depuis plusieurs années un ensemble de problématiques globales, européennes, nationales et métropolitaines : désindustrialisation, crise migratoire, crise de la

dette, etc. Par la montée des tensions urbaines et l'aggravation d'un processus de ségrégation et de paupérisation, ces questions politico-sociales se matérialisent en question spatiales. Elles sont représentatives d'une « mondialisation négative » ou « globalisation libérale ». Pour résorber ces crises, Bruno Latour appelle à une réponse par le « territoire » (2018). Le territoire non pas comme un repli vers le local, mais comme un espace et un moteur de changement social par de nouvelles alliances. En ce sens, l'urbanisme est considéré comme un défi politique non pas en tant que compétition politique ou "politics", mais comme considération de la vie dans la cité du grec "polis". Par cela, le but du workshop du Cycle est de « lier la dimension matérielle et la dimension immatérielle » de l'action publique par une stratégie d'orientation de l'action collective face aux mutations climatiques et à l'explosion des inégalités.

Mais si Thessalonique incarne des problématiques récurrentes dans l'urbain mondialisé, les mécanismes d'action publique sont singuliers ce qui constitue un défi pour l'équipe du Cycle. Depuis 2011, différents plans de rigueur ont été mis en œuvre suite aux recommandations de la Troïka pour restructurer la dette grecque (UE, BCE et FMI). Cela n'a pas été sans conséquences pour le secteur public local et l'ensemble de l'économie métropolitaine. Afin de ne

pas tomber dans le piège d'une action « hors-sol », le travail des étudiants repose sur une méthodologie empirique articulant analyse des politiques publiques et projets urbains locaux, observations de terrain et prise de contact avec les différentes configurations d'acteurs locaux. Ce travail préparatoire a permis d'identifier les problématiques locales relatives aux espaces publics, aux formes urbaines et au développement économique. Cette grille de lecture n'est en rien un obstacle au développement d'une approche plus sensible par des visites de site et la rencontre d'acteurs non institutionnels. La connaissance du territoire reste certes sommaire, mais c'est aussi ce qui permet l'émergence d'idées innovantes sans limites cognitives. C'est dans le cadre de la nouvelle stratégie métropolitaine « Thessaloniki Resilience Strategy » que les étudiants se voient confier une mission par la Municipalité en Mai 2017. En mars 2017, la Municipalité de Thessalonique se lance après plusieurs années de crise dans la reconquête de l'espace politico-social. Cette stratégie s'inspire du réseau « 100 Resilient Cities » dans lequel plus d'une centaine de villes collaborent favorisant la circulation des modèles urbains autour du concept de "résilience urbaine". C'est un outil de planification, mais surtout un processus de mise en interaction des acteurs et ressources d'un territoire. La

notion de résilience caractérise la manière dont un système va se réadapter après un choc et reconstruire son identité. En urbanisme, cela se traduit par l'élaboration d'une stratégie de long terme « robuste » car soutenue par l'ensemble des parties prenantes, de la société civile aux institutions publiques à travers un récit territorial commun. Une lecture de l'identité et des valeurs de la ville par les habitants, croisée avec une analyse des risques a permis de déterminer des objectifs à horizon 2030 dans des champs très variés (de la gestion des déchets à la démocratie locale et intergénérationnelle). Réparer la ville, c'est aussi réparer le lien social par une approche spatiale. Le territoire ne doit plus être un élément ségrégateur mais fédérateur. Afin d'impliquer toutes les parties prenantes dans la transition urbaine, la réappropriation de l'espace par la société civile a été définie comme fondamentale. Des enjeux sociaux comme la sécurité, la criminalité ou l'appropriation des activités par les populations locales ont une forte dimension spatiale (appropriation des espaces publics, accessibilité dans la ville, droit à la ville). Aussi, la co-production de l'action publique urbaine par la mobilisation des forces locales repose notamment sur un bon diagnostic des usages existants. Ainsi, loin d'une approche standardisée la circulation des modèles urbains par la mobilisation de réseaux internationaux (tel que la Rockefeller



Destructions suite à l'Incendie de 1917



Plan de la nouvelle Thessalonique par Ernest Hébrard

Foundation), est aussi un outil pour valoriser les ressources existantes jusqu'ici marginalisées dans l'histoire de la ville (économie informelle et société civile). Soutenabilité, inclusion, empowerment sont des notions-clés de ce plan, et des outils pour une lecture spatialisée et transversale des enjeux urbains. Thessalonique se veut donc un symbole de résilience à l'échelle nationale (crise économique) et internationale (crise migratoire). La commande de la Municipalité aux étudiants est celle d'un accompagnement dans la définition d'une stratégie intégrée et résiliente pour le quartier Ouest de la ville (« the Western Gate ») avec des interventions thématiques spatialisées en matière de développement économique, d'espace public, de migration, et de front de mer.

Des questions sociales aux questions spatiales

Sur le plan démographique, 1,2 millions de personnes habitent la métropole et 325 182 la ville. C'est une métropole dynamique avec une moyenne d'âge de seulement 35,9 ans en 2011. Le tourisme est un secteur important à Thessalonique avec plus de 2 millions de touristes par an. Malgré une forte dynamique d'étalement urbain, avec une métropole incluant une dizaine de municipalités, il n'existe pas d'autorité métropolitaine pour porter les projets

d'échelle supra-municipale à Thessalonique. Il y a un échelon municipal et un échelon régional. L'Agence de développement métropolitain de Thessalonique comble ce manque et travaille en étroite collaboration avec la municipalité.

Le quartier: porte d'entrée métropolitaine dans Thessalonique

Tout justement dans le cadre de la commande de la Municipalité, un des premiers défis identifiés par les étudiants pour le Western Gate District est celui de l'émergence et de la mise en œuvre d'une stratégie pour un quartier qui ne peut être traité de manière localisée car il a une vocation tant métropolitaine qu'internationale (migration). Un second défi constitue le système de droits fonciers et la privatisation du port qui limite la capacité d'action des autorités locales. Thessalonique est une ville maritime, et pourtant le territoire urbano-portuaire est invisible depuis le Western District. En dernier lieu, le financement reste un des points d'achoppement car dans un contexte de raréfaction budgétaire les administrations publiques locales ont peu de marge de manœuvre. La valorisation de ressources jusque-là marginalisées est un des points centraux de la stratégie métropolitaine. À cet égard, le Western Gate a longtemps été stigmatisé comme un creuset de pauvreté mais

il est pourtant porteur de nombreuses ressources marginalisées comme l'activité informelle florissante et le tissu associatif. Située dans la partie ouest de la ville, le quartier d'étude du workshop concentre d'importantes problématiques socio-urbaines : désindustrialisation, économie souterraine, criminalité, pauvreté, mobilités insuffisantes, et insécurité (espaces publics anxigènes). Creuset historique des réfugiés et de la classe populaire, ce quartier à dominante résidentielle est en perte de vitesse par rapport au reste de la ville. Zone d'entrée de ville de par la gare, adossée au port, le secteur est caractérisé par des flux importants de populations. Ce flux continu de populations multiethniques a favorisé l'émergence d'une économie informelle et souterraine, mais aussi d'un tissu entrepreneurial et artisanal singulier notamment lié à la communauté chinoise. Ce tissu peu valorisé constitue pourtant un maillon essentiel de la chaîne commerciale régionale car les commerçants des villes voisines se ravitaillent chez les grossistes notamment de la rue Aisopou. Toutefois, les discontinuités dans la trame urbaine donnent une impression d'enclave dans la ville. Les ruptures paysagères au sein du quartier, ainsi que la fermeture de la façade maritime en font un territoire ségrégué et isolé. Si le quartier a échappé à la planification et au zonage du début du XXe siècle, l'espace est



Déambulation su sein du quartier

aujourd'hui fragmenté, anxiogène, sans accès à la mer et peu attractif d'où une vacance de logements importante.

Déambulation urbaine au sein du quartier ouest de la ville : une méthode de diagnostic sensible

Le travail préparatoire a permis aux étudiants de se familiariser avec la ville, son histoire, et son économie. Récits, ouvrages, presses, vues aériennes, ou encore atlas ont été des ressources fondamentales pour appréhender le terrain.

Mais des percées vues sur plan aux visites de site, les étudiants se retrouvent face à une autre réalité. Entre travail de bureau et terrain, les allers-retours permettent aux urbanistes une conversation entre lecture de l'existant, ou encore « ressenti » de l'existant, et imaginaire collectif dans l'espace urbain. Les esprits furent particulièrement marqués par la rue 26th Oktovriou, une véritable autoroute urbaine en plein quartier, qui débouche sur la voie Egnatia, au niveau de la place de la Démocratie. La dimension « terrain » prend ainsi tout son sens : d'une



Rue Aesopou

avenue passante les étudiants se retrouvent dans un flux hostile qu'ils remontent à contre-courant. La rue Aisopou attire à son tour par son apparente tranquillité. Une rue pavée, tant sur la chaussée que les trottoirs est annoncée par un carrefour animé d'une pharmacie, d'un magasin de fournitures de bureaux et d'un café avec terrasse donnent à s'y rendre. Les premiers bâtiments issus d'une rénovation urbaine laissent imaginer une rue en fin de mutation, ce qui dénote totalement avec la vétusté des bâtiments qui suivent. La rue Aisopou inspire

par son dynamisme et son aspect anarchique : flux de voitures faisant fi des distinctions entre la chaussée et les trottoirs et flux de piétons tirant ou poussant roll et chariots, passant d'un grossiste textile à un autre, marque le début du tissu entrepreneurial chinois.

De la sorte les apprentis-urbanistes « pratiquent » le Western Gate comme un territoire vécu. Agitation, brouhaha des travailleurs, odeurs d'une espace asphalté et des fortes chaleurs, inconfort piétonnier face aux flux des travailleurs, les étudiants ressentent le territoire. La

rue Aesopou abrite des activités centrées sur le commerce de gros, mais aussi un important secteur résidentiel. La rue s'ouvre sur une place sur laquelle s'enchevêtrent des voitures et camionnettes dans un parking improvisé. À la fin de cet axe est-ouest majeur et commerçant, se prolonge la rue Giannitsou, dont le pavage de la chaussée s'achève également. Le commerce apparaît plus informel avec des réparateurs sur le trottoir ou encore des vendeurs de pièces détachées de plomberie dans des camions. Artisanat, grossistes, commerce de rue donne à la rue Giannitsou prolongeant la rue Aisopou un caractère multi-culturaliste prégnant. Quelques mètres plus loin, une nouvelle place se détache pour donner à voir, mais sans pour autant pouvoir y accéder, la gare. Sur cette place un hangar fait de tôles rouillées et semblant se

maintenir par habitude abrite une ressourcerie. Les travaux pour l'arrivée du métro en 2021 participent également à son enclavement en rompant les liaisons tant physiques que visuelles. Malgré cette impression d'une population déambulante et précarisée, et d'une absence totale d'organisation, la tension précédente est atténuée par une apparente tranquillité dans l'attitude de la population présente.

Rue Stathmou, rupture urbaine entre le nord et le sud du quartier

Cette déambulation continue sur la rue Anageniseos qui sépare le quartier résidentiel et le « chinatown » local. Cette rupture est exacerbée par d'un côté de la chaussée des voitures stationnées dans le désordre et de l'autre à l'inverse un nombre très restreint de véhicules station-



Rue Stathmou, rupture urbaine entre le nord et le sud du quartier



Friche ferroviaire

nés, semblant alors respecter l'interdiction de stationnement. À l'issue de la rue, les étudiants débouchent sur la rue Stathmou, un second axe passant majeur de la ville composée de 2 x 3 voies, autrement dit une autoroute urbaine, avec une friche murée pour échappatoire visuelle. Les étudiants se retrouvent ainsi face à un mur « mobile » d'automobiles et à un mur physique qu'est la friche ferroviaire. De l'autre côté de cette autoroute urbaine, les trottoirs sont difficilement praticables et l'espace est hostile au piéton. Cette portion de balade est marquée

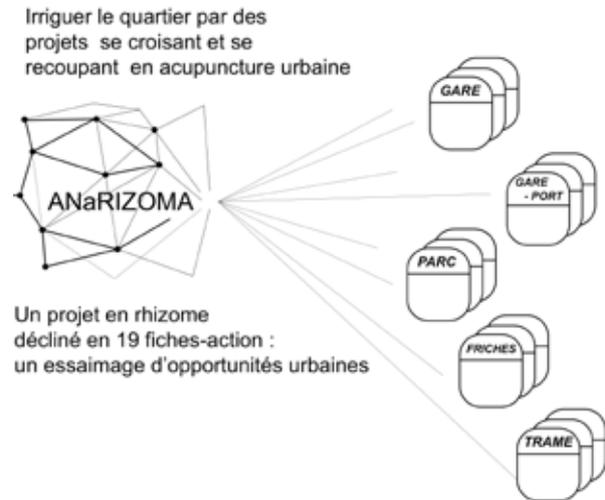
par le mur d'une friche ferroviaire au Nord, une autoroute urbaine et l'enceinte du port industriel au Sud. C'est en reprenant un peu de hauteur au détour d'un skybar d'un hôtel 5 étoiles que certains se rendront compte que la mer est très proche, rendue invisible et muette par le trafic et les activités portuaires.

Ce quartier se compose de plusieurs séquences qui ont permis aux étudiants de saisir des problématiques diversifiées liées à l'enclavement, au secteur informel, au désir politique et associatif de créer et d'animer un quartier Gare.

Situé entre le quartier résidentiel Xirokrini et le port industriel Sud, le Western Gate District est donc singulier, à la fois terre d'accueil et « SAS » d'arrivée des migrants et parallèlement terres hostiles, territoire fragmenté. Ce type de pratique permet de prendre possession du site d'étude, de le pratiquer à différentes heures de la journée et d'en identifier les points forts et faibles. Caractère cosmopolite, stratifications historiques entre passé industriel déchu et pratiques bucoliques ouvrent les perspectives des étudiants. Parallèlement un sentiment d'enclavement, d'insécurité, de ségrégations, de mobilités polluantes et d'une ambiance minérale asphaltée est partagé par les étudiants. Porte d'entrée européenne entre les Balkans et la Mer Noire, Thessalonique est donc une ville en transition entre crise migratoire, économique et politique, ce que le Western Gate illustre de manière intense. Économie et précarité urbaine, ségrégation physique, afflux de réfugiés, comment répondre à ces problématiques de manière localisée ? L'équipe du Cycle d'Urbanisme propose que cette identité forte à valoriser soit la base d'un développement endogène du territoire. Cette stratégie s'inscrit dans le discours du réseau « 100ResilientCities » dont une des premières mesures est la réappropriation de l'espace par les forces vives du territoire.

De la formulation des problématiques à la construction stratégique : le rôle du récit territorial dans un workshop de 5 jours avec plus de 40 étudiants

Afin que les différents projets proposés par les étudiants du Cycle d'urbanisme fassent « système » et soient cohérents, l'équipe exploite le concept de « rhizome » par le néologisme « Anarizoma ». L'idée de « rhizome » est de promouvoir un modèle non-hiérarchique, hétérogène et non centralisé. Il s'agit de proposer un ensemble de projets diversifiés et fondés sur les ressources locales, tout en ayant un récit commun qui tient lieu de fil directeur. Cette métaphore illustre la capacité de l'urbanisme à valoriser sur un territoire des graines d'idées, afin de les faire grandir dans un vaste projet



Extrait du rapport final Anarizoma, Cycle 2017



«Intensifier les axes Nord-Sud, apaiser les axes Est-Ouest », extrait du rapport final, Cycle 2017

commun. Le Cycle d'Urbanisme propose pour cela des « fiches-actions » qui localisent des projets en des points précis, avec un fort travail sur la trame paysagère afin de créer des liens entre ces lieux.

L'appropriation de l'espace par les usagers, la transmission d'une identité plurielle, le cosmopolitisme et l'intégration de tous sont les principes qui structurent les mutations physiques proposées. Concrètement, cela se traduit par plusieurs projets urbains. En premier lieu, un travail de reconnexion entre le quartier et le reste de la ville en développant un hub de mobilité autour de la gare. Le but est d'assumer et non plus de subir la fonction de transit du quartier visible par l'emprise de la gare ferroviai-

re adossée au port. Les mobilités sont actuellement polluantes et invasives dans le quartier car la voiture est omniprésente et il n'existe pas d'espace pour le piéton. Au cœur d'un flux massif entre l'est et l'ouest de la ville, le quartier est pourtant enclavé entre le port au sud et les autoroutes urbaines de la rue Stathmou et la rue Monastiriou qui « étouffent » les rues adjacentes. La valorisation de la trame viaire et paysagère, mais aussi de mobilités douces (tramway, voie piétonne, voie cyclable) sont fondamentales pour que ce quartier de gare connecté par le futur métro au reste de la ville se développe. Si le quartier ouest est précarisé, désindustrialisé et marqué par la crise économie, il dispose de ressources matérielles et humaines importantes. Tout d'abord, les vastes emprises foncières constituent un patrimoine industriel à réinvestir. Dans le secteur de la Rue Koletti, les équipements collectifs sont nombreux mais la voie ferrée ainsi que les deux autoroutes urbaines dressent une rupture entre la partie nord et la partie sud de la zone avec la façade maritime. Cette zone pourrait être un corridor de développement par la valorisation de l'espace public, des flux nord-sud, la création de nouveaux équipements culturels et sportifs (« Friche Fix »), la dynamisation des terrains vagues et du centre social existant.

Dans le secteur de la rue Aisopou, l'économie

artisanale et/ou souterraine ainsi que les flux migratoires pourraient être des leviers importants de développement économique urbain. À cet égard, la ressourcerie proposée dans une des fiches actions cherche à valoriser l'activité commerçante et artisanale déjà présente dans le quartier, par une mise en réseau des acteurs. Plus globalement, tout le quartier de la gare aurait vocation à la facilitation de l'insertion professionnelle et du parcours des migrants, mais aussi à l'animation et la sécurisation du quartier à l'instar du site des moulins Mylos (espace multifonctionnel associant bar, restaurant et salle de concert). La mise en réseau des acteurs de la société civile constitue un levier non négligeable de développement économique, notamment dans l'application des principes de l'économie sociale et solidaire.

Entre ces zones, le travail sur le paysage est un des axes structurant de la stratégie proposée par le Cycle d'Urbanisme. Le but est d'améliorer le cadre de vie, réduire l'insécurité, faciliter les mobilités et augmenter l'attractivité du quartier. Le parc proposé sur la friche ferroviaire se veut un « poumon vert métropolitain », mais porte aussi un objectif de désenclavement entre le nord et le sud du quartier, d'appropriation par les acteurs locaux et enfin de promenade métropolitaine de l'est à l'entrée ouest de la ville.

À l'instar de la stratégie de résilience de la Municipalité, Anarizoma vise à souligner le caractère endogène des actions proposées par une analyse des pratiques locales. Toutefois, une des limites reste la question de la gouvernance pour la mise en œuvre de ces propositions. Quelle instance aurait la visibilité nécessaire pour porter ces projets à l'échelle locale mais aussi métropolitaine, ainsi que pour contracter des partenariats permettant la mobilisation du foncier et le financement ? Les acteurs potentiels de cette stratégie sont multiples, avec les institutions publiques, les partenaires privés (propriétaires fonciers), les acteurs internationaux (Union Européenne ou investisseurs) et le secteur informel (migrants, réfugiés, etc.) et la société civile. Une institution de mise en discours des projets, intérêts et temporalités est nécessaire pour arbitrer les conflits techniques et politiques. À l'échelle micro-locale, les comités de quartier constituent des relais locaux fondamentaux notamment de l'action municipale de Thessalonique, mais ce projet s'inscrit dans une échelle plus large. L'Agence métropolitaine de développement pourrait tout justement constituer un organe central dans la constitution de partenariats et le portage du projet. Pour entamer cette « transition urbaine » à plusieurs échelles, cette stratégie propose de jouer sur plusieurs temporalités afin d'amor-



Parc proposé dans le rapport final Anarizoma, Cycle 2017

cer, de stabiliser puis de fixer ces initiatives. Il ne s'agit pas d'imposer une transition, car en aucun cas la transition n'est un phénomène radical et consensuel. Bien au contraire, toute transition urbaine résulte de conflits à diverses échelles et de changements incrémentaux en prise avec les parties prenantes du territoire.

Mais comment justifier ces actions basées sur le concept de « développement endogène du territoire dans le cadre d'un workshop réalisé par 40 étudiants étrangers et donc « hors-sol » ? Quelle est la légitimité d'apprentis-urbanistes « atterris » dans une ville qui leur est inconnue sur un laps de temps aussi court ?

La légitimité d'acteurs « hors-sol » dans le cadre d'un workshop

La stratégie développée par l'équipe du Cycle d'Urbanisme repose donc sur le concept de développement endogène du territoire. Cela peut apparaître contradictoire sachant que les rédacteurs de celui-ci sont des acteurs étrangers. Mais si le fait de ne connaître que théoriquement un territoire peut apparaître comme une lacune pour un urbaniste, c'est aussi une ressource essentielle pour aller « au-delà » des limites établies. Tout d'abord, la dynamique de groupe est une richesse pour un tel projet. En amont du terrain, des groupes de trois à quatre personnes ont identifié les grandes questions relatives à différentes thématiques dans le quartier. Celles-ci furent analysées en petit comité, débattues avec l'ensemble du groupe puis confirmées ou infirmées lors du voyage de terrain. Toutes les analyses ont été mises à l'épreuve du terrain, forçant les étudiants à faire des allers-retours entre prénotions, déconstruction et réappropriation pour un rendu final. L'intuitif et les forces de chacun ont gommé l'appréhension initiale, tandis que la temporalité réduite et le travail de groupe créent des synergies.

Le format du workshop est finalement source de créativité et permet de dépasser les frontières du possible pour chacun. À chaque étape les étudiants se remettent en cause, avec un doute

permanent entre connaissance extraterritoriale et sensibilité au territoire, évitant ainsi les écueils de propositions de modèles urbains « hors-sol ». Quarante personnes, ce sont quarante regards divergents sur un quartier, et quarante idées potentielles à faire germer. Regards croisés, combinés, décortiqués, discutés pour in fine fonder les premières intuitions. L'urbanisme n'est pas un travail hasardeux dans lequel le professionnel « pioche » une solution dans sa boîte à outil parmi plusieurs pour un problème local. C'est un travail de design d'une solution, non seulement adaptée au problème mais surtout aux ressources et opportunités locales. Le workshop n'est pas un assemblage entre quarante idées ou quarante diagnostics, c'est une hybridation dans lequel l'avis de chacun peut potentiellement faire germer celui d'un autre camarade. La capacité de critique de chacun est renforcée par celle des autres, et par un effort constant de zoom sur le travail et de dézoom sur le champ des possibles. Projets participatifs, récits de population, valorisation des communautés locales, les projets proposés ne doivent pas seulement être « perçus » mais « vécus ». La constitution de partenariats innovants est au cœur du fonctionnement du processus, non seulement car c'est un territoire en crise économique mais parce que les forces vives locales sont d'une richesse innée.

Bien qu'interrogeant notre légitimité en tant qu'acteurs exogènes au territoire, il nous semble que la pertinence d'atterrir dans un contexte dépayçant soit prouvée : regard neuf sur le territoire, prise de recul, absence de jugement normatif, valorisation et non plus banalisation du quotidien comme un patrimoine d'exception. Toutefois, un sentiment d'inachevé reste latent dans une telle mission: dans quelle mesure ce workshop a-t-il permis une nouvelle dynamique dans un quartier avec lequel les étudiants ont véritablement noué des liens ? Cette question reste un éternel questionnement pour les professionnels de l'urbanisme intervenant ponctuellement. Des doutes restent prégnants sur la capacité à mobiliser des ressources collectives et à gouverner des projets multi-échelles.

Conclusion

Le workshop est une expérience riche pour des étudiants, elle permet d'aborder l'ensemble des problèmes mais aussi les joies de l'urbanisme en une temporalité minimale. Cette expérience a permis de saisir l'importance de la notion de récit dans les processus de transition territoriale.

La transition est un processus porté par le territoire, sans piliers, sans forces vives, elle ne sera point engagée. En ce sens, le concept central n'est pas seulement celui de résilience,

mais celui de réparer les liens pour réparer les lieux. Actuellement, ces forces vives sont stigmatisées et isolées les unes des autres par des murs tant matériels que symboliques. Mais ces frontières ne sont pas censées être des murs cloisonnés, mais des points de passage et de communication entre l'intérieur et l'extérieur, entre le semblable et l'altérité. En ce sens les frontières urbaines sont certes un fait car les processus de différenciation socio-spatiale sont inéluctables, mais elles ne sont en rien une fatalité lorsqu'elles sont valorisées.

Dans « éloge des frontières », Régis Debray souligne tout justement la valeur qu'ont nos frontières en tant que zone poreuse qui permettent le dialogue entre le dedans et le dehors. Utilisant la métaphore de la peau de l'Homme, il montre que cette séparation entre le dedans et le dehors protège et en même temps accueille. Sans émettre d'accord avec ce propos, et au risque de tomber dans une valorisation d'un processus plombant de ségrégation urbaine, il nous semble intéressant de souligner que la communauté et la différence est une valeur en urbanisme à partir du moment où elle est perçue comme une ressource et non plus comme une faiblesse.

D'une terre d'accueil devenue hostile dans un contexte de crise économique et d'enclavement spatial, le Western Gate District pourrait être à

nouveau une porte d'entrée vers la métropole multiethnique, riche de projets et d'opportunités qu'est Thessalonique. Économie participative, accompagnement dans les trajectoires d'intégration, espaces publics accueillants, intégration métropolitaine, etc., tels sont les principes qui nous semblent faire le lien entre questions sociales et questions spatiales. C'est en ce sens que l'urbanisme nous semble un « sport de combat » : la valorisation permanente de la « vie dans la cité » ou civitas comme entendue par François Choay, pour que le territoire ait une résonance positive dans les esprits de chacun.

Thessalonique 2017

Remerciements : Liana Liakou, adjointe municipale, Katerina Danadiadou, architecte et responsable du service d'urbanisme, Méric Ozgunes et Virginia Politi, membres du réseau Arrival cities, le conseil citoyen du second district ; les membres de l'Institut Français de Thessalonique; Athina Vitopoulou, Alexandra Yerolympos, Athina Giannakou, Apostolos Papagiannakis, Vivian Doumpa, Evangelia Kirkiné d'Oikopolis, Jenny Koutsomarkou et Laura Colini, du réseau Urbact et Haroon Saad du LE Arrival Cities, Ifigeneia Kokkali, Bernard Cuomo.

Encadrement: Marco Cremaschi, Irène Mboumoua, Jérôme Baratier, Dimitra Kanellopoulos, Dimitri Toubanos, Jérôme Michel.

Participants : Hamza Abu Hamdia, Marianne S. Aubourg, Arthur Bourhis, , Alix Boyer, Léa Brosy, Jérémie Chachuat, Alix P. Chaplain, Lorène J. Chiron, Adèle Colin, Arnaud Curie, Nicolas Degrelle, Marion Denis, Sophie Drou, Lucas Eldin, Eva Feuillard, Marie Filhol, Agathe Geraud, Aude Guillemin, Thomas Hubert, Clémentine La Joie, Karim Lahiani, Marie A. Le Scaon, Daphné Lecointre, Manon Lesterlin, Thomas Martal, Ahlam Menouni, Mathilde Moaty, Florence Neret, Anaïs Oddoux, Guillaume Panthou-Brochard, Lucas Perrin, Tristan Siebert, Tewfik A. Tabouche, Olivier Toubiana, Anthony S. Venturi, Kateline G. Viersac, Camille Vives, Stefanie Weber.

Conférence: “Entracte (intermission) urbanism: resilience, welcome and urban innovation”,
Ecole Urbaine, Centre d’Études Européennes
Sciences Po, “Recrire” Horizon 2020; ALDA,
European Association for Local Democracy,
Institut Français de Thessaloniki; Municipalité
de Thessaloniki, avec Ifigeneia Kokkali, Hellenic
Ministry of Education; Lorna Muscat, LADDER;
Ljubisa Vrencev, SYMBIOSIS; Theodora Avgou-
lidou, LADDER; Lina Liakou, Deputy Mayor, City
of Thessaloniki; Luca Montuori, Deputy Mayor,
City of Rome; Lufti Haziri, Mayor of Gjilan.



Le Rapport de Thessalonique, Cycle 2017,
pour l'image Copyright D. G. Mackean

BUENOS AIRES, DE LA GRILLE INFINIE À LA MÉTROPOLE

Amélie Calafat, Céline Cassouret, Alexandra Huynh-Lenhardt, Lenka Navratilova

“Où commence-t-il, où finit-il ?” Le joueur d'échec, Stefan Zweig, 1943

La composition du damier, le voyage à Buenos Aires, le monde neuf et l'exil. Depuis le début des années 1990, Buenos Aires, capitale de l'Etat fédéral argentin, est entrée dans une nouvelle étape de son histoire. À partir de 1996, les structures politiques du pays et de la ville se redéfinissent et, dans un contexte d'ouverture à la mondialisation de l'Argentine, la municipalité se transforme profondément. Buenos Aires se trouve dans un double mouvement d'autonomisation et de métropolisation, qui désigne à la fois un processus de concentration démographique et le développement d'une aire fonctionnelle économique qui va au-delà de frontières administratives. Cette transformation s'inscrit dans une dynamique latino-américaine d'affirmation du pouvoir économique et politique des grandes villes. Si la relation entre la ville portègne (1) et les provinces argentines est historiquement conflictuelle, elle s'en retrouve modifiée avec la création de l'institution gouvernante de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires (CABA). Auparavant dirigée par un maire nommé par le président, la ville de Buenos Aires dispose de son propre gouvernement élu au suffrage direct. La CABA compte 3 millions d'habitants alors que sa banlieue, sous la tutelle

du gouvernement de la Province, en compte 11 dont un tiers vivant sous le seuil de pauvreté. Le Gran Buenos Aires (GBA) comprend la capitale et les 24 municipalités l'entourant et regroupe un tiers de la population argentine. Les questions d'urbanisme sont, dès lors, gérées par deux échelons différents : l'échelon de la ville pour la ville centre, l'échelon provincial pour la banlieue.

A partir de 2003, un processus de construction métropolitaine s'engage et interroge le lien entre la ville centre et la banlieue. En 2010, les recherches menées sur l'espace du conurbano (périphérie) de la Région Métropolitaine de Buenos Aires (RMBA) dressent un premier schéma directeur. Deux ans plus tard, le décret 149 met en place l'Unité des Projets spéciaux pour l'Aire Métropolitaine de Buenos Aires (UPE-AMBA) au sein de laquelle s'articule une unité interjuridictionnelle entre la CABA et le reste de la province de Buenos Aires. En 2017, plusieurs projets d'équipements se développent au travers du concours national pour le plan général del bio-parque metropolitano. Aujourd'hui, le plan de la Red Metropolitana superpose le fonctionnement métropolitain au dessin des réseaux de transport. La ville de Buenos Aires, dès lors, met en œuvre un vaste programme d'interventions urbaines autour des infrastructures de transport et des questions de mobilité.

En parallèle de cette recomposition institutionnelle à une échelle élargie, la loi n° 1.777 de 2005 permet la division de la CABA en quartiers (comunas) dotés d'une gestion politique et administrative propre, offrant les prémices d'une capacité d'action et de représentation à l'échelle locale. Les 15 comunas actuelles sont finalement définies en 2011.

Dans ce contexte, un quartier, la *Comuna 8*, est en interface dans le Gran Buenos Aires, entre la CABA et le conurbano. Située à l'extrémité sud de la ville, la *Comuna 8* est identifiée comme un secteur stratégique qui offre de vastes réserves foncières à proximité des pôles de mobilité majeurs (Gare « Constitución », la ligne de transport métropolitain Belgrano Sur, nouveau pré-métro et Métrobus). La *Comuna 8* est issue du regroupement de trois quartiers voisins de Buenos Aires : Villa Soldati, Villa Lugano et Villa Riachuelo et devient l'arrondissement le plus étendu, le moins peuplé de la ville mais aussi accueillant le plus d'étranger et le plus fragile. En soulignant l'écart et les inégalités avec le reste de Buenos Aires, la *Comuna 8* révèle une orientation politique commune et soulève des enjeux partagés avec la banlieue voisine. L'invitation de la ville de Buenos Aires, ici, vise à interroger le processus de métropolisation à l'aune de la stratégie d'insertion de la *Comuna 8* dans les projets de la ville de Buenos

Aires et dans le développement métropolitain du Gran Buenos Aires. Ainsi la *Comuna 8* est

traversée par des enjeux à contours variables où les dimensions sociales, environnementales



Les différents périmètres administratifs de la Métropole en formation. Source : Carte établie à partir du recollement de plans divers

et politiques sont fortement entremêlées. La *Comuna 8* incarne finalement la possibilité d'une réflexion qui permette la coordination de l'action publique à des échelles imbriquées mais aussi par l'inclusion de la société civile dans le processus de construction métropolitaine, en liant urgences locales et intérêts partagés. Nous verrons que, par ses spécificités urbaines et sociales, ce quartier de Buenos Aires cristallise les tensions constitutives d'un fait métropolitain, entre réalités urbaines, dynamiques de développement et enjeux institutionnels. Comment le développement local de la *Comuna 8* s'intègre-t-il et peut-il jouer un rôle dans ces équilibres métropolitains ?

Une trame dans une pampa infinie

“Ayant fait la découverte par terre ou par mer et choisi la province à peupler et le site des lieux où l'on doit faire les nouvelles agglomérations, que ceux qui vont agir observent les instructions suivantes : (...)

Quand on tracera le plan de la ville, qu'on trace la distribution des places, rues et îlots à la corde et à la règle, en commençant par la place majeure ; puis, en partant d'elle, les rues vers les portes et chemins principaux, laissant tant de compas ouverts que, même si la population s'accroît beaucoup, on puisse toujours continuer à s'étendre de la même façon.”

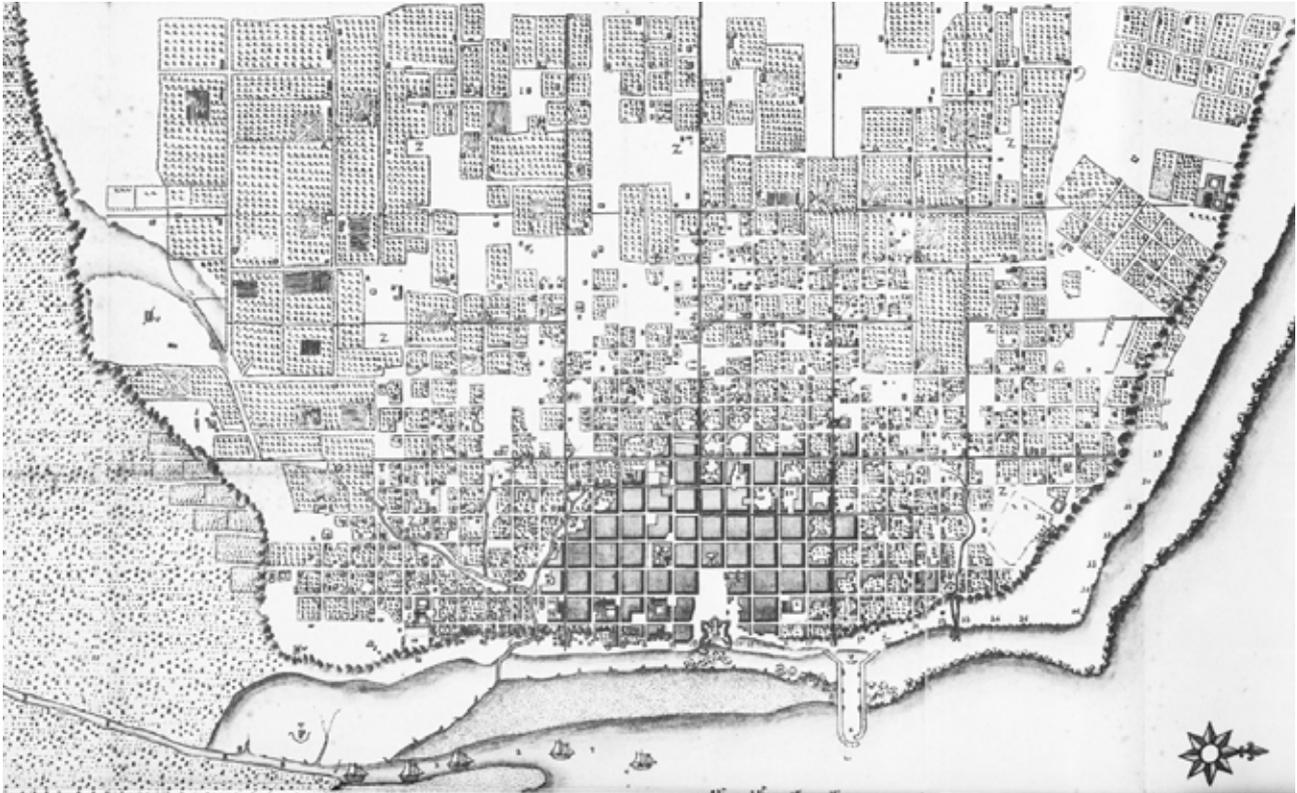
Extrait, Loi I, Recompilacion de los reinos de las Indias, Madrid, 1681, Livre IV, titre VII

Si le quartier de la *Comuna 8* apparaît central dans le périmètre métropolitain, ses spécificités ne peuvent se comprendre qu'au regard de la construction historique de la ville et du développement de la trame urbaine portègne.

Buenos Aires a été créée pour les besoins de la colonisation espagnole au cours du XVIème siècle. La colonie fondée par Juan de Garay en 1580, la *“Santísima Trinidad y Puerto de Santa María del Buen Ayre”* [la Très Sainte Trinité et Port de Sainte-Marie-du-Bon-Vent], est située à l'embouchure du Rio Paraná qui traverse le Nord de l'Argentine et du Rio Uruguay qui relie Buenos Aires au Brésil. La ville est énoncée, dès sa fondation, comme un port ouvert sur l'Atlantique, un lieu de transit des denrées et des biens issus de l'exploitation coloniale.

L'organisation de Buenos Aires, comme beaucoup d'autres villes d'Amérique Latine, a été déterminée par un ensemble de principes organisationnels issus des lois coloniales espagnoles, qui encadrent le processus de développement des villes. Les lois des Indes encadrent précisément la localisation, les conditions d'implantation et le système urbain des villes créées par les colons (Lavedan, Huguency, Henrat 1982).

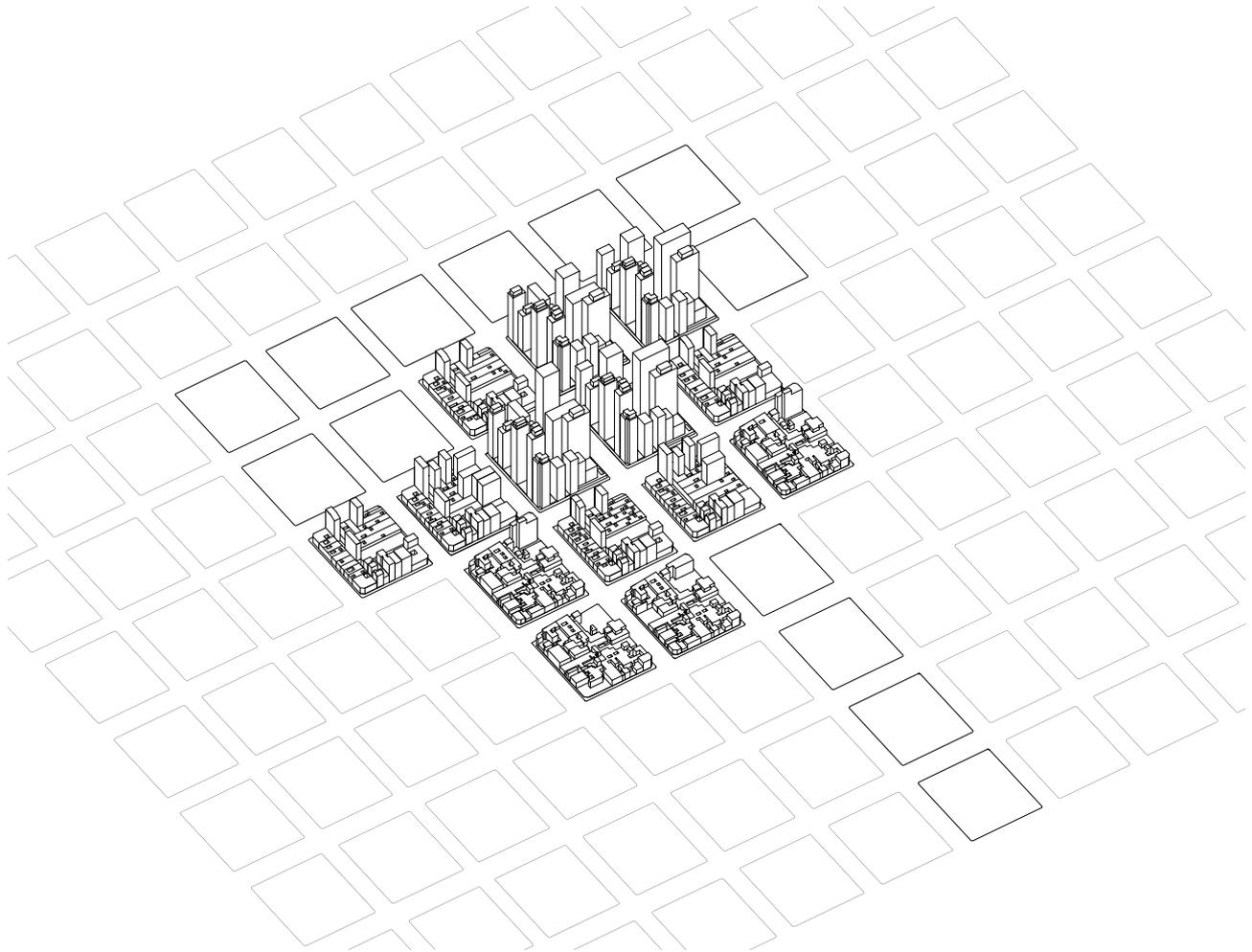
Le plan quadrillé en tant que système urbain



Plan historique de la Cité de Buenos Aires, 1772 : les premiers “cuadras” et la place Santa Trinidad
 Source : Geografía Infinita, “La evolución de Buenos Aires a través de los mapas”, Prieto, Gonzalo, 18 juin 2018

permet de coloniser l’espace inconnu et de limiter l’incertitude associée. En normalisant et dimensionnant, la trame instaure un système rationnel, efficace, qui permet en théorie une croissance sans fin de la ville, rompant avec le système antérieur de l’enceinte qui suppose une unité stable.
 Les lois des Indes, initialement à destination des militaires, ont guidé le développement

urbain de nombreuses villes d’Amérique Latine : Lima, Santiago de Chili, Caracas, Bogota ... Elles sont édictées au moment des premières controverses et débats moraux autour des droits de l’homme¹ et de la condition des peuples colonisés.
 A Buenos Aires et dès le XVIème siècle, le quadrillage constitue un élément ordonnateur de la ville en tant que nouvelle société : il fixe



Inventaire des typologies architecturales à l'intérieur des Cuadras. Source : Aude Pinault & Céline Cassouret, Projet de fin d'études, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes, 2017

la structure publique et ordonne la propriété privée² en tant que principe de développement. Ce système urbain fixe une dimension de référence commune à toute la ville à venir et

permet à tous le droit à la propriété privée, sous réserve que les nouveaux arrivants s'inscrivent dans l'extension de la ville.

Chaque nouvel îlot de 100 mètres par 100

mètres permettra ainsi à la ville sans limites définies de poursuivre sa croissance selon un schéma régulier. Cette dimension immuable permet à la ville de tolérer une grande hétérogénéité d'expressions architecturales, d'époques et de modes constructifs.

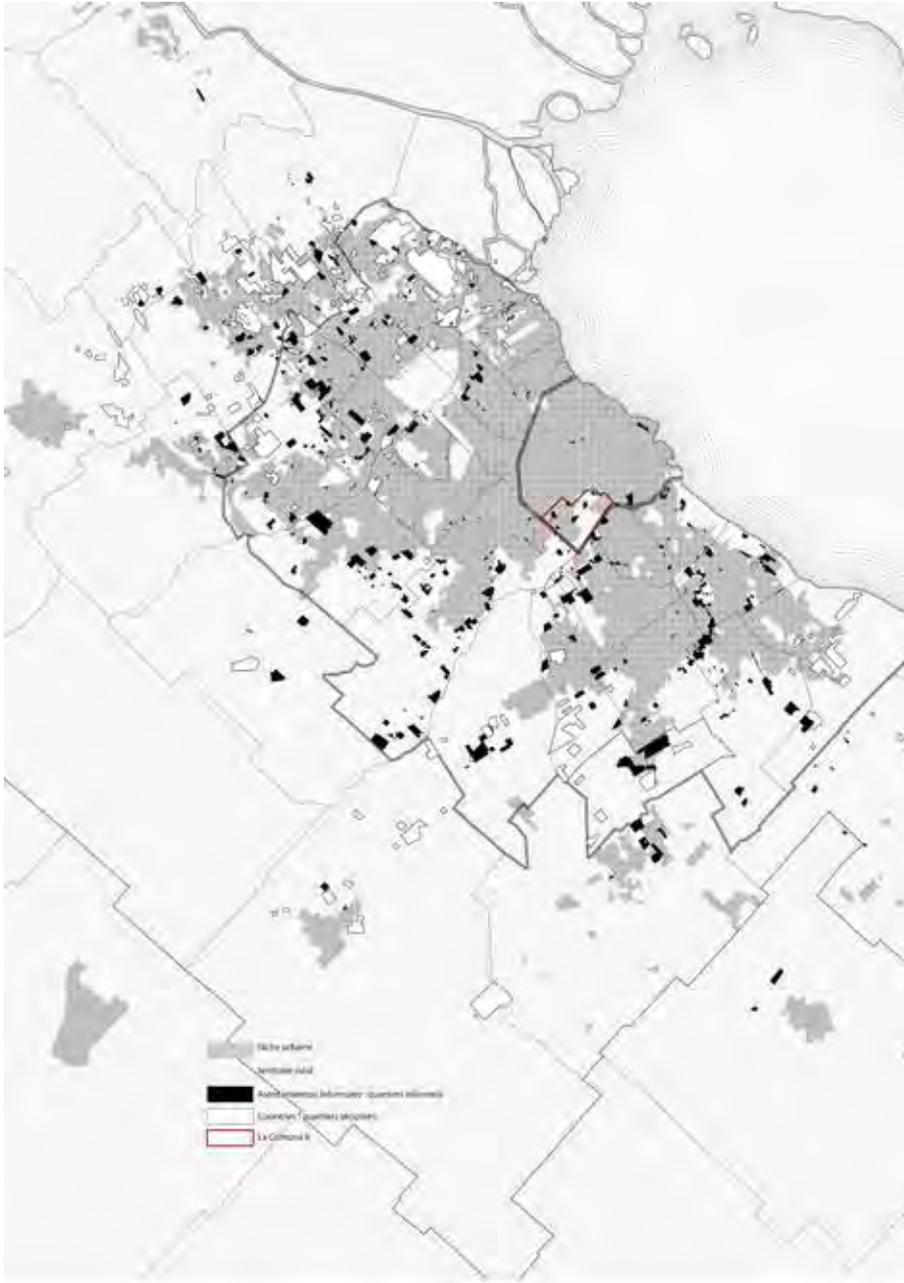
Par la suite, chaque nouvelle urbanisation, formelle comme informelle s'est accrochée à la ville en se raccrochant à la trame urbaine. Aujourd'hui, trois types de rupture de ce système sont visibles, des enclaves peuvent être issues du même mouvement d'éloignement social :

- Au Nord, les *countries*, des résidences fermées et sécurisées destinées aux classes moyennes supérieures, s'accrochent aux axes rapides puis s'isolent en formant pour certaines littéralement des îles.
- Au Sud, des *conjuntos urbanos*, ensembles d'habitat social, à destination des classes ouvrières concentrent les populations les plus pauvres éloignées de la ville et à proximité des industries.
- Les *villas miserias*³, ensembles d'habitat informel, s'immiscent dans les creux et les friches urbaines en formant des enclaves durables, au cœur du centre-ville.

Ainsi la recherche de l'unité par la trame urbaine appuyée à la fois sur l'individu, la propriété privée et l'investissement financier est remise en

cause par la persistance et le développement de ces espaces. Ce qui questionne aujourd'hui la coordination de l'action publique et son rôle pour maintenir la capacité d'intégration sociale et de développement.

En effet, la trame donne le sentiment d'un système urbain unitaire menant à une métropolisation évidente, elle gomme les limites, les échelles de gouvernance. Mais paradoxalement, l'enchevêtrement des instances de gouvernements la freine. La structure fédérale fait que l'Argentine ne connaît pas de loi d'urbanisme de portée nationale, la province détient les pouvoirs et quelques responsabilités sont déléguées aux municipalités. Construire un schéma directeur couvrant plusieurs municipalités, et dans le cas du Grand Buenos Aires plusieurs gouvernements est très difficile. Malgré la création de l'AMBA (Area Metropolitana Bonaerense) en 1984, la mise en place d'une structure associant la capitale fédérale et les municipalités périphériques n'a pas mené à développer des projets communs. L'autonomisation de la capitale en 1995 a de plus ralenti le processus. La construction institutionnelle de la métropole bonaerense n'en est donc qu'à ses débuts. Elle se confronte à la difficulté d'une construction institutionnelle complexe et parallèlement des fractures de plus en plus claires entre le nord aisé et le sud industriel, entre les villas et les countries, entre la capitale fédérale et le conurbano.



Localisation de la C8 dans la métropole bonaerense & Interruption de la trame urbaine.
Source : Aude Pinault & Céline Cassourret, Projet de fin d'études, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes, 2017

La Comuna 8, une exception

A la limite entre la capitale autonome et la banlieue, la *Comuna 8* entretient le statut ambivalent de lieu d'accueil et aussi de relégation, en concentrant habitat informel et intervention publique. L'urbanisation de la *Comuna 8* s'est faite progressivement de grands fragments en expression de besoins de logement auxquels la propriété ordonnée par la trame n'est pas parvenue à répondre :

Du XIXe siècle au début du XXe siècle, les conventillos constituaient les quartiers d'accueil et de transit historique des populations étrangères, constitués de maisons urbaines et collectives qui fournissaient des pièces à louer et des commodités partagées.

A partir des années 1950 et au cours de l'ère péroniste, la municipalité de Buenos Aires met en œuvre d'immenses opérations de logements bon marché organisées par les principes de l'architecture moderniste. Ces expérimentations urbaines et sociales ont fait de la *Comuna 8* un laboratoire d'alternatives à d'autres formes de logement. Aujourd'hui ces ensembles sont extrêmement dégradés du fait de la paupérisation de leur population et du niveau de charge que représente leur entretien. Des années 1930 à aujourd'hui, le rythme de création des villas miserias a suivi celui des grandes crises économiques. Ces plaques d'habitat informel s'infil-

trent dans les creux de la ville, là où des terrains et des ressources sont disponibles. Longtemps non répertoriées, ignorées ou refoulées, des associations ont commencé récemment leur recensement. Selon les données recueillies, les villas miserias concentrent actuellement 15 % de la population portègne soit près d'un demi-million d'habitants.

Ces trois mouvements de développement urbain ont formé des espaces fonctionnant comme des ensembles indépendants et difficiles à relier. Cet enclavement a été renforcé par l'interdiction récente de l'industrie en ville, qui a engendré le développement de grandes friches au bord du Riachuelo.

Explorer la Comuna 8 : des quartiers modernes à la ville informelle

La *Comuna 8* est donc faite de fragments urbains juxtaposés, témoignant des vagues d'urbanisation d'une mégapole latine. Nous proposons dans cette seconde partie des visites de certains de ces fragments. Ces cinq séquences urbaines emblématiques permettent d'avoir des clefs de lectures pour comprendre la *Comuna 8* et son positionnement dans la métropole en construction. Ces extraits ont pour point commun de replacer les conditions de vie et la réalité urbaine de la *Comuna 8* au cœur de la construction métropolitaine en illustrant

pour partie les enjeux auxquels celle-ci devra répondre.

Le long du Riachuelo : Le Riachuelo détermine la limite Nord-Est de la Comuna 8, seuls deux ponts permettent de la relier à la banlieue Sud. Continuité géographique entre la ville et sa banlieue, entre les Comunas et les Partidos (municipalités de la périphérie), ce cours d'eau représente cependant une coupure urbaine importante entre ses deux rives. Alors qu'en amont, ses bordures sont parfois aménagées, au niveau de la Comuna 8, elles sont bordées d'industries, de bidonvilles et de grandes emprises foncières inondables. La pollution est visible et olfactive. Il est compliqué de le longer, il est difficile de l'envisager comme un élément structurant du quartier, de la ville et de la métropole. Pourtant, il est à l'origine de la mise en place des prémices d'une gouvernance métropolitaine.

Le Riachuelo est considéré comme le cours d'eau le plus pollué au Monde par les industries et les entreprises qui le bordent. Il a ainsi fait régulièrement l'objet de scandales sanitaires et de contestations sociales importantes pour mettre sa dépollution à l'agenda politique.

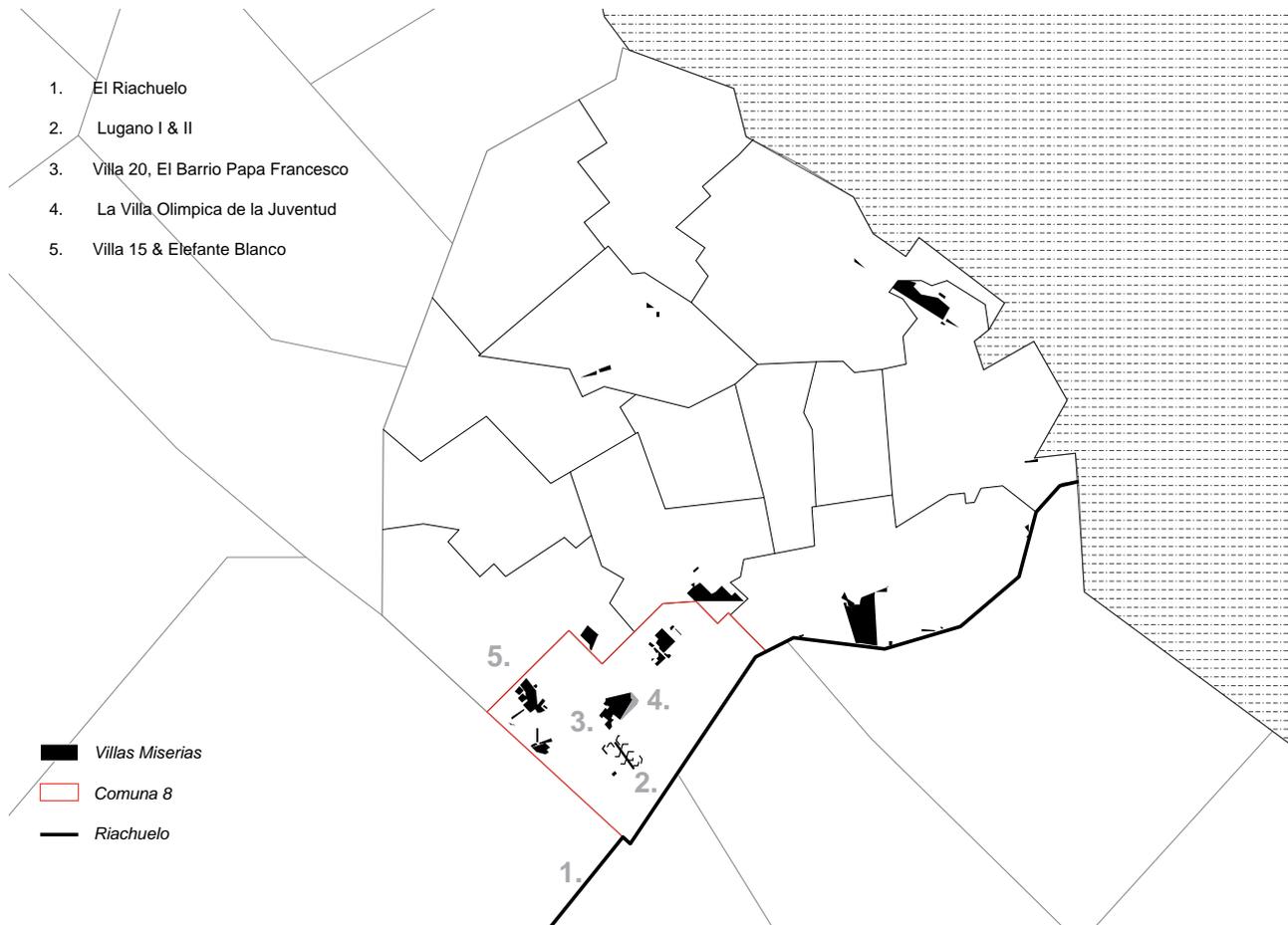
En 2011, en réponse à ces contestations, l'Autoridad Cuenca Matanza Riachuelo (ACUMAR, Autorité du bassin fluvial Matanza Riachuelo) est née. Avec sa gouvernance tripartite, Nation,

Province et CABA, elle est une des premières instances institutionnelles permettant une collaboration à l'échelle de la métropole. Il est intéressant de noter que les autres instances existantes aujourd'hui sont elles aussi nées de contestations sociales liées à la gestion des déchets.

L'ACUMAR réunit donc aujourd'hui les 14 municipalités liées par le fleuve pour mettre en œuvre sa dépollution. Le travail de l'organisme s'oriente vers la coordination des politiques publiques, la sensibilisation des acteurs aux enjeux environnementaux et à l'évaluation des niveaux de pollution et de ses impacts.

Ce fleuve a donc marqué les quartiers qu'il traverse par l'activité industrielle populaire qu'il porte. Cependant, il est aujourd'hui un élément du grand paysage portègne qui aurait la capacité d'apporter une qualité de vie particulière aux territoires qu'il traverse et il représente un des points d'accroche importants d'une réflexion métropolitaine.

Au sein des conjuntos urbanos (grands ensembles) Lugano I et II : Après avoir traversé l'avenue Colonel Roca, nous pénétrons dans un environnement urbain à part, constitué principalement de barres d'immeubles. Les nuances de l'enduit jaune nous révèlent l'organisation résidentielle de l'une d'entre elles : une cage d'escalier, 4, 6 ou 8 appartements par palier,



Visiter la Comuna 8 en cinq séquences. Source : Carte établie à partir du recollement de plans divers

et surtout une copropriété qui a pu financer le ravalement d'un quart du bâtiment. Cette situation illustre la complexité de la situation des conjuntos urbanos : des bâtiments immenses, souvent dégradés et dont la rénovation nécessite des travaux et des financements importants. Nous rencontrons l'Instituto de

vivienda de la ciudad (IVC), l'agence du gouvernement de la ville en charge de la politique de l'habitat et notamment de la rénovation de ces ensembles. Elle nous explique que sa première action a été de segmenter la taille des copropriétés afin de pouvoir engager des premiers travaux. Le "continuum spatial"

1.



2.



3.



3'



4.



5.



1. Le long du Riachuelo.
2. Au sein des conjuntos urbanos, Lugano I et II
3. A travers la Villa 20, el barrio Papa Francisco
- 3'. La nouvelle façade du barrio Papa Francisco
4. La Villa Olímpica de la Juventud, le village olympique
5. *L'Elefante Blanco*, au sein de la Villa 15, la Ciudad Oculta

De 1 à 3 et 3'droite : Photographies réalisées par les étudiants au cours du voyage à Buenos Aires. 3' gauche : Silvana Colombo pour La Nación, 4 : Diego Spinacow/APF, 5 : Mario Quintana

légé par les urbanistes modernes est ici particulièrement problématique : d'immenses surfaces libres sans fonctions à entretenir et investir. Ici quelques jeux d'enfants ont été installés au pied du barrio, plus loin une partie des espaces libres a été privatisée pour constituer de petits jardins pour les appartements en rez-de-chaussée. C'est à travers la fragmentation que ces espaces reçoivent une fonction et donnent lieu à des usages.

Enclavé entre des voies rapides et boulevards, sur des zones auparavant inondables, les deux grands ensembles sont constitués de 118 barres d'habitation (monoblocks) contenant 12 000 unités abritant 30 000 habitants. En leur sein se trouvent 4 écoles primaires avec jardins d'enfants et divers centres civiques. Ces quartiers ont été planifiés par « l'organisation du plan régulateur de la municipalité » et construits par la Commission municipale de l'habitat (CMV) entre 1970 et 1973. La CMV était constituée d'une équipe pluridisciplinaire : architectes, ingénieurs, sociologues, économistes.

Les *Barrios de Lugano I et II* sont donc deux quartiers à l'architecture brutaliste en béton armé, formant presque une ville nouvelle, entièrement réalisés selon les préceptes de l'urbanisme moderne par le gouvernement de la ville. Ils sont dédiés à de l'accession sociale à la propriété. Au moment de leur construction,

ces quartiers étaient synonyme du progrès et de la modernité, or ils ont connu un destin devenu un motif récurrent des quartiers modernistes.

Au-delà de ce que peut porter la forme urbaine, ce sont aujourd'hui les modalités d'organisation économique, sociale et politique qui sont en question pour la rénovation et l'entretien de ces constructions.

A travers la Villa 20, el barrio Papa Francisco: L'organisation spatiale de ces quartiers, les villas miserias dites villas, rompt avec l'équilibre urbain de Buenos Aires en faisant cesser la grille qui ordonne la répartition de l'espace privé et l'espace public dans le reste de la ville. Les limites sont plus complexes, l'empilement et l'enchevêtrement des habitats auto construits rend difficile la lecture des usages mais intéressant l'urbain qui en résulte : il semble autonome, organique, progressif. Des commerces et des espaces à usage sportif s'intègrent çà et là. Des travaux d'assainissement sont en cours, des constructions sont démolies, des voies sont percées. Nous sommes accompagnés, on ne rentre pas seuls dans une villa nous dit-on.

Les *villas miserias* de Buenos Aires sont numérotées, de 1 à 31 bis depuis la dictature militaire des années 1970 et bien qu'elles portent des noms, elles sont le plus souvent appelées par leur numéro. 14 sont situées au sein de la

CABA, 8 d'entre elles sont dans la *Comuna 8*. Différents plans à leur sujet ont été réalisés par la municipalité au cours de son histoire : sous les dictatures argentines, des plans d'éradication ont proposé des évictions de force sans relogement, puis des relogements massifs dans de grands ensembles de logements privés aujourd'hui en grande difficulté. Par la suite des plans pilotes favorisant le dialogue avec les habitants ont été mis en place, la dimension communautaire de ces quartiers est de plus en plus reconnue, les outils institutionnels essayent de l'intégrer dans les mécanismes de « résorption ».

Aujourd'hui, le travail de rénovation des quartiers informels s'oriente vers leur normalisation progressive. Pour chaque *villa miseria* est promulguée une « loi d'urbanisation », outil pour agir sur un territoire informel. Elle permet la régularisation des titres de propriétés de ceux qui l'habitent. « Urbaniser » signifie donc ici consolider pour permettre la mise en place d'un projet urbain encadrés par les pouvoirs publics. La *Villa 20* a commencé sa construction urbaine et communautaire en 1960, elle compte 6 000 familles soit 19 195 habitants. Le 24 novembre 2016, la loi de « réurbanisation, zonification et intégration socio-urbaine de la *Villa 20* » a été promulguée. L'IVC (Instituto de Vivienda de la Ciudad) a constitué un groupe de sociologues,

d'urbanistes et d'architectes en lien avec des représentants de quartiers afin de définir progressivement les limites de propriété au sein de ces tissus. Ce travail de cadastre permet d'instituer et de stabiliser les droits de ses habitants. Un projet d'ordonnancement urbain a été dessiné menant aux travaux que nous avons pu voir. Cependant, un autre très grand chantier le long du boulevard, en bordure du quartier est bien plus visible... il s'agit du nouveau front bâti du *barrio Papa Francisco*.

La nouvelle façade du barrio Papa Francisco: *Entre le boulevard et la Villa 20, une longue bande de terrain fait face au parc, parc dans lequel se dérouleront les futurs jeux olympiques de la jeunesse. Sur ce terrain, un chantier d'ampleur est en cours : de grands bâtiments cachent au fur et à mesure de leur construction le barrio Papa Francisco. La trame des constructions et voies est régulière mais ne respecte pas pour autant l'emblématique cuadra portègne. Une première série de 13 blocs est suivie par une série de 10 blocs. Le projet de construction constitue finalement un véritable filtre entre le quartier informel et le futur Village Olympique, en vis à vis. Cette opération de logements en accession sociale est financée et pilotée par l'IVC. Il s'agit une nouvelle fois d'une urbanisation planifiée par le gouvernement de la ville. Les 13 premiers*

blocs de 64 logements chacun permettront de reloger 368 familles de la *Villa 20* en parallèle des actions menées en son sein.

Ce terrain sur lequel les nouvelles constructions prennent place est stratégique. Proche du boulevard et face au parc, il jouit d'une grande visibilité et accessibilité, les familles du quartier Papa Francisco ont depuis de nombreuses années revendiqué le terrain et essayé de l'occuper mais la municipalité les a sans cesse délogé. La rénovation urbaine en cours a finalement arbitré de son usage, normalisant depuis la rue le quartier informel, produisant un front bâti continu, mais paradoxalement, ne reprenant pas la trame régulière de Buenos Aires.

La Villa Olimpica de la Juventud, le Village Olympique : *Nous avons le sentiment d'avoir quitté la Comuna 8. À quelques pas de la Villa 20, nous pénétrons dans une zone d'aménagement répondant aux standards urbains européens actuels. La trame quadrillée portègne est une nouvelle fois absente. Avec ses 31 blocs, le village olympique est un nouveau morceau d'urbanisation dans le complexe puzzle de la Comuna 8. En parallèle de l'opération de logements aux abords de la Villa 20, l'ambition semble de « transformer » cette partie du quartier.*

Le village Olympique pour la Jeunesse est une nouvelle opération d'ampleur réalisée en régie

au sein du gouvernement de la ville, la seule en cours au jour d'aujourd'hui. Il permet l'accueil des 6 286 participants dans de nouveaux logements pour les quelques semaines de la compétition, 60 % seront ensuite transformés en logements en accession sociale destinés aux habitants de la *Comuna 8*. En visant également des classes moyennes et supérieures, le projet marque un tournant dans l'histoire de l'aménagement de la *Comuna 8*, qui connaît ici une nouvelle intervention urbanistique importante mais dont les composantes changent. Ce quartier, construit en 2018, est une nouvelle exception dans la trame, témoin des principes urbanistiques de notre époque.

L'Elefante Blanco au sein de la Villa 15, la Ciudad Oculta : *Un immense squelette de bâtiment émerge du bidonville, les habitants de Buenos Aires l'appellent l'Elefante Blanco. L'ossature de béton est impressionnante, nue, marquée par des occupations informelles, une ville verticale aujourd'hui vide. Tout autour de son pied, la Villa 15 se développe, ses ruelles méandreuses perdent les visiteurs. Depuis les boulevards autour du quartier informel, l'Elefante sert de repère urbain monumental.*

La *Villa 15*, nommée *Ciudad Oculta* (la ville cachée) par ses habitants a été construite par des cheminots, des ouvriers et des employés du marché aux bestiaux dans les années 30.

Elle compte aujourd'hui 20 000 habitants et est considérée comme la plus connue des villas de Buenos Aires.

L'*Elefante Blanco* est le chantier d'un bâtiment public (hôpital) jamais achevé, devenu un bidonville vertical, aujourd'hui évacué et en voie de démolition. Ce bâtiment qui, à sa construction, était un étendard de la Modernité est devenu un symbole de déréliction et de misère urbaine, à l'image de la *Torre de David* à Caracas, des *4000* à la Courneuve ou des *Veile* à Naples. Le film « *Elefante Blanco* », sorti en 2012, l'a rendu célèbre au-delà des frontières de l'Argentine.

Ce bâtiment sera prochainement détruit pour accueillir le Ministère du Développement Humain et de l'Habitat du gouvernement de la ville, ce qui constitue un symbole important qui acte l'engagement public dans ce quartier. Afin d'accompagner les habitants, un lieu-relais a été mis en place, le *Portal Inclusivo* qui permet d'informer les habitants sur les projets à venir mais aussi de les faire bénéficier d'un accompagnement social et juridique pour faire valoir leurs droits.

La traversée de la *Comuna 8* nous montre ses paradoxes et contradictions. La *Comuna 8* est à la fois le lieu qui concentre la proportion la plus importante d'habitat informel en même temps qu'une histoire longue d'intervention et

d'expérimentations urbanistiques. Entre difficultés héritées, quartiers émergents et "hors droit" et espaces d'opportunités, l'exploration de la *Comuna 8* met en exergue le défi de parvenir à faire Cité, c'est à dire à inclure de nouvelles populations et maintenir des conditions d'existence acceptables pour tous, entre normalisation et différenciation, alors même que celle-ci semble échapper toujours à toute forme de définition. Au travers de ces différentes expérimentations, trois échelles de gouvernance se font jour pour porter les projets urbains. D'abord, les aménagements d'espace public sont portés à l'échelle locale par la *Comuna 8* ; les projets de plus grande envergure sont portés par le gouvernement de la ville ; enfin, la dépollution du Riachuelo ou le projet de Metrobus sont menés à l'échelle métropolitaine. L'ACUMAR illustre les débuts d'une collaboration et d'une forme de coordination stratégique entre les différentes échelles de gouvernement. Émerge en creux, une construction métropolitaine autour de revendications sociales et des enjeux partagés avec le reste du territoire. L'insertion de la *Comuna 8* dans la trame métropolitaine apparaît d'autant plus cruciale qu'elle réinterroge la capacité des villes à fonder des stratégies et les outils dont elles disposent.

A partir de cette compréhension du système de gouvernance et des enjeux de la *Comuna*

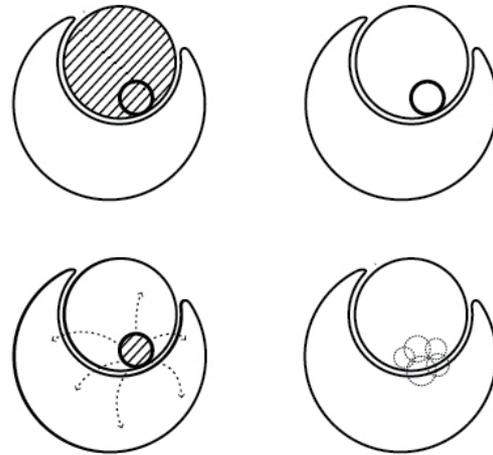
8, nous avons développé des propositions de scénarios d'intégration de ce quartier dans le système métropolitain. Il s'agit de s'appuyer sur les spécificités de la *Comuna 8* pour proposer un cadre de réflexion qui interroge plus largement le entre le territoire et le processus métropolitain.

Des scénarios dynamiques

Face à l'immensité du sujet à traiter et au cadre temporel restreint dans lequel nous nous situons, la question de cadrage de notre réflexion s'avérait cruciale.

Nous avons considéré que réfléchir au développement urbain de la *Comuna 8* nécessitait tout d'abord d'explorer les possibles qui se dessinent aujourd'hui quant à sa place au sein du territoire de la capitale et de la métropole. L'objectif de cette démarche était de comprendre que la mise en œuvre d'une stratégie particulière implique certains effets à anticiper et parallèlement, que certaines stratégies d'intervention seront à privilégier en fonction des objectifs recherchés. Dans cette optique, 4 scénarios ont été imaginés, à savoir la banalisation, l'émancipation, la réconciliation et la dislocation.

Ainsi, banaliser signifie rendre ordinaire, conforme à l'ordre normal et habituel. Tendre à la banalisation de la *Comuna 8*, c'est donc d'abord



Les quatre scénarios : Banalisation, Emancipation, Réconciliation, Dislocation. Source : Schémas réalisés par les étudiants du cycle, Cycle 2018

considérer qu'elle est aujourd'hui en marge de la ville. L'objectif visé par la banalisation est de faire de la *Comuna 8* un quartier de Buenos Aires comme les autres ce qui suppose principalement de l'insérer pleinement à la capitale fédérale, l'intégrant dans l'imaginaire collectif et favorisant une inclusion économique et sociale. L'émancipation consiste à s'affranchir d'un lien, d'une entrave, d'un état de dépendance ou encore d'une domination. La *Comuna 8* rassemble de telles spécificités sociales et urbaines que nous pourrions penser qu'elle pourrait bénéficier d'une gouvernance propre renforcée lui permettant de développer des outils et processus dédiés pour son développement. Cependant, ce

scénario, pour être effectif requiert des moyens financiers, techniques et humains conséquents. Si tel n'est pas le cas, un risque de décrochage et de déterritorialisation émerge.

La réconciliation peut être entendue comme la production d'un accord entre des éléments qui semblent opposés. Appliqué à la *Comuna 8*, ce scénario vise à en faire un point d'impulsion, un espace de rencontre de deux systèmes urbains - celui de la ville de Buenos Aires et celui des partidos de la province - qui jusqu'à présent s'ignorent. Il suggère en outre de s'appuyer sur ses singularités et son identité pour faire émerger un nouveau mode de développement ayant vocation à rayonner par l'impulsion de projets municipaux et métropolitains.

La dislocation renvoie à une idée de séparation, de désagrégation, d'éparpillement des éléments d'un ensemble. Le territoire de la *Comuna 8* est fragmenté, constitué d'enclaves autonomes rattachés à des bassins de vie distincts. À l'inverse d'une mise en cohérence à l'échelle de la *Comuna 8*, ceux-ci pourraient être raccrochés aux territoires limitrophes avec lesquels ils partagent des aspects urbains et/ou sociaux créant des zones de pertinence alternatives.

Plutôt que de préconiser un de ces scénarios, notre objectif était de comprendre les implications que chacun d'entre eux pourrait avoir, ils nous ont donc servi de cadre intellectuel per-

mettant de pousser jusqu'au bout une certaine idée de la métropolisation. Cet exercice intellectuel s'est avéré crucial à la fois pour la compréhension des politiques publiques actuellement menées sur le territoire de la *Comuna 8* et, de façon importante, pour la formalisation de notre réponse à la problématique donnée.

Aujourd'hui, la *Comuna 8* bénéficie d'une attention soutenue qui se traduit par la conduite de projets urbains ayant pour vocation de l'intégrer aux dynamiques de la ville de Buenos Aires, impliquant une certaine « normalisation » du territoire. Néanmoins, pour projeter la *Comuna 8* dans le futur, la « normalisation » ne semble pas offrir un cadre intellectuel suffisamment large, c'est pour cela que nous avons fait le choix d'utiliser le fait que la *Comuna 8* puisse devenir un lien entre la ville et sa banlieue pour mener à une synthèse entre les quatre scénarios. Intégrer les problématiques de la *Comuna 8* dans les politiques de la CABA, c'est intégrer des spécificités du conurbano. En conséquence, notre stratégie prend pour point de départ les spécificités de la *Comuna 8* et propose une stratégie de développement dédiée mais générant des liens avec les dynamiques du territoire de la capitale et impulsant des projets métropolitains. Pour cela nous nous appuyons d'abord sur les éléments du grand paysage présents sur le territoire de la commune : le rio, les grands

espaces verts, les larges infrastructures. Ils deviennent des supports des porosités entre les lieux et les échelles de gouvernance. Nous intervenons ensuite dans la trame urbaine, sur son aspect bâti comme sur le tissu économique et social qui la compose pour permettre la cohérence entre les différentes polarités existantes.

Ainsi cinq volets transversaux se dessinent, portant le projet de développement : Affirmer la condition métropolitaine du fleuve et son inscription dans le territoire ; Structurer l'espace par la construction du paysage naturel ; Activer les points d'intermodalité facilitant les mobilités ; Trouver l'équilibre entre une vocation historique d'accueil des plus modestes et l'inclusion de nouveaux modes d'habiter ; Relier et développer les écosystèmes d'emploi spécifiques au territoire.

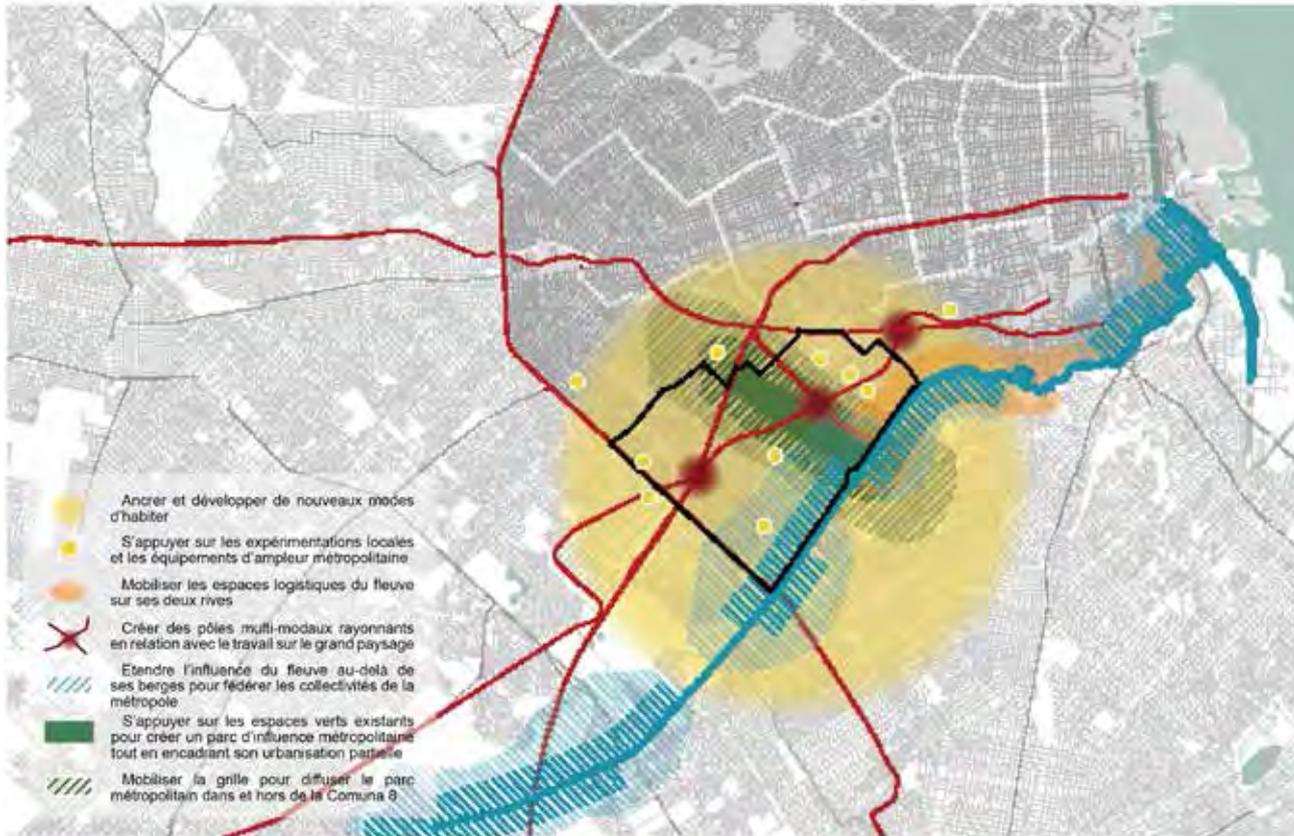
Ceux-ci doivent être le support de processus d'action incrémentaux, liés entre eux, plutôt que de projets indépendants circonscrits tant en termes de spatialité que de secteur d'action. Nous avons donc cherché à identifier des ressources existantes, à savoir un tissu social communautaire riche, les éléments clefs du paysage métropolitain mais également des caractéristiques héritées des politiques d'aménagement préexistantes. Par ailleurs, la *Comuna 8* s'avère être une réserve foncière importante à l'échelle

de Buenos Aires. Face à ces ressources se dessinent des opportunités que les cinq volets investissent alors dans un dessein commun, nous permettant de concrétiser le projet de ville sous forme de "fiches action" et ainsi répondre à notre besoin de nous confronter au dessin, esquisser des solutions et imaginer des réponses aux problèmes auxquels notre immersion en *Comuna 8* nous a confrontés.

Pour une métropole portègne

Enfin une dernière dimension, isolée au cours de notre exploration de la *Comuna 8* et de Buenos Aires pourrait avoir vocation de démonstrateur de nouveaux modes d'action urbaine et de nouvelles alliances territoriales porteurs d'inclusion et de développement.

Notre visite de la *Comuna 8* nous a permis d'isoler une des spécificités de la construction métropolitaine à Buenos Aires. Malgré les volontés les multiples tentatives en ce sens, la construction et la collaboration métropolitaine restent encore difficile à saisir. La collaboration des niveaux de gouvernance et la coordination de l'action publique constitue un élément irrésolu, dans un environnement complexifié par la corruption et une culture politique fortement polarisée et discontinue. Finalement les initiatives les plus structurantes pour la politique de la ville (recensement des Villas et informations sur

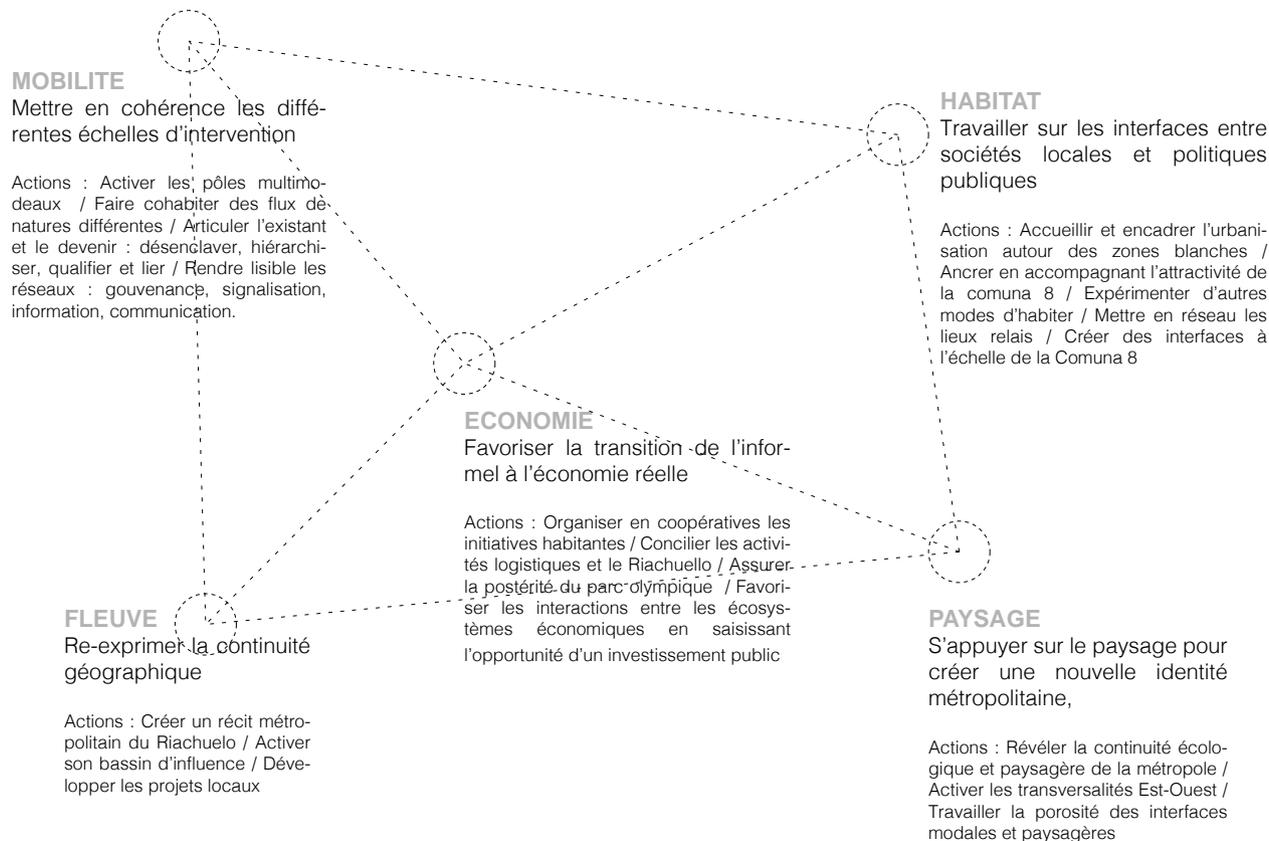


Développer un nouvel épicerie métropolitain pour construire le lien entre Buenos Aires et les collectivités voisines
 Source : Plan d'intentions réalisé par les étudiants du cycle Cycle 2018

les conditions de vie) et la construction métropolitaine (limitation des pollutions du Riachuelo, information du public) naissent d'actions coordonnées d'associations et de groupes issus de la société civile.

Ici, cette spécificité fondamentale soulève la question de l'importation du modèle de construction métropolitaine et de son adaptation

à Buenos Aires. Marquée par de nombreuses influences importées de la genèse coloniale de la ville-port, Buenos Aires se construit du cosmopolitisme qui la caractérise mais aussi par la dégradation des modèles initiaux de développement. La construction métropolitaine est une question globale posée aux villes du Monde, pour autant elle ne pourra s'appuyer



Des thèmes de travail, des enjeux identifiés et des actions en système. Source : Schéma établi à partir des actions énoncées dans le rapport , Cycle 2018

de la même façon sur des cultures et politiques urbaines singulières.

L'exemple de Buenos Aires nous montre donc la possibilité d'inverser la question métropolitaine. Dans un lieu où la structuration politique est particulièrement instable, ce sont de la société civile et des urgences locales qu'émergent finalement la nécessité de la métropole.

Ce caractère fait émerger l'hypothèse du potentiel de développement urbain intégré, peut être capables de lier, dans un processus de construction démocratique, urgence environnementale, solidarité et inclusion sociales, et participation politique. La portée de l'enseignement du workshop a principalement résidé dans la force de la comparaison et de la confrontation

à un autre contexte. La comparaison et l'action de décentrer le regard ont permis de prendre du recul sur nos propres pratiques d'aménagement. La méthode même du workshop a été un moyen de se confronter à un terrain nouveau pour, in fine, produire un rapport à destination de la ville de Buenos Aires. Il s'agissait de déconstruire les notions de "métropolisation" et "développement métropolitain" pour mieux les replacer dans le contexte bonaerense. Le temps du workshop a aussi été révélateur de la force du collectif et de la pluridisciplinarité dans l'urbanisme, grâce à un encadrement qui laissait beaucoup de liberté tout en structurant la pensée. Plus largement, il s'agit de comprendre que ce voyage d'étude peut s'intégrer dans une tradition urbaine d'échange des idées, des théories, des regards et s'inscrit dans la continuité d'un dialogue noué entre Paris et Buenos Aires. Les liens historiques entre l'urbanisme français (plus largement européen) et l'urbanisme argentin (plus largement d'Amérique du sud) s'illustrent et s'incarnent dans l'importation de modèles urbains (voire politiques) entre ces deux régions du monde, liés à la période coloniale mais aussi dans les liens intellectuels qui existent au travers des voyages des penseurs de la ville (Le Corbusier par exemple). Souvent considéré comme le plus européen des pays d'Amérique Latine, l'Argentine est un territoire

où les éléments de la culture du vieux continent se conjuguent avec celle du dit « Nouveau Monde ». Les allers-retours intellectuels et les métissages ont construit l'urbanisme et la gouvernance de Buenos Aires. Ces liens ont eu une répercussion sur les villes, leurs moulanges et leurs fonctionnements. La démarche est à replacer dans ce contexte où les villes dialoguent entre elles. Néanmoins, plus que de s'inscrire dans une tradition d'importation, ou plus précisément, d'exportation de savoirs et « d'expertise », il s'agit de s'en extraire pour interroger ce que seraient un urbanisme du Sud et un urbanisme du Nord. Si on parle de liens entre le Nord et le Sud, cette dichotomie peut largement être interrogée à l'aune des enjeux à adresser dans les villes aujourd'hui. Le modèle politique de la fabrique urbaine semble être refondu car si l'on parle de villes du Sud avec des problématiques propres, les enjeux de ségrégations spatiales, croissance démographique importante, transitions écologiques, sont autant de défis partagés par l'ensemble des villes. Les villes du Sud apparaissent comme des laboratoires urbains desquels une forme de résilience émerge pour répondre à ces différents défis (Mexico, Medellin...).

Buenos Aires 2018

Remerciements : Paula Bisiau, Sub-Secretario de transporte Gobierno Buenos Aires ; Nicolas Caputo, Jefe de Gabinete Secretaría de transporte, ; Alejandro Sehtman, Professeur Associé Escuela de Gobierno à l'Unsam ; Martin Motta, Coordinación Barrio 20, Juan Pablo Negro, Responsable de Villa Soldati et Lugano ; Guadalupe Rodriguez Marcaida, Directrice de la mobilité et des transports à la municipalité de Buenos Aires ; María Florencia Piñero Villar, Titular de Unidad de Proyectos Especiales Villa Olímpica ; Georgina Flavia Votta, Buenos Aires 2018, Facundo Roma, Élu *Comuna 8* ; Andrés Borthagaray, Professeur d'urbanisme, Institut pour la ville en mouvement ; Anabella Roitmann, Magistère en Planificación Urbaine et Régionale UBA ; Daniel Kozak, Directeur du CIHE-CONICET ; Sandro Munari, Architecte urbaniste ; Inés Vidal, Architecte urbaniste.

Encadrement: Marco Cremaschi, Irène Mboumoua, Jérôme Baratier, Antoine Courmont, Jérôme Michel, Francesca Ferlicca, Architecte urbaniste, Markus Vogl, Gropius Chair UBA Stuttgart Universiteit, Thomas Massin, urbaniste pour la Ville en Mouvement.

Participants : Arthur Algieri, Antonin D. Aulagner, Zoé Benoit, Bernard Willy, Henri Bossard, Amélie M. Calafat, Pétronille Camphuis, Céline L. Cassouret, Luisa Coppolino, Grégoire De-

¹ Controverse de Valladolid, 1550-1551.

² La propriété est un droit moderne, issu d'une réflexion sur l'autonomie et la liberté des individus. En France, il est édicté par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen en 1789 comme "un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité"

³ <http://www.petitherge.com/article-les-villas-mise-ria-de-buenos-aires-113282972.html>

berdt, Clara Delmond, Céline Dias, Clémence L. Estrada, Elodie A. Francois, Maximilian F. Gawlik, Pauline Georges, Juliette Hebenstreit, Mathilde Horrein, Alexandra Huynh-Lenhardt, Lucile Ink, Sofia Kioumi, Emmanuel Agrippa Henri Roger Leenhardt, Marguerite C. Londe, Sacha A. Lorand, Pierre Mangematin, Quentin P. Marollaud, Ludovic L. Martin, Michael G. Milano, Valentin Napoli, Lenka Navratilova, Nicolas Padovani, Julie Perrel, Aude Pinault, Sebastien X. Plantevin, Camille Sachot, Silvia Sanchis Segura, David M. Smith, Mariia Sniegur, Tanya Souris, Félicité F. Tavernier, Fanny Thuet, Adèle Wickersheim, Sara Zaimov.

Conférence: « La fabrique des villes, entre échelle métropolitaine et projet local »,
Ecole Urbaine, Centre d'Études Européennes Sciences Po, Institut Français de Buenos Aires, Ciudad de Buenos Aires, avec Gabriel Lanfranchi, Director de Ciudades CIPPEC, Eric Bourland, Attaché pour la sciences et la technologie Institut Français de Buenos Aires.



Le Rapport de Buenos Aires, Cycle 2018, par
Pétronille Camphuis

BERLIN ALEXWERKSTATT, RÉUNIFICATION D'UN CENTRE CAPITALE

Corentin Gallard, Vanille Guichard, Sarah Kenani, Julia Munarriz, Adèle Sorge

Envisagée d'emblée comme une *re-start city*, Berlin apparaît comme une métropole possédant une identité forte et singulière, celle d'une ville cosmopolite, jeune et résolument ouverte. Du groupe de 33 étudiants venus pour participer au workshop, certains sont familiers de la capitale allemande, alors que d'autres découvrent pour la première fois la ville. C'est en fonctionnant collégialement et à l'instinct, qu'ils ont développés leur propre approche du workshop, singulière bien que collective.

Creuset de migrations diverses, fantasme urbain de la jeunesse européenne et formidable territoire d'opportunités, Berlin n'en n'est pas moins fortement marquée par son histoire complexe et ses identités à concilier.

Si ce caractère d'innovation et d'inventivité a toujours été inhérent à Berlin, les bombardements qu'a subi la ville pendant la Seconde Guerre mondiale et l'impératif de reconstruction lui ont permis de devenir un véritable laboratoire d'expérimentations des politiques publiques, d'invention de nouvelles formes urbaines et collaboratives ainsi que de conception de nouveaux principes architecturaux. Cœur vibrant de la Guerre Froide, Berlin voit sa géographie et ses pratiques locales bouleversées, participant à l'émergence de nouvelles centralités et la résurgence d'anciennes.

Mais que serait Berlin sans ses habitants ? De



Groupe workshop, Cycle 2019

l'est ou de l'ouest, allemands, européens ou internationaux, la population berlinoise s'entend dans sa grande diversité et sa forte fraternité. Ici plus qu'ailleurs, nous semble-t-il, Berlin appartient à ses habitants, qui par leur engagement citoyen et collectif portent la chose publique, qu'elle soit urbaine, culturelle, politique ou sociale, à cœur. Pourtant, la population locale semble délaisser certains lieux qui aujourd'hui peinent à trouver leur place dans le paysage urbain et quotidien.

En effet, si aujourd'hui, nombre de ces centralités ont trouvé leur raison d'être, leur équilibre, leurs usagers et leurs rythmes de vie, AlexanderPlatz, objet de notre étude, semble rythmée par une géographie, des dynamiques et des usages singuliers de Berlin. Cette notion de centralité, autrefois vécue et aujourd'hui mise à

l'épreuve, est complexe en ce qu'elle revêt des enjeux dépassant largement l'espace physique : ambitions métropolitaines, enjeux climatique et migratoire, pression financière et immobilière, enjeux touristique et commercial, partage de l'espace public, etc.

Ainsi, AlexanderPlatz, auparavant centralité et haut lieu de flux est aujourd'hui le creuset de nouveaux projets résidentiels et commerciaux ne répondant pas à l'échelle de la place et ne lui conférant pas les outils de sa centralité. Patchwork d'espaces hétérogènes, AlexanderPlatz est en quête d'une identité, nouvelle ou à ré-invoquer, pour exister dans la nouvelle géographie berlinoise.

La Commande

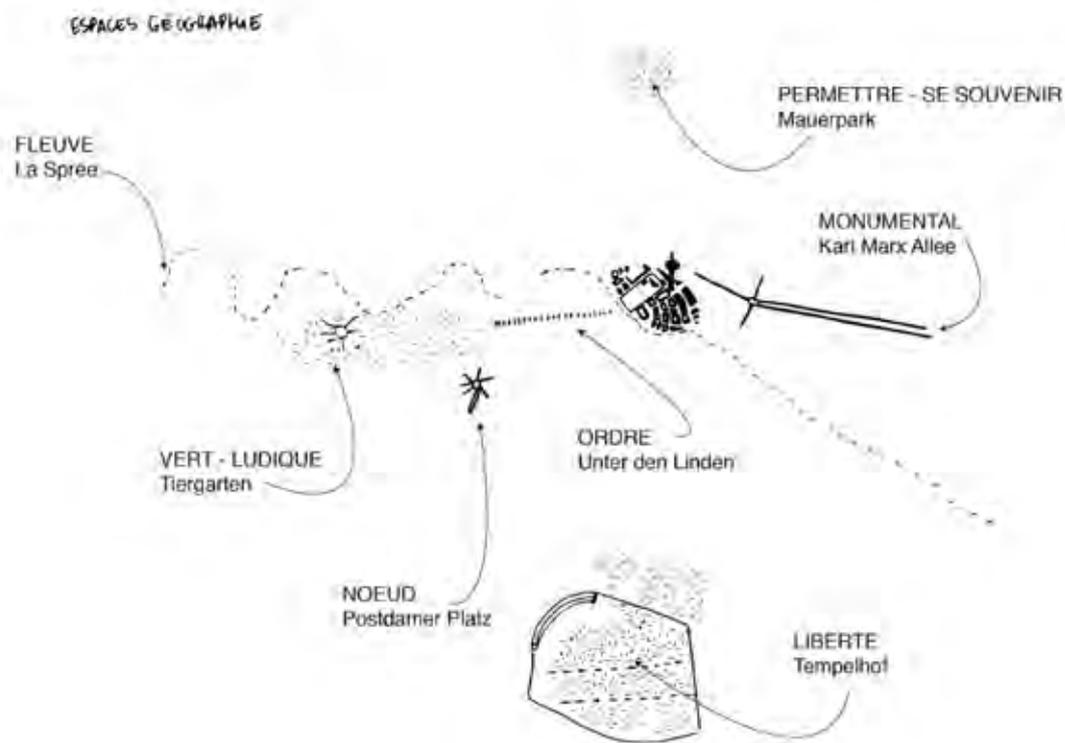
Ce workshop émane d'une commande, elle-même motivée par des visions différentes de Berlin, mais désireuses de créer un espace de réflexion qui puisse associer les étudiants du Cycle d'urbanisme. Motivé et façonné par Manfred Kühne, directeur des projets au Département du *Senatsverwaltung für Stadtentwicklung und Wohnen*, le workshop a été encadré par différentes personnalités chacune apportant son expertise et sa vision : Marco Cremaschi, directeur du Cycle Urbanisme de Sciences Po ainsi que Cécile Oberkampf et Florent Lévêque, tous les deux architectes, exerçant à Berlin.



La maquette de la ville de Berlin, Cycle 2019



Alexander Platz, Cycle 2019



Carte mentale. Espace et géographie (espace vert, fleuve, éléments structurants) Cycle d'urbanisme

Si ces personnalités ont parfois porté des visions divergentes sur la ville de Berlin, cette émulsion et ces échanges ont contribué à enrichir la fabrication de connaissances sur un lieu aux multiples facettes, parfois méconnues. Le site de Alexander Platz a ainsi été proposé comme le cœur des réflexions et s'avère évidemment importante, aussi bien que son intégration dans le quartier de Mitte. L'aménagement du centre historique de la ville suscite en effet

aujourd'hui un intérêt pour la municipalité. Le site de l'étude se développe sur un périmètre élargi depuis la place de la Fernsehturm aux quartiers entourant Alexander Platz, de la Karl Marx Allee au nord, jusqu'aux bras de la Spree au sud et l'île aux Musées. Riche d'une histoire toujours palpable, ce morceau de ville rassemble d'une part, le quartier central d'Alexander Platz composé de quelques traces de la ville historique (Rathaus, Église Sainte-Marie) et



Typologies d'usages

- usage métropolitain
- usage touristique
- usage quotidien
- non lieu

d'éléments très visibles hérités du modernisme de la RDA et de l'ère soviétique. Sur l'Île aux Musées, on reconstruit avec nostalgie le château de Berlin ; au nord de la Fernsehturm, un vaste projet de construction de tours est programmé.

Les notions de centralité et de polycentrisme, caractéristiques de la structure berlinoise, ont été les axes d'entrées de ce workshop. Au-delà d'une réflexion in situ sur un espace urbain identifiable, le workshop tend à motiver une réflexion plus générale sur les équilibres entre différents quartiers, populations ou encore infrastructures et services.

La préparation

L'appréhension de la ville de Berlin et du site de réflexion d'AlexanderPlatz s'est déroulée en trois phases.

Dès la fin du mois de mars, une première présentation du contexte berlinois et de la commande a permis aux étudiants de se plonger de manière hors-sol dans le contexte socio-historique de l'étude. Des groupes de travail thématiques ont été formés autour de notions caractéristiques du contexte berlinois : polycentrisme, place du fleuve, rapport à l'histoire, foncier, permettant, sur la base d'une grille d'analyse d'établir un premier état de l'art, destiné à servir de base commune.

Un second temps d'échange a permis de mettre en commun et de partager ces premiers diagnostics, esquissant ainsi des pistes de réflexions pour la suite.

Sur place, les étudiants ont pu bénéficier de temps de visites et d'échanges auprès de différents acteurs publics et privés, prenant la forme aussi bien de témoignages que de conférences ou encore de balades urbaines commentées.

Des temps d'échanges aménagés ont permis de dégager de nouveaux groupes de travail autour des thématiques suivantes : stratégie, centralité, espace(s) et vocations, thématiques qui se sont consolidées une fois sur place. Cette immersion a permis de recentrer les premières idées et intuitions qui avaient émané à Paris, accompagnant ainsi la construction d'un récit de projet pour AlexanderPlatz.

Ces questionnements et ces approfondissements en aller-retour permanent ont permis de dégager des points d'entrée - mais aussi de frictions - afin d'élaborer une stratégie objectivée par des éléments graphiques ou statistiques mis en commun. Chaque nouvelle thématique a été travaillée par une équipe, dont un représentant a intégré un comité transversal de rédaction à même de réfléchir à l'articulation du diagnostic, de la stratégie et des propositions d'actions à mettre en oeuvre. L'organisation structurelle et



Visite maquette



Travail collectif



Présentation finale



Travail collectif

la méthodologie ont été un enjeu important de ce workshop, qui plus est amplifié par l'effectif conséquent de 33 participants.

Au terme de ces avancées, et comme aboutissement de ce travail, des fiches cadres, d'actions et de projets ont été élaborées, permettant de concrétiser la vision stratégique des étudiants. Ces dernières ont eu pour but de proposer au commanditaire des outils mobilisables à court, moyen et long termes, selon les orientations stratégiques suivantes: intensifier les figures métropolitaines; accueillir les rythmes; impulser un écosystème inclusif.

Diagnostic : une pluralité assumée

Le diagnostic réalisé par le groupe d'étudiants s'est appuyé sur une présence constante sur le site d'Alexanderplatz durant quatre jours, des visites thématiques à plus large échelle et plusieurs rencontres avec des acteurs ciblés - des politiques publiques aux associations locales. Cet état des lieux a mis en évidence deux enjeux majeurs qui touchent Alexanderplatz. D'une part, la hausse de l'attractivité économique et résidentielle de Berlin a eu un impact direct sur la ville au travers de l'accès au logement, des politiques sociales de façon générale ou encore de l'usage des espaces publics. D'autre part, l'histoire de la ville l'a spatialement marquée - notamment par son architecture dont

la diversité reflète les événements passés. Ces deux enjeux sont tout particulièrement représentatifs d'Alexanderplatz, située en plein cœur de la capitale allemande. Or, cette centralité géographique est le résultat de l'histoire d'une pluri-centralité dont le tissu urbain et l'occupation des lieux sont en permanence réinventés. Cette dynamique propre est renforcée par l'engagement citoyen et collectif afin que se croisent et se rencontrent diverses situations héritées, actualisées, et sans cesse transformées. De fait, le diagnostic a souligné l'importance de maintenir et enrichir les modèles coopératifs, eux-mêmes s'appuyant sur une pluralité assumée. En effet, si l'état des lieux a fait ressortir une certaine monofonctionnalité programmatique autour d'Alexanderplatz, la diversité des usages continue de se développer dans certains espaces et leurs interstices. Ainsi, comment accompagner ces initiatives plurielles émanant du contexte tout en impulsant une dynamique propre à un lieu : Alexanderplatz ? Comment articuler les projets, les acteurs ? Quels montages développer ? Quel compromis trouver entre une attractivité économique forte et l'objectif d'une ville inclusive ? Afin de poursuivre ces réflexions par le projet et la construction d'une stratégie, le groupe d'étudiants a choisi de suggérer des directions et interroger le processus de construction des

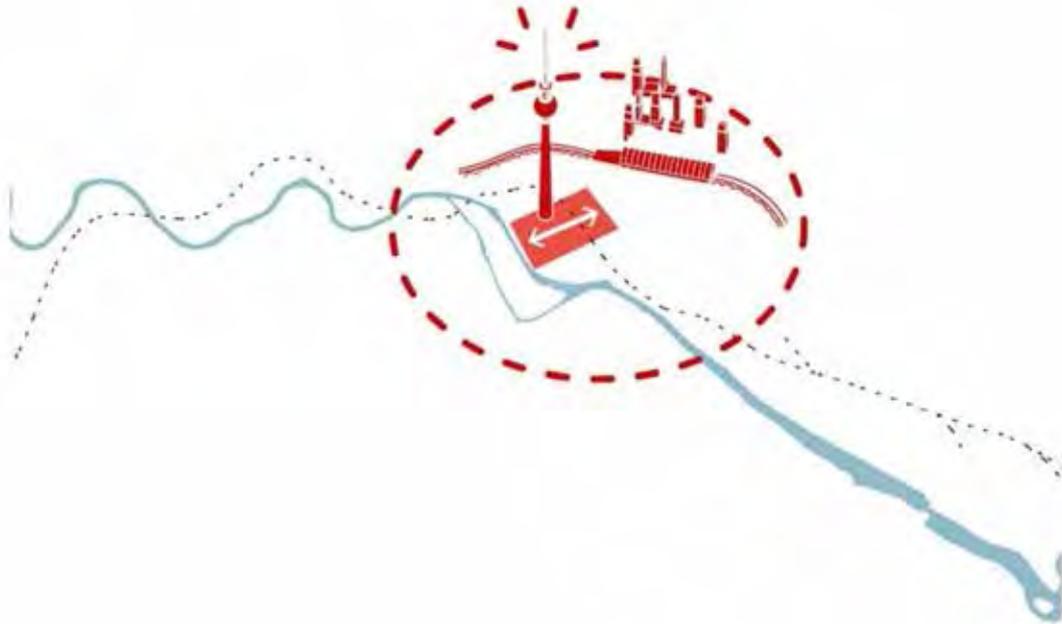
formes urbaines plutôt que de proposer des solutions clefs en main.

Trois grands axes stratégiques

Faire exister la figure métropolitaine : de la *Haus der Statistik* à la Spree : S'il est certain qu'AlexanderPlatz fonctionne, de fait, comme une centralité incontournable pour la métropole berlinoise, c'est qu'elle marque le paysage urbain de Berlin Est avec des objets à fort symbolisme tels que la fameuse tour de télévision ou les ar-

cadés de Dircksenstraße. Ainsi, le premier axe stratégique issu du diagnostic et de la commande est de faire évoluer les caractéristiques de cette centralité et de trouver sa singularité par rapport aux autres centralités berlinoises.

La posture vise à repositionner AlexanderPlatz au coeur d'un réseau métropolitain et à saisir cette opportunité pour renforcer la figure urbaine existante, aujourd'hui invisible, qui va de la *Haus der Statistik* à la Spree. Repenser la nouvelle AlexanderPlatz en tant qu'une des centralités d'un réseau métropolitain berlinois,



permet de la comprendre comme une figure urbaine métropolitaine comprenant à la fois les projets à venir et les plaques¹ existantes allant de la *Haus der Statistik* à la Spree. C'est à dire, assumer son caractère hétéroclite et ses qualités intrinsèques, les renforcer et les mettre en valeur.

Dès lors, la première stratégie est conçue en deux temporalités. Dans un premier temps, les projets en cours de tours et la *Haus der Statistik* sont acceptés comme de nouveaux éléments structurants de ce système métropolitain.

Au même titre, il apparaît que la mise en réseau d'AlexanderPlatz à l'échelle métropolitaine s'inscrit dans un système de transports important par sa grande gare multimodale et un réseau automobile important. Il nous a donc paru nécessaire de conserver cette qualité de nœud urbain qui marque l'identité d'Alexanderplatz.

Pour mettre en œuvre ces intentions, il est proposé de renforcer l'attractivité du lieu en développant des campagnes de promotion événementielle capables d'intensifier les événements et de confirmer son statut de centralité à l'échelle métropolitaine. La première fiche action réalisée lors du workshop incarne un processus étalé dans le temps qui permet de rendre visible et de mettre en scène AlexanderPlatz en tant que figure urbaine complexe. Ceci passe par des outils de communication simples tels qu'un site

internet et des affichages publics ou encore par des outils événementiels comme la programmation de festivals récurrents étalés le long de l'année et l'inauguration de chaque nouveau projet. Enfin, la stratégie de communication du lieu travaille sur des outils d'éclairage et de signalétique pour favoriser l'accueil, la découverte et la traversée d'AlexanderPlatz [fiche A1 — Promouvoir].

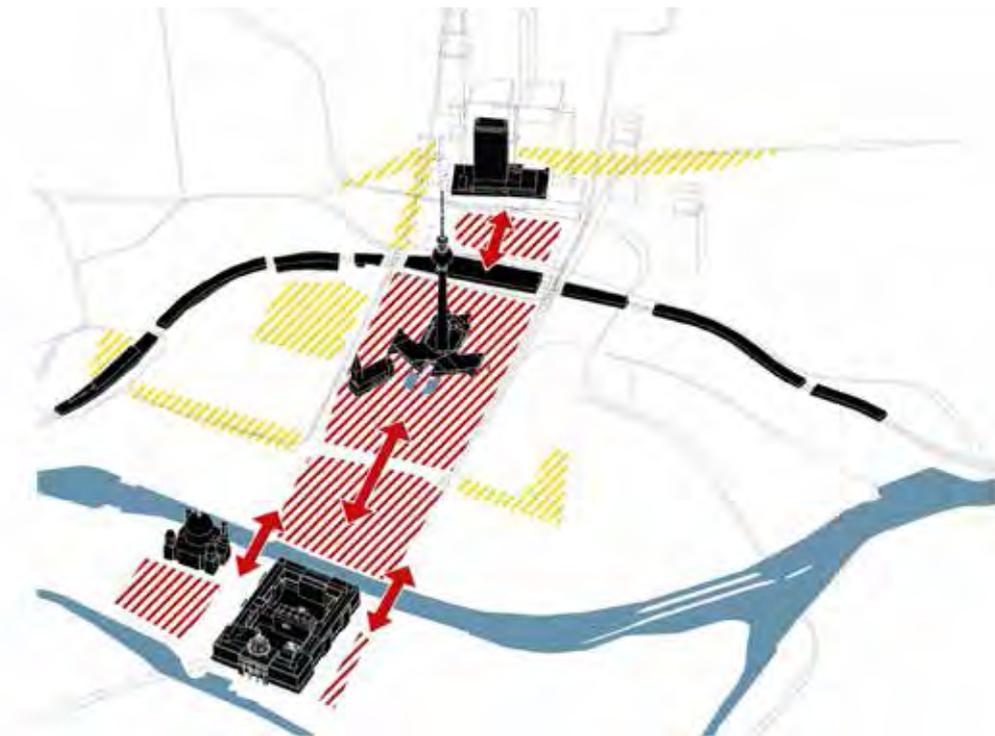
Par la suite, une fois la densification assumée, la valorisation du sol a été privilégiée pour s'assurer de la compréhension d'AlexanderPlatz comme une figure métropolitaine. Les plaques, objets et espaces publics sont à reconnecter entre eux et avec la Spree par des dispositifs de circulations douces et de confort urbain.

Deux projets ayant comme but l'intensification de la figure métropolitaine ont été proposés. Le premier a travaillé sur un projet d'aménagement des espaces publics pour intensifier les symboles et les usages présents à AlexanderPlatz. Les espaces publics autour de ces symboles sont mis en valeur par l'apaisement temporaire des flux automobiles clarifiant l'esplanade, rendant visible davantage les symboles et permettant l'accueil d'événements fédérateurs. En outre, il est proposé de favoriser l'appropriation progressive des espaces supports au pied de la tour, aux abords de la Spree et dans les emprises libérées par les chantiers en cours par

des usages sportifs co-conçus entre usagers et maîtres d'œuvre [fiche P1 — Alex-splanade]. Le deuxième projet présenté propose un travail paysager sur l'ensemble de la figure avec un travail de continuité végétale. Ce projet pourrait se faire par un phasage dans le temps qui commence avec l'ouverture de la station de métro Rotes Rathaus et le traitement paysager du parc jusqu'aux berges de la Spree, la volonté ici étant de créer un lieu attractif et agréable pour les habitants et les touristes. Ensuite, les traitements paysagers pourraient s'étaler le long des

axes structurants et autour des nouvelles tours. [fiche P2 — Alex Plantes]

Accueillir les rythmes (et apaiser les conflits) : AlexanderPlatz assume aujourd'hui une composition spatiale fragmentée en différentes plaques. Chacun des espaces tend à fonctionner de façon plus ou moins indépendante et répond à des logiques propres. Sans s'inscrire dans une démarche d'unification de l'ensemble de ces localités, le parti pris est de redonner une cohérence d'ensemble à ces plaques, en favori-



Assumer la diversité des plaques, Cycle 2019

sant une réappropriation de l'espace.

Premièrement, cette démarche s'est traduite par la réorganisation des sols et des espaces : il s'agit de laisser s'exprimer la pluralité des usages et fonctions sur ces plaques, les organiser et les valoriser. En second lieu, il s'agit d'apaiser les obstacles et de faciliter les flux pour permettre une reconnexion entre ces plaques et la création d'un parcours d'ensemble suscitant des haltes, des rencontres et l'appropriation. Ainsi, la figure est renforcée par deux parcours, l'axe longitudinal (de *Haus der Statistik* à la Spree) et les divers axes transversaux qui affirment et facilitent les connexions entre plaques. La qualification de ces espaces s'est traduite également par la programmation des différents événements, et la prise en compte des rythmes, tant diurnes et nocturnes que celui des saisons. Plusieurs actions ont été définies par les étudiants pour mettre en place une telle stratégie.

En premier lieu, un travail spécifique de couture sur les espaces interstitiels en identifiant ces ruptures empêchant l'appropriation complète du lieu par les usagers a été réalisé. La fiche action proposée présente plusieurs interventions multi-scalaires qui vont de la liaison d'espaces par l'amplification des passages piétons ou l'apaisement des zones de rencontre à vitesse limitée. Outre une programmation adaptée des rez-de-chaussée pour intensifier les usages et tisser

des liens, le développement de micro-centralités se fait par l'événementiel [fiche P3 — Activation des micro-centralités par l'événementiel]. La mise en place d'actions artistiques ou de fêtes de quartiers peut premièrement favoriser l'amplification de ces espaces, puis l'incitation des usages se traduit par des processus de co-conception pour préparer l'accueil des projets à venir. [fiche A2 — Espaces interstitiels / fiche A3 — Socle]

Pour illustrer ces propos, une des fiches projets se concentre sur l'ancrage du symbole de la Tour dans son espace environnant afin de créer un lien entre AlexanderPlatz et la tour elle-même. Cette proposition vise à connecter les deux places en traversant la gare (considérée aujourd'hui comme un obstacle) et de tirer profit du toit de la base de la tour.

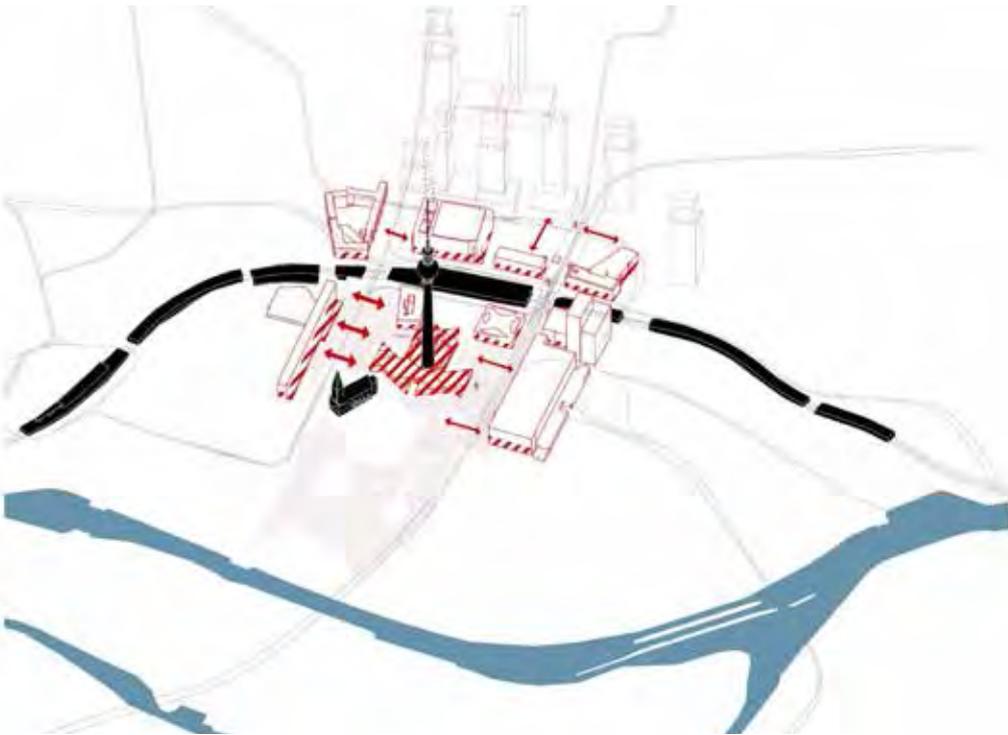
Offrant un observatoire local et touristique, ce sol surélevé devenu accessible assoit le pied de la tour et valorise sa verticalité. [fiche P4 — AlexanderPlatz Form]

Impulser un écosystème inclusif : Habiter horizontal et vertical : Le troisième axe proposé vise à favoriser une plus grande imbrication des programmes et des pratiques existants et à venir. Le diagnostic a en effet mis en évidence le manque de diversité programmatique du quartier d'AlexanderPlatz, tant sur une dimension

horizontale (interfaces entre espaces publics et privés) que verticale (à l'intérieur même des bâtiments).

Trois principes ont articulé cette vocation : le premier s'intéresse aux espaces interstitiels, le deuxième à la mixité d'usages et à la cohabitation spatiale et sociale, enfin, le troisième vise à ajuster l'offre aux besoins quotidiens, exceptionnels et changeants des usagers. En pratique, ces principes se traduisent par différents types d'actions que les étudiants ont détaillées dans des fiches actions.

Afin de garantir à AlexanderPlatz une position de centralité accessible et abordable, la première action proposée agit sur une stratégie habitat. Cette dernière s'appuie sur une offre de logements abordables, la diversification de l'animation des espaces communs et la cohabitation entre les activités. Pour ceci, deux outils sont mis en place. La première repose sur la dissociation bâti-foncier et le bail emphytéotique renouvelable, permettant aux populations à faibles revenus d'accéder à la propriété dans une des centralités de Berlin. Par la suite, un



Rez-de-chaussée mobilisables ouverts à l'espace public pour une place inclusive, Cycle 2019

montage d'habitat coopératif (à l'instar de la tradition germane) en lien avec un Organisme de Foncier Solidaire afin de loger d'une manière durable et abordable environ 25 000 habitants dans 10 000 logements. Ce système favorise une diversité typologique dans un secteur de la ville largement dominé par les commerces et les bureaux. En effet, pour mener à bien cette action, en plus des acteurs de la ville déjà en présence, un OFS est nécessaire pour garantir la neutralisation de la part du foncier pour les ménages accédant à la propriété. [fiche A4 — Habiter]

De plus, les étudiants ont fait ressortir depuis le début de l'exercice une ambition ferme de lutter contre la mono fonctionnalité existante. Il a été considéré que pour y réussir, la mixité doit se faire à l'échelle du bâtiment, dans sa verticalité pour créer des espaces adaptés aux nouveaux usages. Afin d'inciter les investisseurs et promoteurs à se tourner vers une mixité fonctionnelle dans les immeubles, des mécanismes de régulation du pourcentage de mixité à atteindre (imposables par le Sénat) et d'incitation fiscale (dans les documents d'urbanisme) sont à encourager. Des conditions de réussite ont été définies : le travail avec les collectifs d'habitants pour prendre en compte les besoins locaux et assurer une cohérence avec les usages existants, et la proposition d'une programmation

innovante en incluant le principe de réversibilité du bâtiment. [fiche A5 — Mixité verticale]. Enfin, l'activation des rez-de-chaussée permettra de décloisonner les volumes et espaces. [fiche A3 — Socle]

En termes de temporalité, ces actions peuvent être mises en œuvre dès à présent, pour faciliter l'imbrication à venir des programmes. Les projets de densification du quartier prévus en temps 1 (tours de bureaux et de logements) doivent intégrer ces principes de mixité programmatique, et de réversibilité. Sur un temps long, il s'agit d'impulser une nouvelle logique de programmation et d'animation pour que les logements soient accessibles à toutes les populations et que les commerces et services répondent aux besoins locaux.

Ces trois axes stratégiques qui se déclinent en différentes actions impliquent de repenser les montages et processus mis en œuvre. En effet cette stratégie s'appuie sur une logique coopérative associant une pluralité d'acteurs, et une innovation nécessaire dans les outils adoptés.

Trois principes cadres déclinés en montages coopératifs

Pour que les actions proposées puissent exister, la mise en œuvre d'un cadre préalable a été nécessaire. En effet, cette volonté d'impul-

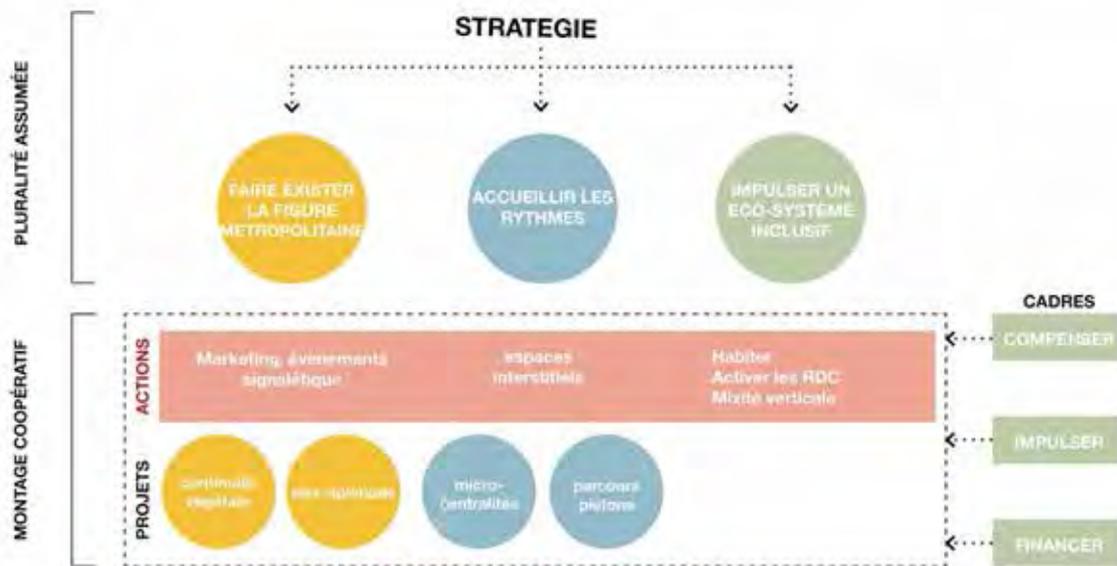
ser un renouveau à AlexanderPlatz ne peut se faire sans la mobilisation de nouveaux acteurs et en réinventant leurs liens.

Compenser, impulser, financer, sont trois actions fondamentales à toute initiative de projet. Les objectifs des étudiants étaient à la fois le renouvellement des principes de gouvernance, ainsi que l'ouverture des marchés à des montages inédits afin de faire émerger les actions.

Compenser par les biais d'outils financiers : La volonté de rééquilibrer les différents niveaux de vie est au cœur des actions menées à l'échelle métropolitaine. En captant une partie des re-

cettes issues de la croissance immobilière, les pouvoirs publics contrôlent mieux son développement et captent des financements nécessaires pour d'autres projets d'intérêt général.

Plafond de valeur: Le principe de plafond de valeur ou de Droit d'Aménagement Transférables est une méthode pour contrôler l'utilisation du foncier en limitant l'étalement urbain et en concentrant le développement. Ce droit est basé sur le concept que la propriété foncière s'accompagne de droit d'utilisation de la terre et de l'aménagement du territoire. La vente de ces droits peut alors financer la ville notamment le logement social (exemple de New York).



Land Value Capture: La saisie de la valeur foncière (LVC) est une taxe qui capte l'augmentation de la valeur des terres générée par l'amélioration de la qualité des infrastructures publiques comme l'accessibilité des transports. Une LVC peut aider à atténuer les difficultés que rencontrent les villes pour obtenir davantage de financements publics, tout en offrant des avantages aux partenaires du secteur privé (augmentation de la valeur des terrains à proximité de l'infrastructure).

Impulser : En encourageant de nouvelles formes partenariales pour conduire des projets urbains en déconstruisant d'une part les contraintes réglementaires fortes et sclérosantes et d'autre part en impulsant une coopération durable entre puissance publique, acteurs privés et usagers.

Appel à projets innovants: Si les montages classiques favorisent une certaine étanchéité des rôles et notamment une place circonscrite des acteurs privés, l'API tend à renouveler et à renforcer les relations partenariales publiques/privées. Cette nouvelle approche offre un terrain fertile d'expérimentation pour la fabrique renouvelée de la ville.

Permis de faire / expérimenter: Le permis de faire s'attache à libérer les formes et les usages des bâtiments publics et des logements sociaux en offrant l'opportunité de déroger à certaines

règles en matière de constructions. L'objectif du résultat prévaut alors sur les moyens à mettre en œuvre pour libérer l'innovation dans les modes de faire et de concevoir.

Financer le logement intermédiaire: Face au paradoxe urbain qu'entretient Berlin entre un important développement immobilier et une culture de l'accueil des populations précaires, il a été souhaité d'impulser de nouvelles façons de fabriquer du logement, qualitatif et social. Il s'agit d'innover dans les manières de penser et de faire le logement en déconstruisant les relations entre foncier et bâti afin de permettre des économies d'échelle pour les usagers.

Dissociation foncier / bâti : le CLT: Ce modèle est fondé sur une propriété partagée. Le propriétaire possède son logement bâti et, une nouvelle structure, le Land Trust, possède le foncier. Le propriétaire peut à tout moment vendre son logement. Toutefois la majorité de la plus-value va au Land-Trust qui la réinvestira afin de garder durablement le caractère abordable des logements. La gouvernance tripartite du CLT équilibre les pouvoirs au sein du Conseil d'Administration qui est composé en trois collèges: celui des habitants résidents, celui des membres généraux, celui de l'intérêt public.

Conclusion

La présentation finale a été l'occasion pour les étudiants de ne pas rendre au directeur des projets urbains de la municipalité de Berlin, Manfred Kühne, un projet dessiné mais de lui privilégier une proposition de méthode, afin de transformer le système d'appréhension et de conception de l'urbanisme en place.

Ainsi, au gré des opportunités qui se présenteront et de l'évolution du contexte urbain, il sera possible de réorienter le projet d'ensemble et ce grâce à l'indépendance de chacune de ses parties et de ses temporalités malléables.

Échanger et travailler en cohorte de trente-trois étudiants venus d'univers et de cultures différents a été l'occasion de confronter, partager et de construire nos visions. Le partage d'un savoir commun, alimenté par les experts encadrant le workshop, et les intuitions de chacun, a servi de socle pour dessiner un cadre de réflexion qui s'est progressivement modelé et affiné au gré des rencontres et des visites sur place, permettant d'établir une vision partagée. La contribution des étudiants est à l'image du défi qui leur avait été posé. Faire un projet avec 33 participants, c'est le pari de composer avec 33 visions. L'essentiel est d'inventer une méthode partagée par tous.

Très en vogue dans nos pratiques urbaines, le workshop, l'atelier, l'intensif, l'étude ne sont pas

définis par des méthodes universelles qui leurs assureraient une certaine réussite. En fonction du contexte, des acteurs, du nombre de participants et de la problématique posée, il pourra prendre des formes multiples. Ainsi, à chaque workshop, une nouvelle définition s'ajoute aux nombreuses qui le traduisent déjà.

¹ Lors du workshop, les "plaques" ont été définis comme étant des lieux identifiables aux caractéristiques distinctes, autant sociologiquement que spatialement.

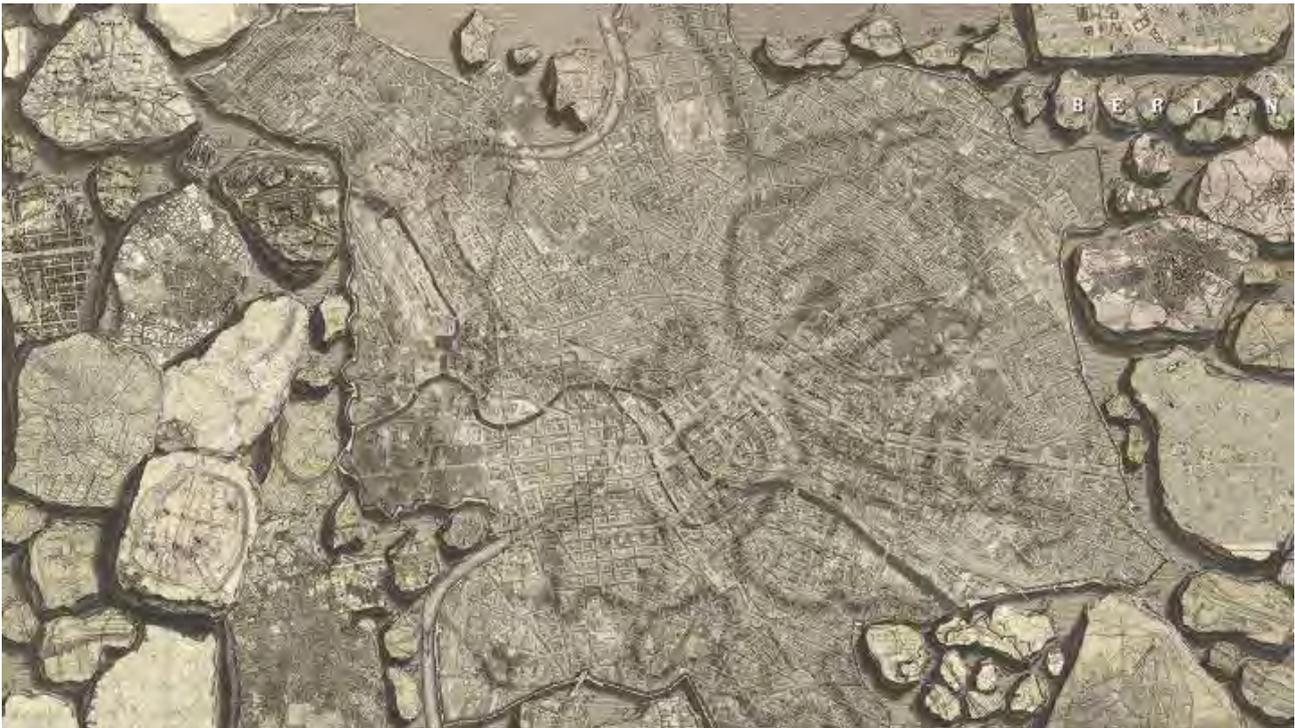
Berlin 2019

Remerciements : Manfred Kühne, directeur des projets, Département du Senatsverwaltung für Stadtentwicklung und Wohnen ; Götz Müller, EU-Angelegenheiten und Internationales la Stadtwerkstatt ; Ulla Hoemberg et Margareta Tireviciute, du service d'urbanisme de la « fabrique de la ville » ; Nina Peters de la Werkstatt de la *Haus der Statistik* ; Johanna Schirmmacher, Nadine Radtke, et Julia Theuer de Weber+ Partners à Marzahn Mehrhower Allee ; Ulrike

Dannel de Stern, Thekla Zechner et Rebekka Wall à Dragoner Areal; Ali Saad de LIA-LIN; Urs Kumberger de TeleInternetCafé ; Anna Lundqvist, Man Made Land.

Encadrement: Marco Cremaschi, Irène Mboumoua, Marie Barraud, Cécile Oberkampf et Florent Lévêque.

Participants : Camille Boursiez, Jean Bénet, Benjamin Christiaen, Ky-Anne Dalix, Joffrey Elbert, Viktorie Fiserova, Marie Galland, Corentin Gallard, Pauline Geneste, Vanille Guichard,



Le Rapport de Berlin 2019, par Tadeusz Pruszkowski

Luce Guignard, Julie Guittard, Conslant Har-
bonn, Claire Hoppenreys, Juliette Jestin, Sarah
Kenani, Laure Khayat, Anette Labuschagne,
Ronan Lacroix, Thomas Layan, Clémence Le
Bozec, Damian Le Troter Serra, Jacques Lon-
go, Julia Munarriz Polo, Karolina Obuszko, Eva
Pellerin, Valentin Petit, Elise Poredos, Tadeusz
Pruszkowski, Diego Rodriguez, Adèle Sorge,
Lisa Sudre, Benoit Sénéchal.

Conférence: « Migrants and cities », Ecole Ur-
baine, Centre d'Études Européennes Sciences
Po, CIERA Paris, Centre Max Bloch Berlin, avec
Christine Barwick, Centre Max Bloch; Elena
Fontanari, Université de Milan; Nihad El-Kayed,
Humboldt-Universität; Laura Colini, Expert
Urbact; Talja Blokland, Humboldt-Universität de
Berlin.

DES ENJEUX URBAINS COMMUNS

IMMIGRATION : EMBOÎTEMENT D'ÉCHELLE À LA FRONTIÈRE EUROPÉENNE

Marie Bassi

L'enjeu de l'immigration a acquis depuis quelques années une intensité politique extrême qui travaille en profondeur les États européens. Leur capacité à contrôler les mouvements de population sur leurs territoires, symbole de la souveraineté nationale, est mise au défi par l'accélération et la globalisation des flux migratoires. En Italie, l'enjeu migratoire a connu un processus de politisation rapide, notamment depuis la transformation de la Méditerranée centrale en l'une des principales routes migratoires pour rejoindre l'Union européenne dans les années 2000.

Ces 20 dernières années, près d'un million de migrants ont débarqué sur les côtes italiennes ou y ont été transférés après avoir été interceptés en mer. Entre juin 2015 et juin 2017, 550 000 personnes ont débarqué en Italie. Les arrivées ont eu lieu en majorité dans les ports de Sicile et particulièrement à Lampedusa, petite île de 22 km² située à 300 km au sud de l'Italie. Partis des côtes libyennes, tunisiennes ou égyptiennes, les nationalités des arrivants ont varié au gré des périodes et des contextes socio-économiques et géopolitiques. Depuis l'été 2017, les arrivées maritimes ont fortement diminué. En 2018, 21 112 personnes ont débarqué en Italie et 8632 de janvier au 16 octobre 2019, ce qui représente une diminution de 92% entre 2017 et 2019 (Ministero dell'Interno). Le risque

légal de la traversée maritime a néanmoins fortement augmenté : en octobre 2018, 19 % des personnes qui avaient tenté la traversée depuis la Libye sont mortes ou disparues, un pourcentage jamais atteint sur la route méditerranéenne (ISPI 2018). Ce basculement est lié dans un premier temps à la politique mise en œuvre entre décembre 2016 et juin 2018 par le ministre de l'Intérieur, Marco Minniti, issu du Parti démocrate. Elle a été l'origine d'accords signés entre l'Italie et la Libye visant à stopper les flux arrivant en Italie et transitant par la Libye. Dans un second temps, entre juin 2018 et août 2019, les politiques migratoires, défendues par le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, issu du parti xénophobe de la Ligue, ont accentué cette tendance. Elles se caractérisent par la poursuite des accords avec la Libye, par la criminalisation des bateaux affrétés par les ONG pour porter secours aux embarcations en détresse en Méditerranée et par la fermeture des ports italiens à ces mêmes bateaux.

Dans ce contexte, de nombreuses images désormais banales scandent depuis des années, et avec une acuité particulière depuis 2015, les unes de la presse italienne et européenne. Bateaux surchargés en haute mer et empêchés d'accoster, corps repêchés ou récupérés dans les embarcations, débarquements de migrants sur les plages : la surexposition médiatique de

la Sicile contribue à en faire une avant-scène du « spectacle de la frontière » (Cuttitta 2012). Ce bref chapitre a pour objectif d'aller au-delà ce qui s'affiche sur les écrans de télévision et de dépasser l'analyse de ces moments d'urgence humanitaire et de gestion sécuritaire. Il s'agit en effet de montrer comment l'émergence de l'enjeu migratoire en Sicile, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques dans ce domaine sont le résultat de l'interaction d'une multitude d'acteurs, publics, privés et associatifs, situés à différentes échelles de gouvernement. Sur un plan méthodologique et ontologique, cette posture intellectuelle implique de décortiquer les interactions verticales entre l'Union européenne, le gouvernement italien, les autorités locales siciliennes et les acteurs non-étatiques. Nous verrons donc à quel point l'UE a joué et continue de jouer un rôle structurant et dans la « frontièrisation » (Cuttitta 2012) de la Sicile et dans la gouvernance actuelle de l'immigration. Nous porterons ensuite le regard sur l'échelle locale. Celle-ci ne se limite pas à appliquer passivement les injonctions nationales et européennes mais dispose d'une marge de manœuvre et impulse des politiques. Enfin, nous nous intéresserons aux interactions horizontales en examinant le rôle moteur des acteurs associatifs et des groupes militants dans l'émergence de l'enjeu migratoire et la prise en charge des

étrangers en Sicile, ce qui permettra de retracer un processus de politisation et de production de politique « par le bas ».

Le premier acteur qui vient à l'esprit dans ce jeu d'interaction est l'Union européenne. En effet, c'est l'eupéanisation des politiques d'immigration et d'asile à la fin des années 1980 qui a placé l'Italie et la Sicile au cœur de dynamiques multiniveaux qui ont construit l'enjeu migratoire. Il y a une trentaine d'années à peine, la question de l'immigration n'était pas un enjeu en Sicile. L'immigration n'était pas considérée comme un problème, ni un objet de mobilisation, alors que le Canal de Sicile était déjà un espace de mobilité internationale pour des pêcheurs tunisiens. La Sicile était avant tout une région d'émigration et les enjeux locaux qui structuraient les mobilisations locales concernaient la violence mafieuse et la militarisation de l'île (Bassi 2015). Quant à Lampedusa, elle ne jouait aucunement un rôle de frontière, ni sur un plan pratique ni sur un plan symbolique : jusqu'au milieu des années 1980, cette petite île était inconnue du grand public et ne figurait même pas dans les manuels scolaires (Bassi 2018).

Mais en 1995, les accords de Schengen sont ratifiés et l'Italie devient une frontière européenne. La suppression des contrôles aux frontières intérieures va de pair avec un renforcement des frontières extérieures. Pour entrer dans l'espa-

ce Schengen en 1997, l'Italie doit rassurer ses partenaires européens préoccupés par la perméabilité de ses frontières maritimes. Sous la pression des autres Etats, elle durcit sa politique migratoire et fait de la lutte contre l'immigration irrégulière une priorité. Elle limite les canaux d'entrée légaux et crée les premiers centres de rétention destinés à enfermer et expulser les étrangers sans titre de séjour. Le gouvernement signe également plusieurs accords de réadmission et de coopération policière avec les pays du pourtour méditerranéen (Algérie, Maroc, Égypte, Tunisie, Libye), accords régulièrement renouvelés dans les années qui suivent (Cassarino 2015). De nombreux dispositifs d'encampement (Agier 2011) - centres de rétention, centres de premier secours, centres d'accueil - sont créés en Sicile. Cette région devient le premier point d'entrée par la mer en Italie en 2002 et depuis, Lampedusa ne cessera d'incarner le symbole de la frontière européenne.

L'impact de l'UE s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui. L'une des matérialisations les plus visibles de cette influence est sans doute la création des hotspots, ces nouveaux dispositifs européens installés dans les principaux lieux de débarquement, en Italie et en Grèce. Ces centres ont une fonction de premier secours et de contrôle : identification, relevé d'empreintes et division entre « demandeurs d'asile » et «

migrants économiques ». Officiellement, la prise en charge des migrants y est limitée au temps strictement nécessaire à l'identification (quelques jours maximum) ; dans les faits, elle dure souvent plusieurs semaines, voire plusieurs mois. En 2016, le choix d'installer les hotspots italiens en Sicile – et le premier du continent européen à Lampedusa – n'est pas anodin. Le personnel d'agences européennes est envoyé dans ces centres afin de vérifier que les forces de sécurité italiennes procèdent à l'identification et au relevé d'empreinte systématique des exilés arrivant sur l'île : personnel de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex), du Bureau européen d'appui en matière d'asile (Easo), de l'Office européen de police (Europol).

La politisation de l'enjeu migratoire est donc directement liée à l'eupéanisation de la politique d'immigration et à sa sécurisation croissante. Les acteurs supranationaux ne sont cependant pas les seuls à compter. Le niveau local aussi joue un rôle très important. Contrairement à la sociologie américaine qui, dès les années 1920, identifiait la ville comme un espace pertinent pour analyser les processus migratoires, la littérature européenne a longtemps délaissé l'échelle locale au profit du niveau étatique. Face aux nombreuses limites de cette approche stato-centrée, normative et institutionnelle, un

déplacement de regard vers l'échelle locale a connu un succès important parmi les recherches sur les « nouveaux pays d'immigration » de l'Europe du Sud (Espagne, Portugal et Italie), notamment à cause de l'intérêt tardif des institutions nationales pour la question migratoire. En Italie, les fortes différences territoriales dans l'accès aux services sociaux et la délégation de compétences sociales et migratoires aux administrations locales ont aussi justifié ces analyses localisées (Caponio et Borkert 2010). En effet, l'émergence de l'enjeu migratoire s'articule avec la réorganisation de l'action publique. L'Italie n'a cessé de renforcer le processus de décentralisation engagé dans les années 1950. À partir de la fin des années 1990, les collectivités locales sont ainsi devenues des acteurs centraux des politiques sociales et migratoires. Dans ce contexte, la Sicile, en tant que région à statut spécial dispose de compétences particulièrement importantes, notamment dans le domaine social.

L'importance de l'échelle locale et les tensions multiniveaux s'observent aussi dans la mobilisation de certains élus locaux qui dénoncent les injonctions sécuritaires du gouvernement italien et de l'Union européenne. Plusieurs maires siciliens, notamment ceux de Palerme, de Messine, de Syracuse et de Lampedusa, ont ainsi appelé à la mise en place d'un réseau

transnational de « villes refuges » (Furri 2017) dans lesquelles serait garanti un accueil digne aux étrangers. L'actuel maire de Palerme, Leoluca Orlando, et l'ancienne maire de Lampedusa, Giusi Nicolini (2012-2017) ont incarné les symboles de la résistance locale aux politiques migratoires, nationales et européennes, et ont régulièrement fait appel au droit européen des droits de l'Homme pour défendre leur position. La marge de manœuvre de l'échelle municipale se traduit aussi dans l'organisation des centres de second accueil (centres SPRAR) visant à offrir un « accueil intégré » aux demandeurs d'asile et aux réfugiés. Ceux-ci reposent sur un réseau composé des autorités locales et d'associations : sur une base volontaire, les communes manifestent leur intention de participer au « système SPRAR » et proposent, en s'appuyant sur le secteur associatif, des projets d'accueil et d'intégration.

La réorganisation de l'action publique ne se limite pas à la délégation verticale de compétences au niveau supranational et aux collectivités locales. Elle repose aussi sur des mécanismes de subsidiarité horizontale qui accordent une place déterminante au secteur associatif dans la gestion des problématiques liées à l'accueil et au contrôle des migrants. Les réformes des années 1990 vont en effet renforcer le rôle d'un

acteur historiquement central en Italie : les organisations non-étatiques. Loin d'être homogènes, celles-ci se différencient par leur définition juridique, leurs traditions idéologiques, leurs répertoires d'action, leur taille... Des associations, chrétiennes et laïques, des ONG internationales, des coopératives sociales sont devenues des acteurs majeurs de la gouvernance migratoire. En Italie, la majorité de ces organisations est regroupée dans la catégorie générale du « tiers secteur ». Dans les années 1990, la réduction des ressources publiques, les contraintes d'équilibre budgétaire imposées par l'UE et la demande croissante d'aide sociale obligent les administrations locales à déléguer des fonctions croissantes aux organisations du tiers secteur, dans un objectif de réduction des dépenses publiques. Les scandales de corruption qui touchent la classe politique renforcent la demande de transparence des rapports financiers entre l'administration publique et les organisations du tiers secteur. Ainsi, ces organisations reçoivent un statut juridique et des mesures visant à réduire les négociations privées entre le tiers secteur et les autorités publiques ainsi les pratiques clientélistes sont mises en place. Deux lois décisives dans les années 2000 reconnaissent la nature mixte de l'État-providence italien en affirmant le principe de subsidiarité entre les acteurs publics et le tiers secteur dans

le domaine social. Celles-ci créent aussi des mécanismes concurrentiels pour sélectionner ces prestataires de services sociaux en systématisant les appels d'offres et en introduisant des critères de sélection rationnels : coût et qualité des services. Dans les années 2000, la Sicile adapte ainsi sa législation afin de reconnaître le tiers secteur comme le partenaire central de l'administration publique dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sociales. Les lois migratoires des années 1980 et 1990 encourageant aussi la collaboration entre les collectivités locales et les associations engagées auprès des étrangers dans la gouvernance du phénomène migratoire.

Dans ce contexte, les organisations du tiers secteur se sont imposées naturellement comme des acteurs majeurs des politiques socio-sanitaires liées au phénomène migratoire. En effet, si le rôle de ces organisations est important dans des secteurs sociaux marqués par une implication ancienne des institutions publiques (personnes âgées, handicapés...), il l'est souvent davantage dans les nouveaux secteurs caractérisés par un manque d'engagement explicite de la part des administrations publiques : prise en charge des étrangers, des Roms, des sans-abris, des ex-détenus... Ce rôle central est en partie hérité du passé. En effet, en Italie, et en particulier dans le Mezzo-

giorno, depuis le XIXe siècle, les organisations catholiques assuraient un rôle majeur dans la lutte contre l'exclusion sociale et ont continué à avoir cette fonction auprès d'une nouvelle catégorie de population précaire : les étrangers. Ainsi, à la fin des années 1980, c'est grâce à l'action d'un prêtre installé d'un quartier très populaire de Palerme que naissent deux espaces totalement inédits en Sicile à cette époque : un centre d'accueil nocturne hébergeant une centaine d'étrangers et un centre médical pour étrangers en situation irrégulière, en convention avec l'Université de Palerme et soutenus par les autorités municipales.

Penser les configurations de l'action publique dans le domaine migratoire c'est donc aussi penser l'emboîtement des échelles ainsi que les interactions horizontales entre acteurs publics et tiers secteur.

Cependant cette dimension institutionnelle est incomplète pour comprendre la complexité des jeux d'acteurs impliqués dans l'enjeu migratoire. Il faut en effet tenir compte des éléments qui fondent la spécificité de l'espace local sicilien. Nous en avons évoqué certains : les normes européennes, la localisation de la Sicile, la multiplication des conflits dans la rive sud de la Méditerranée et la médiatisation des boat people arrivant sur les côtes siciliennes qui ont fait de cette région le symbole de la frontière

européenne. L'insularité de ce territoire a aussi créé un effet loupe, qui se prête à la théâtralisation du contrôle migratoire tandis que le régime d'exception qui caractérise généralement les espaces insulaires (Schmoll et Bernardie Tahir 2014) s'est vérifié en Sicile. Il faut ici ajouter le fait que la Sicile est une région pauvre, qui a connu et qui connaît encore une forte émigration, dont l'économie repose essentiellement sur l'agriculture saisonnière et le tourisme. L'absence d'industries explique la faible intensité des luttes ouvrières et l'implantation marginale des syndicats. On peut aussi évoquer l'importance des logiques informelles, la défiance vis-à-vis de l'Etat et le fait que la mafia, l'Eglise et la famille jouent un rôle important de régulateur social. Ces configurations sociales propres contraignent l'action publique, les stratégies des acteurs et les processus de politisation (Briquet et Sawicki 1989). L'intérêt porté à l'échelle locale dans sa dimension sociologique nous permet d'inclure dans l'analyse un dernier groupe d'acteurs auquel on pense moins spontanément : les réseaux militants. Ceux-ci ont pourtant largement contribué à faire émerger l'enjeu migratoire dès les années 1980 et ont participé à la co-construction des politiques en la matière. Ces réseaux se mobilisent à travers un usage fréquent de différents répertoires protestataires (manifestations, actions de désobéissance

civile, contentieux juridique) et à travers l'aide quotidienne aux étrangers : accompagnement administratif, aide juridique, hébergement etc... Des avocats, des prêtres, des associations, des collectifs informels, des centres sociaux, des syndicats se sont mobilisés en faveur de la cause des étrangers en Sicile.

Dans les années 1980-1990, les pionniers sont les réseaux communistes, catholiques et libertaires. À la différence de la tradition « tiers-mondiste » et humanitaire des grandes organisations catholiques, des prêtres, qui entretenaient une certaine distance avec la hiérarchie ecclésiastique, développèrent un registre contestataire et politisé et interagirent fortement avec les communistes. Ces trois groupes d'acteurs ont ainsi participé ensemble à des actions de contestation et ont partagé un cadrage commun de l'enjeu migratoire en termes de lutte antiraciste. Comment comprendre cette entente en dépit de traditions idéologiques différentes et d'une concurrence dans le champ politique et militant ? C'est l'articulation entre ces mobilisations antiracistes et d'autres grands mouvements qui ont agité la Sicile des années 1980-1990 qui explique cette convergence. Le mouvement pacifiste, le mouvement antimafia et le mouvement contre les politiques néolibérales, très forts dans la Sicile, furent en effet le creuset des rencontres entre militants communistes et

libertaires et catholiques, et d'un multi-engagement qui les amena progressivement à investir la cause migratoire. La faiblesse numérique des militants, trait caractéristique de la Sicile par rapport aux régions du nord de l'Italie, ainsi que l'intensité locale des luttes pacifistes et antimafia ont favorisé l'imbrication des réseaux militants, et resserré les liens entre divers groupes au-delà des divergences idéologiques. Sans être gommées, celles-ci n'ont pas empêché la participation commune aux protestations. C'est dans cette imbrication, mais aussi dans la relation construite avec les réseaux antiracistes nationaux, que s'est structurée la cause migratoire en Sicile.

Les connexions qui s'établirent au cours de ces deux décennies préparèrent le terrain pour la formation, dans les années 2000, d'une vaste coalition marquée par l'arrivée d'une nouvelle génération militante issue du mouvement altermondialiste. Celui-ci constitua un bassin de rassemblement des groupes contestataires historiques, actifs en Sicile dans les années 1980 et 1990, et de militants âgés de 25 à 35 ans, socialisés à l'idéologie libertaire et souvent membres des centres sociaux (la "Sicile antagoniste"). Le cadrage en termes de lutte antiraciste s'atténua et laisse place à un cadrage en termes de lutte contre la rétention administrative et contre les accords avec les pays tiers, en

particulier avec la Libye. La frontièrisation de la Sicile, après l'entrée de l'Italie dans l'espace Schengen et le durcissement de la politique migratoire ont contribué à faire de la rétention administrative le principal objet de contestation. En outre, les nombreux scandales de détournement de l'argent public et de favoritisme dans l'attribution des marchés publics pour la gestion des centres d'accueil et de rétention et le fait que la mafia était (perçue comme) omniprésente, ont amené les militants siciliens à cadrer la question de la rétention en termes de problématique clientéliste.

Ainsi, en 2004, le Réseau antiraciste sicilien, qui regroupait ces mouvements hétérogènes, est créé. Ses membres s'investissent particulièrement à Lampedusa qui se transformait alors en premier port d'arrivée de la péninsule. À ce titre, la petite île était surexposée médiatiquement tout en étant le lieu de passage obligé pour tout militant engagé en faveur des étrangers : des militants siciliens, italiens, et internationaux y convergeaient pour soutenir les migrants et protester contre la sécurisation des politiques d'immigration. Elle devint le lieu de mise en œuvre des répertoires d'action des militants du RAS : la manifestation, le témoignage direct, la désobéissance civile (sit-in devant les centres de rétention pour empêcher les transferts vers les aéroports, blocages des vols destinés à

expulser les migrants...).

Enfin, à partir de la seconde moitié des années 2000, les militants siciliens eurent de plus en plus recours au répertoire juridique pour contester le régime des frontières. La place des avocats et des juristes devint centrale dans les réseaux mobilisés en faveur des étrangers. Leurs activités étaient variées : conseil et formation à destination des militants, vérification du respect des droits dans les centres de rétention et au moment des débarquements, et contentieux juridique. Cette judiciarisation des répertoires s'accompagna d'une transnationalisation du mouvement de défense des droits des étrangers. Les militants siciliens traditionnellement mobilisés à l'échelle locale ou nationale construisirent des réseaux et des actions collectives qui dépassèrent leurs frontières. Ils firent appel à des alliés situés au niveau européen ou international comme les grandes ONG (Amnesty International, Human Rights Watch), des institutions européennes (le Comité européen pour la prévention de la torture et la Cour européenne des droits de l'homme, la Commission et le Parlement européen) et participèrent aux réseaux transnationaux de protestation (Migreurop, Melting Pot Europa, Borderline Europe...). La transnationalisation du mouvement sicilien résultait aussi de l'eupéanisation des politiques migratoires, du développement des poli-

tiques d'externalisation et de l'entrée en scène de nouveaux acteurs internationaux comme les ONG, qui développèrent des activités de plaidoyer avec des organisations présentes dans plusieurs espaces nationaux et qui s'appuyaient sur des normes internationales pour défendre leurs positions.

Les dynamiques protestataires ne peuvent donc se comprendre qu'en les réinscrivant dans les configurations locales spécifiques de la Sicile. Soulignons également qu'il n'existe pas de coupure nette entre ces mouvements protestataires et les organisations du tiers secteur évoquées précédemment, qu'elles soient dans une logique « humanitaire » (registre caritatif qui cadre les étrangers en victimes vulnérables, souvent développé par l'Eglise) ou gestionnaire (registre managérial des organisations en charge des centres d'accueil et de rétention à qui l'Etat délègue des fonctions de contrôle et d'assistance sociale: pour plus de détail, voir Bassi 2015).

Ce bref chapitre a montré la diversité et l'évolution des formes d'engagement et d'interactions entre les acteurs hétérogènes investis sur un enjeu politique majeur, dans un lieu symbole de la frontière. Tel un miroir grossissant, l'insularité de la Sicile a permis de retracer finement ces jeux d'acteurs. Un réseau local hétérogène qui intervient auprès des étrangers de différentes manières est connecté aux dynamiques nationales et européennes.

es, et opère dans un contexte d'accentuation de la délégation de compétences socio-sanitaires et migratoires aux collectivités territoriales et aux acteurs non-étatiques. La clef de compréhension se situe donc dans l'articulation entre les dynamiques d'interaction entre les multiples acteurs, publics et non-étatiques, les spécificités du contexte socio-économique local, et l'évolution des politiques de l'Italie et de l'Union européenne. Notre approche permet donc de montrer l'imbri- cation entre les espaces politiques locaux, natio- naux et européens et la nécessité de réfléchir à la question à l'autonomie des champs politiques, associatifs, militants, religieux.

TRANSITION(S) : DU BÂTI À LA VILLE

Dimitri Toubanos

La “transition” est devenue le maître mot faisant référence aux actions institutionnelles en faveur de l’écologie. En témoignent, entre autres, la conversion du “Ministère de l’Ecologie et du Développement Durable” en “Ministère de la Transition Écologique et Solidaire”, mais aussi le récent “Grand Débat National”, lancé par le Président de la République Emmanuel Macron et le Gouvernement d’Edouard Philippe en ce début d’année 2019, dont une des grandes thématiques est la “transition écologique”. Au-delà d’un débat sémantique, cette réorientation politique dévoile la stratégie gouvernementale se dessinant en faveur de la construction écologique.

Or, le terme “transition” évoque le mouvement, le passage d’un état à un autre, comme une volonté de penser la ville de l’après carbone. Il succède à une série de notions, à commencer par celle d’écologie, d’environnement, de bioclimatisme et enfin de développement durable. Derrière ces différents termes se cache une volonté politique, apparue à la suite d’initiatives scientifiques mais aussi d’une prise de conscience sociale, ayant pour objectif de s’intéresser à l’impact des activités humaines sur la planète. Parmi ces activités, le secteur du bâtiment est un acteur majeur des émissions de gaz à effet de serre à l’échelle de la France (ADEME, 2011).

Ces émissions demeurent l'indicateur de référence - mis en exergue par le repérage d'un trou dans la couche d'ozone en 1985, puis par le protocole de Kyoto en 1997 - pour analyser l'impact des activités humaines sur la planète, à l'ère de l'Anthropocène. Cette dernière représente une nouvelle ère géologique, induite par l'influence des activités humaines sur la biosphère depuis la révolution industrielle (Crutzen et Stoermer, 2000). Il semble donc opportun d'analyser l'impact des activités humaines liées à la fabrique de l'urbain au regard de la transition écologique actuellement en cours. Deux types de transitions auxquelles est confronté le cadre bâti seront analysés, conduisant à insister sur la nécessité d'un retour vers le local pour répondre aux problématiques émergentes.

Transition constructive

Depuis le rapport Meadows de 1972, de nombreuses actions liées à l'acte de bâtir sont intervenues pour permettre une transformation dans la manière de construire. En effet, à partir des années 1970, sous l'influence des premières réglementations thermiques issues des deux premiers chocs pétroliers de 1973 et 1979, la question de la thermique et de l'énergie est devenue omniprésente dans l'activité de construction. Les projets construits commencent

alors à prendre en compte ces indicateurs, en initiant un travail sur l'isolation thermique du bâtiment, sur le chauffage, puis sur la ventilation.

En quarante ans, sept réglementations thermiques ont été mises en place en France, accompagnées par plus de quinze labels et certifications. Ce corpus de réglementations a eu une influence concrète sur la manière de construire, notamment avec la multiplication d'équipements et de technologies dites "innovantes" qui s'installent massivement dans les bâtiments, afin de maîtriser leur consommation énergétique. Ces bâtiments deviennent alors des "machines" performantes, optimisées et sur-isolées, qui se fondent sur des modèles de calcul mais ne prennent pas en compte les usages. En réalité, en imposant des obligations de moyens et non des obligations de résultats, les différentes contraintes réglementaires conduisent à une répétition de solutions techniques ayant prouvé leur efficacité dans un simulateur. Or, l'absence de vérification de la performance réelle dans le bâtiment construit, couplée à des technologies qui ne sont pas toujours maîtrisées par l'utilisateur final, génèrent des écarts importants entre la théorie et la pratique (Toubanos, 2018). Cette quête de prouesse technique est alimentée par le mythe du progrès et de la croissance sans limite, rendant alors les bâtiments toujours

plus grands, plus performants, plus connectés, voire plus intelligents. La transition a bien lieu, mais elle consiste en une adaptation technologique à un modèle dépassé, celui des “Trente Glorieuses”, durant lequel la construction était synonyme d’abondance.

Au-delà de la performance technologique, le cadre bâti est également confronté à une recherche de transition dans la manière d’exploiter les ressources de la planète. Il s’agit d’une transition dans le choix des matériaux et des cultures constructives qui s’appliquent à un projet de construction. Ainsi, l’utilisation de matériaux biosourcés devient l’apanage contemporain du bâtiment responsable. L’utilisation du bois dans la construction refait surface, accompagnée par la renaissance de la terre, de la paille et du chanvre, entre autres. L’utilisation de ces matériaux a le mérite de poser la question de l’empreinte écologique d’un bâtiment, c’est-à-dire de la quantité de ressources naturelles nécessaires pour le produire, ainsi que de la quantité de déchets qui en émanent. Ce faisant, la provenance des matériaux de construction est interrogée, en privilégiant les circuits-courts et les savoir-faire locaux. Par ailleurs, cette réflexion permet également d’interroger le cycle de vie des matériaux de construction et du bâtiment. Comment réutiliser les matériaux d’un bâtiment lorsqu’il arrive à la fin de son cycle de vie ?

Faut-il le rendre démontable ? Telles sont les questions que soulève la transition constructive à laquelle nous faisons face. Elles supposent la mise en place de techniques constructives qui privilégient l’assemblage et la préfabrication, dans le but de pouvoir déconstruire le bâtiment en vue de son recyclage.

En parallèle, la prise en compte de l’empreinte carbone du bâtiment se retrouve dans les nouveaux labels et réglementations en cours de réflexion, à l’image du label BBCA et du label E+C-, qui préfigurent la future réglementation thermique. Une transition réglementaire est donc également en marche.

Ces avancées permettent un retour vers du “bon sens”, mais subissent toutefois un effet communiquant. En effet, dans une époque où l’image du concours peut souvent primer sur la qualité du projet, peut se poser la question de l’utilité réelle de l’utilisation du bois dans certains bâtiments, notamment lorsqu’il s’agit uniquement d’un traitement de façade pour répondre à une aspiration esthétique. En outre, quel est l’intérêt de concevoir un bâtiment en bois en France, si ce bois provient du Brésil ? Enfin, la transition constructive en cours représente un coût, qui ne peut être supporté par tous les constructeurs et tous les marchés. En effet, le surcoût lié à l’application du développement durable sur le projet est estimé entre 5 et 15%

par rapport au coût de construction (Toubanos, 2018). Ce surcoût peut être amorti par de grands groupes aux finances saines, qui utilisent parfois les “opérations durables” comme des démonstrateurs. Or, pour des acteurs moins solvables, comment rendre opérationnelle la transition écologique ? Le cas de la Grèce illustre très bien cette réflexion. Dans un pays en récession depuis 2010, l'ensemble du secteur du bâtiment est en crise. Les constructions sont suspendues et les bâtiments sont délaissés, comme nous avons pu le constater à Salonique en mai 2017. Dans ce contexte, mettre en place des technologies innovantes pour imaginer la “smart city” de demain devient une forme d'utopie.

Transition opérationnelle

La transition constructive à laquelle s'expose le cadre bâti contemporain est complétée par une transition opérationnelle. Il s'agit, en effet, d'un bouleversement dans la manière d'aborder le rapport entre la construction neuve et le patrimoine existant. Elle consiste à imaginer l'évolution des bâtiments dans le temps, en travaillant notamment sur leur réhabilitation, reconversion ou transformation, en opposition avec une réflexion portée uniquement sur les bâtiments neufs.

Cette transition opérationnelle a pu s'opérer

notamment grâce au fait que le traitement du patrimoine existant soit devenu une préoccupation majeure pour les pays industrialisés. Cet effet est dû au rapport, en termes de volumes, entre les opérations neuves et les projets déjà construits. En effet, en prenant l'exemple du logement en France, les statistiques dévoilent que le nombre de constructions neuves entre mars 2014 et mars 2015 s'élève à 363 300 logements (CGDD, 2015), alors que le nombre de logements existants au 1er janvier 2016, établi par l'Insee, s'élève à 35,4 millions d'unités. L'Insee poursuit en indiquant que “Au 1er janvier 2016, la France métropolitaine compte 34,5 millions de logements. Depuis trente ans, le parc s'accroît de 1 % par an en moyenne” (INSEE, 2016). Ces chiffres révèlent que la construction neuve ne représente que 1% du patrimoine de logements existants en France. À l'opposé, le patrimoine existant, pouvant faire l'objet d'une rénovation, d'une réhabilitation ou d'une transformation, représente 99% du patrimoine global. Le volume de logements existants à traiter est considérable, démontrant ainsi la capacité du patrimoine existant à muter et conduisant ainsi à une transition opérationnelle dans le type de projets à développer. Parmi les facteurs expliquant la capacité du patrimoine existant à évoluer, on retrouve sa déplorable performance énergétique. L'ADEME

décrit ainsi que “rapportées au m², les consommations des logements les plus anciens se situent près de 50 % au-dessus de celles des logements récents : plus de 200 Wh/m² pour les logements antérieurs à 1970, 140 kWh/m² pour les logements construits depuis 2006.” (ADEME, 2015). La réhabilitation énergétique du patrimoine existant devient alors un enjeu majeur pour la construction. Cet enjeu prend la forme de politiques qui favorisent la rénovation énergétique, à l’image du plan de rénovation énergétique de l’habitat, inscrit dans la Loi Duflo 2, qui imposait notamment la rénovation de 500 000 logements par an, dont 120 000 sociaux, afin de sortir plus de 4 millions de Français de la “ précarité énergétique “. Renforcé par la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition écologique pour la croissance verte, ce plan est accompagné par plusieurs incitations financières pour les particuliers. La transition opérationnelle est ainsi mise en œuvre à travers des actions politiques et des incitations financières.

Au-delà du logement, plusieurs exemples de transformations de l’existant se repèrent en France et à travers l’Europe. Il s’agit d’équipements et de centres commerciaux emblématiques, à l’image du Caixa Forum à Madrid, réalisé par les architectes Herzog & de Meuron, ou encore la Philharmonie de Hambourg par

les mêmes architectes, de l’usine Le Lingotto à Turin par Renzo Piano, voire même de l’école d’architecture de Paris Val-de-Seine en France, réalisée par Frédéric Borel, ou encore des Grands Moulins de Pantin réalisés par Reichen et Robert & Associés. Ces projets témoignent de la requalification de bâtiments emblématiques en de nouveaux projets, qui accueillent de nouvelles fonctions et permettent de fédérer un territoire en le renouvelant. Comme l’indique Francis Rambert, “ce renouvellement urbain nous plonge dans l’ère de la superposition, du palimpseste, il ouvre le champ de la réinterprétation, voire celui de la réinvention” (Rambert et alii, 2015) .

La requalification d’un patrimoine emblématique a d’ailleurs été envisagée par les étudiants du Cycle d’Urbanisme à Thessalonique en mai 2017. L’ancienne usine de fabrication de bière, FIX, a ainsi été le théâtre d’un projet de transformation proposé par les étudiants.

Enfin, la réflexion sur le traitement du patrimoine existant permet de répondre à des problématiques liées au foncier et au coût de construction. En effet, la capacité de densifier, voire de surélever certains bâtiments, rend exploitable un foncier inexploré, notamment en zones tendues. Par ailleurs, le choix d’une réhabilitation peut parfois être moins coûteux que celui d’une démolition/reconstruction,

comme l'ont indiqué Frédéric Druot et Jean-Philippe Vassal, en référence à leur opération de réhabilitation de la Tour Bois-le-Prêtre, réalisée à Paris en 2011. Dans ce projet, les architectes ont estimé que le coût pour une démolition-reconstruction aurait été de 20 millions d'euros, alors que le coût du projet réalisé, fondé sur la transformation de la tour existante, s'est élevé à 12 millions d'euros (entretiens de l'auteur avec Jean-Philippe Vassal, le 20/02/2017 et avec Frédéric Druot, le 08/03/2017). Le raisonnement en termes de coût s'applique également dans des villes comme Salonique et Buenos Aires, ainsi qu'à Lampedusa, dans lesquelles la capacité d'investissement financier est réduite.

Retour vers le local

En considérant les transitions constructives et opérationnelles qui sont en cours, se pose la question de l'évolution des manières de faire. Il s'agit là de réussir à "entrer en transition", en initiant un mouvement qui consiste à s'inspirer du changement des mentalités pour transformer le processus de fabrication des villes, à l'heure de la transition écologique. Ce travail a été initié par Rob Hopkins, qui propose de mettre en place des "Initiatives de Transitions" en s'inspirant de la permaculture, soit "la contraction de permanent culture, qui désigne la création d'une culture de la permanence". Celle-ci consiste à

suivre différentes étapes en mettant en place "un système de conception visant à créer des établissements humains viables", fortement influencée par le travail de David Holmgren. La traduction de cette réflexion dans l'activité de construction apparaît dans le développement d'approches "Low-Tech". Celles-ci consistent à réduire l'impact de la technologie dans un projet de construction, au profit de techniques traditionnelles qui se fondent sur les savoir-faire locaux. "Less is more" prônait un célèbre architecte, ce qui revient à imaginer des projets architecturaux et urbains qui maximisent les apports du lieu, du "déjà-là", en ne faisant appel à la technologie que lorsque celle-ci est essentielle pour le bien-être des habitants. Dès lors, le climat devient une composante essentielle dans l'activité de conception, en recherchant le "bon sens" qui sert l'utilisateur plutôt que la solution technologique innovante.

Ce "monde de basses technologies, sobre en ressources" comme le décrit Philippe Bihouix, n'est toutefois envisageable que si une réelle transition dans les manières de penser et d'agir sur le cadre bâti s'opère. Cela nécessite de reposer la question de la surconsommation des ressources naturelles pour produire la ville, en opposition à l'accélération technologique et constructive qui est actuellement en cours. Ce faisant, les normes et leurs modèles de calcul

doivent être révisés, en évitant ainsi la sur-isolation et l'installation massive d'équipements pour tenter de maîtriser l'environnement et les conditions climatiques qui le composent.

En parallèle, cette réflexion s'appuie sur l'existant, que celui-ci soit matériel, économique ou culturel. La structure existante d'un bâtiment délaissé à Salonique ou à Buenos Aires peut ainsi devenir le lieu d'un projet de transformation, en vue d'un nouvel usage. L'exploitation des ressources locales, à l'image de la pierre, du bois et de la terre, peut également devenir une source d'innovation conceptuelle, en s'appuyant sur la culture constructive et les savoir-faire locaux. Cela permettrait également de faire revivre une économie locale, en mettant en place des circuits courts et en formant les jeunes générations - souvent au chômage dans les pays analysés - à des techniques considérées comme obsolètes au profit d'un produit importé à des milliers de kilomètres. Les nouveaux métiers et l'économie circulaire qui émanent de cette réflexion permettent alors de transformer le modèle de production sur le long terme.

En outre, la recherche des spécificités locales, du "Génie du lieu" ou de l'"Histoire sourde du lieu", permet de répondre à des aspirations sociales impactant sur la politique. En effet, dans un contexte de montée du protectionnisme et du nationalisme, l'identification puis la mise en

exergue d'une identité culturelle locale permettrait de retisser du lien social autour d'un projet commun. Le développement des techniques de constructions locales et des circuits courts devient ainsi un rempart contre la standardisation de la production urbaine issue de la mondialisation, mais également contre la paupérisation de certains territoires considérés comme moins attractifs. Lampedusa pourrait alors devenir le lieu d'une expérimentation constructive et culturelle, un laboratoire vertueux à l'échelle européenne, voire mondiale.

Cette réflexion sur la transition écologique dans l'acte de bâtir tente d'identifier un modèle qui pourrait succéder au "développement durable", imaginé par l'équipe Meadows en 1972 et défini dans le rapport Brundtland de 1987.

Or, très récemment, Dennis Meadows indiquait que "il n'y a pas de développement durable. Dans les années 1970, il était sans doute possible d'imaginer un développement durable, parce qu'il était encore envisageable de croître. Mais maintenant il va nous falloir décroître, et dans ces conditions, ce que nous disons en utilisant l'expression « développement durable » relève du fantasme et ne peut constituer une base utile pour projeter."

Meadows préfère ainsi le terme "résilience", qu'il qualifie comme étant "la capacité d'un système à absorber un choc et à continuer de

fonctionner". À travers la résilience, se pose la question de l'adaptation au temps et à ses aléas. Et si le modèle tant recherché n'en est pas un, mais plutôt un processus, un système de pensée, qui vise à permettre une prise de recul et une considération de l'évolution du fait urbain à travers le temps?

MÉTROPOLE : INSTITUTIONS ET FORMES URBAINES

Francesca Ferlicca et Alejandro Sehtman¹

Les villes du monde se développent d'une manière vertigineuse. Plus de 50% de la population mondiale vit dans des villes, du fait de flux migratoires conduisant des millions de personnes des zones rurales vers des zones urbaines à la recherche d'une meilleure qualité de vie et de meilleures opportunités. La tendance se poursuit, apparemment de manière irréversible. Selon les prévisions des Nations Unies, au cours des cinq prochaines décennies, nous construirons autant de villes qu'au cours des 5 000 dernières années (UN Habitat, 2016). L'Argentine ne fait pas exception à la règle: actuellement, 92% de sa population est urbaine (INDEC, 2010) et des dizaines de villes intermédiaires à travers le pays sont en voie de devenir des agglomérations urbaines. Ces effets compliquent la gestion des territoires puisqu'elle transcende les frontières municipales et, dans certains cas, provinciales.

Cette croissance urbaine accélérée et cette surcharge démographique ont des répercussions sur la population et, si elles ne sont pas résolues dans un proche avenir, pourraient devenir irréversibles à moyen et à long terme. Le scénario d'une urbanisation accélérée, tout en stimulant la croissance économique et l'industrialisation, a un impact négatif sur la vie de millions de familles en quête d'un meilleur avenir dans les villes.

¹ Francesca Ferlicca est responsable des §§ 1 et 4, Alejandro Sehtman des §§ 2 et 3.

L'explosion de la croissance urbaine entraîne un déficit de logements, la pauvreté et l'informalité dans les zones marginales. Assurer des services publics de qualité devient un défi difficile à atteindre, plus encore dans les territoires qui ne se coordonnent ni ne coopèrent. Les limites de la ville ont été repoussées et ont dépassé de nombreuses activités urbaines telles que les parcs de bureaux, les universités et les zones résidentielles de densité moyenne et faible. Ce court chapitre met en relation la gouvernance métropolitaine avec la forme urbaine dans le cas particulier de Buenos Aires, à travers notamment ses «ruptures» politiques et économiques de la fin du siècle. L'inégalité croissante et l'exclusion sociale s'accompagnent de choix d'organisation territoriale, de formes urbaines originelles.

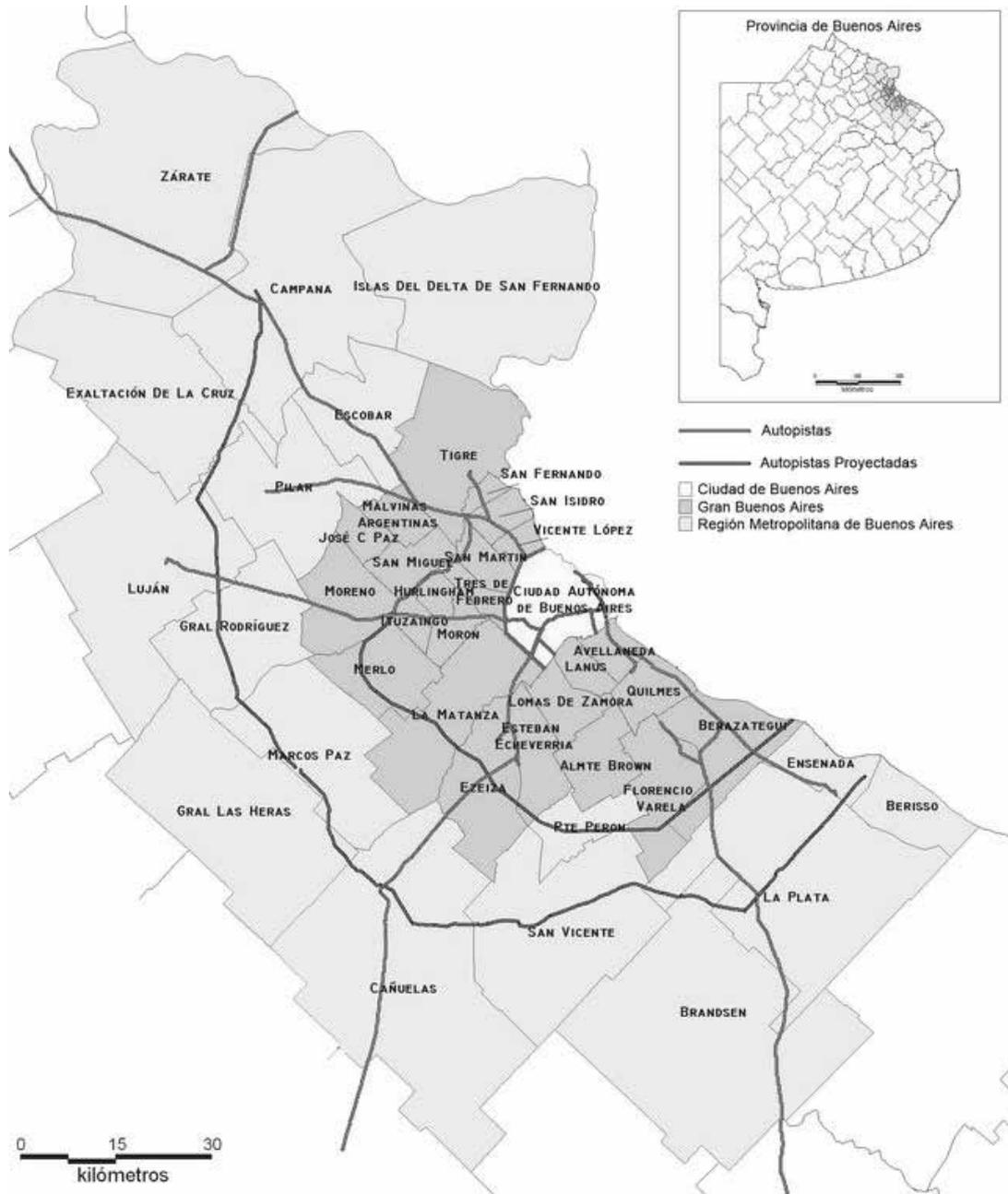
Le développement de l'aire métropolitaine

La région métropolitaine de Buenos Aires (RMBA) possède la plus grande concentration de pouvoir politique et économique en Argentine et, par ce biais, présente des caractéristiques et des modes de développement spécifiques qui la distinguent des autres agglomérations urbaines argentines.

Le RMBA concentre 34% de la population nationale (INDEC, 2010) dans 42 municipalités (cer-

taines en totalité, d'autres en partie) et dans la ville autonome de Buenos Aires. Sur son territoire, aux côtés de neuf autres municipalités de la région métropolitaine de Buenos Aires, des processus distinctifs se sont manifestés au fil des années tels que: la fragmentation des forces de sécurité et des systèmes judiciaires, le manque de planification de la mobilité quotidienne entre les différentes juridictions, la gestion des terres générant de fréquentes inondations et un niveau élevé de déficit de logements, ainsi que l'absence d'une gestion intégrale des déchets. Les agglomérations urbaines qui suivent (Córdoba et Rosario) n'atteignent que 10% de la population de la capitale.

La région métropolitaine de Buenos Aires est le cœur de l'économie argentine, concentrant le 39,8% du PIB national (INDEC, 2010). Le processus de développement urbain, à la suite de Garay (2005), résulte de l'articulation de trois mouvements: l'extension, la consolidation et la densification. Le processus d'urbanisation est ainsi essentiellement constitué d'opérations d'agrégation. La géographie urbaine métropolitaine qui configure le processus de développement urbain montre une dynamique de changement permanent. La littérature a tendance à caractériser principalement cette mutation constante par la transformation de terrains non aménagés en terrains urbains, ainsi que par le



Región Metropolitana de Buenos Aires (RMBA).
Lorena Vecslir

développement matériel de la ville existante. Ces évolutions font référence aux moments que Garay définit comme des moments de consolidation et de densification. Cependant, la dernière phase du développement métropolitain – en particulier du développement urbain des municipalités de la troisième couronne où se trouvait une grande partie de la nouvelle industrie métropolitaine – a entraîné la perte de l'activité industrielle dans le centre-ville et dans la première couronne. Parallèlement, il a acté l'obsolescence des vieilles infrastructures qui soutenaient à l'origine l'activité industrielle de la ville (c'est-à-dire les activités nées du processus de substitution des importations à partir des années 1930).

A partir du milieu des années 1980, trois «ruptures» majeures ont lieu par rapport aux cycles précédents: la restructuration de l'économie, la redéfinition du rôle de l'État et la réorganisation territoriale de la métropole. Sur le plan social, elles provoquent toutes trois une inégalité grandissante et une dualisation entre les secteurs sociaux inclus et exclus en relation avec la nouvelle dynamique de croissance.

La restructuration économique se résume à la crise du modèle d'industrialisation de substitution et à son dépassement incomplet. Elle comprend également l'ouverture commerciale et financière, et la déréglementation des marchés.

La crise de l'industrie de la substitution aux importations, n'allant pas de pair avec l'émergence de nouveaux types de développement industriel, se traduit par une désindustrialisation de la métropole. Par la même occasion, la sous-traitance des activités économiques progresse et l'expansion du commerce et des services remplacent l'industrie en tant que principale demande d'espace, ciblant les périphéries et le renouveau interstitiel dans les zones centrales. La restructuration de l'État implique l'abandon des politiques propres du cycle de l'État providence, ainsi que l'adoption et l'imposition de politiques néolibérales de partialité, notamment l'ouverture économique, la déréglementation, la privatisation des entreprises publiques et la concession de services urbains. L'État abandonne donc ses fonctions de planification, recule en matière de réglementation et de contrôle, et néglige les politiques de développement social urbain qui ont contribué au déploiement progressif et à la durabilité des périphéries populaires.

Le modèle territorial émergent est marqué par la ségrégation socio-spatiale croissante et par une économie fragmentée vers les extrêmes: les enclaves globalisées d'une part, les zones marquées par la concentration de la pauvreté et l'économie informelle de l'autre, la détérioration des espaces urbains des classes moyennes et

ouvrières en raison du désinvestissement, de la perte d'activités industrielles et commerciales et de l'appauvrissement de ses habitants. Un mouvement de suburbanisation résidentielle des groupes sociaux moyen-élevé et élevé s'y ajoute à travers les nouvelles morphologies des "quartiers fermés" et des "pays" dans la zone périurbaine. Dans les zones consolidées, les tours de jardin sont imposées comme le produit immobilier privilégié des secteurs hauts et se transforment avec la logique habituelle en quartiers traditionnels construits en faible densité. En tant que résultat global de ces processus, une tendance à la divergence urbaine se consolide entre les espaces «stratégiques» (pour l'insertion métropolitaine dans l'économie mondiale) et les espaces «résiduels» (abandonnés à la fois par les investissements privés et publics) laissant de grands secteurs entre les deux, pris au piège dans des cercles de stagnation et de détérioration.

Les institutions métropolitaines

La République argentine est un pays fédéral composé de 24 provinces et de la ville de Buenos Aires. Selon les dispositions de la Constitution nationale, chaque province a compétence sur son territoire. La région urbaine de Buenos Aires fait partie de deux juridictions provinciales différentes: la ville autonome de Buenos Aires et

la province de Buenos Aires. Plus de 42 municipalités font partie de la région urbaine.

La zone métropolitaine de Buenos Aires représente une complexité de politique institutionnelle, en raison de la présence sur son territoire des zones gouvernementales suivantes: la ville autonome de Buenos Aires; plusieurs municipalités de la province de Buenos Aires (dont le nombre dépend des critères de définition métropolitains utilisés, mais comprend entre 24 et environ 40 municipalités); le gouvernement de la province de Buenos Aires; et le gouvernement fédéral.

La configuration gouvernementale actuelle est liée à l'histoire de la configuration urbaine et aux différents moments d'organisation de la ville (Pírez, 1994).

Le gouvernement fédéral est responsable des systèmes de réseau (eau et égouts, énergie électrique et gaz naturel); des transports métropolitains soumis depuis leur privatisation dans les années 90, à la réglementation et au contrôle du service des chemins de fer et des métros de la ville de Buenos Aires; de même, le service de bus reliant la ville de Buenos Aires aux municipalités métropolitaines est accordé aux entreprises privées; la réglementation et le contrôle des communications: bien que les lignes fixes aient été privatisées et soient gérées par deux sociétés privées, tandis que la téléphonie

cellulaire enregistre plusieurs opérateurs; le réseau routier national, en particulier les revenus métropolitains vers la ville de Buenos Aires; les études universitaires; certaines des fonctions environnementales de la région métropolitaine; la planification et le financement des programmes d'assistance sociale; le financement du logement social; la sécurité (police fédérale) et la justice (tribunaux nationaux ordinaires) dans la ville de Buenos Aires.

Le gouvernement autonome de la ville de Buenos Aires a sous sa responsabilité, sur son territoire, les zones suivantes: le réseau routier; la réglementation et le contrôle de l'utilisation des sols et de la construction; l'éclairage public et l'entretien urbain (espaces publics et espaces verts, bâtiments publics, etc.); la réglementation et le contrôle du trafic urbain; la réglementation et le contrôle de l'environnement; la collecte des déchets solides; l'entretien des drains pluviaux; l'enseignement primaire et secondaire; les soins de santé; le logement social.

Le gouvernement de la province de Buenos Aires, sur la partie du territoire métropolitain qui lui correspond (à l'exclusion de la ville de Buenos Aires), est responsable du réseau routier intermunicipal; de la réglementation de l'utilisation des sols; de la réglementation du transport intermunicipal automobile; de la réglementation et du contrôle de la distribution

d'électricité, aujourd'hui privatisée (en dehors de la zone sous responsabilité fédérale), et d'une partie du réseau d'eau et d'assainissement; de l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que de la santé; de la sécurité, par l'intermédiaire de la police provinciale; et du logement d'intérêt social.

Les municipalités faisant partie de la région métropolitaine ont, sur leurs territoires, des pouvoirs en matière de collecte des déchets solides ménagers; de l'entretien des routes; des espaces publics et de l'éclairage public dans leurs zones urbaines. Ils appliquent la réglementation provinciale en matière de réglementation environnementale, ainsi que d'utilisation des sols et de construction. Elles sont également responsables des soins de santé primaires et distribuent les ressources d'assistance sociale provenant des gouvernements fédéraux et provinciaux.

Trois organisations sont en charge de service ou équipements de portée métropolitaine: la Coordinación Ecológica del Área Metropolitana Sociedad del Estado (CEAMSE), appartenant au gouvernement de la province de Buenos Aires et à celle de la ville de Buenos Aires, chargée de l'élimination finale des déchets solides dans la région; le Mercado Central, dépendant de ces deux gouvernements et du gouvernement fédéral, qui doit contrôler l'entrée d'aliments

végétaux périssables; et la Comisión de Cuenta de los Ríos Matanza-Riachuelo, également attachée à ces trois gouvernements, responsables de la planification et de l'exécution des travaux dans cette région métropolitaine.

Les défis

La complexité dans la gouvernance de la région métropolitaine de Buenos Aires (RMBA) est liée au fait que de nombreuses autorités juridictionnelles ont des compétences sur les mêmes territoires ou sur des unités administratives différentes dans le continuum urbain. Comme dans d'autres villes métropolitaines, des tentatives de création d'autorités métropolitaines s'occupant du territoire de la RMBA ont également eu lieu à Buenos Aires. Bien qu'aucun d'entre eux n'ait finalement été mis en œuvre, ils ont permis de produire des recherches utiles sur les questions métropolitaines. Ces bureaux ainsi que les bureaux de planification traditionnels ont élaboré des plans d'aménagement du territoire, examinant parfois l'échelle métropolitaine ou soumettant uniquement des propositions dans les limites administratives.

Au cours des 25 dernières années, Buenos Aires a connu une série de transformations dans ses processus de croissance (étalement, ségrégation, fragmentation, etc.), qui peut trouver des explications dans le contexte des

politiques néolibérales mises en place jusqu'à la crise de 2001 en Argentine. À chaque étape, de nouveaux problèmes se sont superposés à des situations non résolues héritées du modèle de développement précédent. Cette situation pose un certain nombre de défis auxquels la région doit faire face, notamment celui de la relation entre les types de croissance, le défi de l'occupation des sols et de la forme urbaine; l'accès à la terre et aux services des groupes à faible revenu; les conflits émergents sur des questions environnementales; la gouvernance et modèle de planification urbaine et de gestion métropolitaine.

Traditionnellement, les politiques urbaines et environnementales de Buenos Aires jouissaient d'une autonomie importante par rapport au reste de la région métropolitaine. Malgré le changement de statut juridique de la ville en 1996, qui a accru son autonomie, il est toujours difficile de parvenir à un consensus politique. De même, il est important de souligner le calendrier des deux outils de réglementation de l'urbanisme qui restent valables et régissent le MRBA: le décret 8912/77 sur l'aménagement du territoire et la planification de la province de Buenos Aires et le code de l'urbanisme de la ville de Buenos Aires modifié en 2017. Les deux instruments juridiques ont été approuvés en 1977 et ils étaient étroitement associés aux politiques

plus généralement autoritaires et conservatrices mises en œuvre par la dernière dictature. Dans ce contexte, il est important de noter que les municipalités ont de nombreuses faiblesses en ce qui concerne la mise en œuvre de différentes politiques et projets qui affectent la forme urbaine et donc la durabilité métropolitaine. La réduction des capacités de gestion et l'absence de revenus réels suffisants ont généré une forte dépendance politique, instrumentale, économique et financière au niveau municipal. En conséquence, l'exercice effectif du pouvoir au niveau local à prendre des décisions et définir des priorités est généralement subordonné aux stipulations et aux actions des gouvernements provinciaux et nationaux, aux sources de financement externe et/ou aux agents privés dotés d'une capacité d'investissement. D'autre part, l'aménagement du territoire avait, et malheureusement dans de nombreux cas, un mode de fonctionnement technocratique et centralisé. Les techniciens de différents niveaux y prennent leurs décisions en matière de développement selon une logique « descendante » où seule la fourniture est prise en compte et où les ressources sont affectées selon des procédures orientées modèles. De cette manière, la planification réelle a été divisée en secteurs peu intégrés et elle souffre d'une grande absence de capacités opérationnelles efficaces (Catenazzi et Reese, 2000).

Une série d'obstacles persistent donc dans les organisations gouvernementales responsables de la planification et des projets urbains, ce qui complique la préparation et la mise en œuvre de nouveaux outils de planification urbaine. Ceux-ci incluent une tradition forte, réduisant la politique urbaine à une action réglementaire qui applique simplement des codes et des ordonnances de zonage, et impliquant la déconnexion entre les outils urbains (plans et projets), les outils fiscaux et administratifs (simplification de la paperasserie pour certaines activités), les outils de régulation fiscale (incitations et dissuasifs fiscaux) et les politiques économiques actives (financement bancaire avec subventions différentielles en taux d'intérêt).

En termes de gouvernance, de modèle de planification urbaine et de gestion métropolitaine, les dernières années ont présenté une occasion unique pour la gouvernance des zones métropolitaines de la province de Buenos Aires et en particulier pour le RMBA, le gouvernorat de la nation, la province et la CABA, étant donné que les trois niveaux de gouvernement ont le même côté politique. Le dialogue est donc facilité et aide à la coordination des orientations stratégiques pour la gestion métropolitaine. Cependant, le nouveau scénario politique, qui prévoit une élection présidentielle à venir en octobre 2019, contribuera à changer la scène politique et ou-

vrira la voie à une nouvelle étape pour le capital urbain et politique de la région métropolitaine de Buenos Aires.

L'urbain et le métropolitain

L'historien urbain argentin Adrián Gorelik a identifié la grille orthogonale et le parc comme étant les deux structures de base de la ville de Buenos Aires. Selon l'auteur, l'homogénéité du réseau a permis l'émergence d'un espace public urbain bien que le parc soit un site de construction communautaire. Depuis sa consolidation en tant que mode hégémonique d'expansion urbaine au début du 20^e siècle, le réseau est un modèle de règlement presque exclusif. La seule exception historique à la grille est constituée par l'existence de bidonvilles urbains appelés "villas". Ce mode de peuplement, qui sera abordé prochainement, diffère des autres habitats informels latino-américains tels que les favelas ou les poblaciones. Toutefois, durant la plus grande partie du XX^e siècle, sa présence était davantage une "exception qui confirme la règle" (du réseau) qu'un mode de règlement alternatif en lui-même.

Vers les années 80 et 90, Buenos Aires devient enfin témoin de l'émergence de formes urbaines qui se présentent comme une alternative au réseau. Si la grille était un mécanisme de croissance urbaine, les nouvelles alternatives appa-

raîtraient comme un élément clef du précédent modèle hégémonique ; aucune d'entre elles ne semblant être potentiellement universaliste ou du moins hégémonique. Ces formes urbaines émergentes peuvent être analysées comme venant d'en haut et d'en bas en termes d'appartenance sociale de leurs colons. Mais elles peuvent aussi être considérées comme allant vers le haut ou vers le bas de la structure sociale, car elles sont l'expression spatiale urbaine de la croissance des inégalités sociales qui se produisent au cours de ces années. Dans les paragraphes suivants décrivent le plus important de ces modèles.

Gated communities : Les communautés fermées apparaissent dans la région métropolitaine de Buenos Aires dès les années 1960, principalement dans le quadrant nord. Ce n'est que lors de la modernisation massive de l'infrastructure routière par la privatisation des autoroutes et des tarifs de péage conséquents que leur taux de croissance a augmenté de façon exponentielle. Les soi-disant "countries" tirent leur nom de l'abréviation de "country club", nom donné aux premières expériences de projets résidentiels de banlieue, principalement destinés à des résidences secondaires à utiliser le week-end et étroitement liés à la pratique du sport de haut niveau comme le rugby, le golf et le saut d'obstacles. Les pays marquent

une double interruption du réseau. Par rapport à l'extérieur, leurs grandes surfaces délimitent une zone hors de portée du quadrillage orthogonal habituel de cent mètres par côté. À l'intérieur, leur structure est prétendument anti-grille.

La massification des countries marque un retournement de tendance dans la dynamique du marché foncier. Jusque dans les années 1990, la concurrence était centrée sur les parcelles proches du centre-ville. Avec l'émergence de pays pour la première fois, les promoteurs immobiliers désireux de fournir des terrains aux ménages à revenu élevé ont commencé à s'attaquer aux terrains bon marché de la périphérie, rendus précieux par l'amélioration du réseau routier métropolitain. Si le train eut été le moyen de transport qui a rendu possible la croissance presque infinie du réseau, la voiture fut le véhicule par excellence des nouvelles classes moyennes et hautes ayant abandonné leurs quartiers traditionnels à la recherche d'un nouveau mode de vie à l'image des banlieues américaines aux maisons isolées et dont ménages dépendent de la voiture.

Dans les années 2000, une nouvelle vague de communautés fermées a pris son élan. Sur le plan conceptuel, les nouveaux projets étaient une évolution des précédents. Ils comprenaient des logements fermés mais aussi des zones

commerciales exclusives, des écoles et même des universités. Dans le contexte de la crise de 2001-02 qui a secoué l'Argentine, les countries sont apparus comme une alternative au chaos résultant de la désintégration sociale. Les countries constituaient une solution simple pour relever de nombreux défis sociaux tels que l'extrême pauvreté et l'insécurité.

Cette dernière génération de countries a également posé un défi environnemental important dans la mesure où la plupart des nouveaux développements étaient situés dans des zones humides. Outre les menaces à long terme que représente ce type de consommation massive de terres, les nouveaux countries ont causé des dommages à court terme aux colonies de peuplement pauvres voisines sous la forme d'inondations. Cette situation de préjudice direct a ajouté aux extrêmes inégalités perçues créant un nouveau phénomène de proximité, sans contact direct, des plus riches et des plus pauvres de la métropole.

Tours néolibérales : Les countries n'étaient pas la seule expression du nouveau mode de vie du plus haut niveau depuis les années 90. Alors qu'ils proliféraient dans la périphérie, le centre-ville était parsemé d'un nouveau type de solution résidentielle: les tours néolibérales. Ces tours étaient caractérisées par leur accessibilité exclusive (gardée par une sécurité privée et en-

tourées de hauts murs) et par un large éventail de commodités telles que des piscines, saunas, courts de tennis, etc. Elles ont également interrompu le réseau classique, pas uniquement par un espace de la "rive" de la rue, mais parce qu'elles ont cassé le paysage urbain par leur hauteur.

Les tours néolibérales (Cremaschi 2016a) sont généralement développées en utilisant un bloc entier au milieu de la grille. Mais elles ont également été le mode d'établissement prédominant dans le tout nouveau quartier de Puerto Madero. Créé à la suite de la privatisation d'une partie démantelée du port, à proximité du centre-ville, Puerto Madero a attiré la plupart des investissements immobiliers importants dans la zone centrale. Les tours d'entreprise et de résidence définissent le paysage urbain de cette zone, marquant une nette différence entre les zones précédemment construites et la nouvelle zone réservée aux tours.

Les villas (bidonvilles) : Comme il a été noté ci-dessus, les villas sont un phénomène presque centenaire à Buenos Aires. Elles ont d'abord émergé en tant que mode d'établissement transitoire pour les immigrants et étaient donc situées à proximité des ports, comme la célèbre Villa 31 à Retiro. Depuis les années 1930, les taudis ont connu une croissance régulière, les migrants internes répondant à la demande de

travailleurs issus du processus d'industrialisation naissant. Au cours des années 1940 et 1950, les taudis étaient considérés comme un phénomène organique résultant du processus de modernisation: une étape de transition entre la campagne et la ville. Dans les années 1960, il était déjà clair que les taudis n'allaient pas disparaître physiologiquement et qu'ils nécessitaient une action directe de la part des autorités. Trente ans de politiques de logement social, prévoyant des réinstallations forcées en particulier pendant les périodes de dictature, ne suffisaient pas pour résoudre le problème des taudis. Ils se sont avérés être plus qu'une situation de transition. Les taudis constituaient un espace urbain permanent pour de nombreux ménages qui n'étaient pas inclus par l'économie industrielle, même à son meilleur. L'industrialisation argentine était l'une des plus profondes de la région mais n'a jamais atteint la durabilité des économies du Nord. Parallèlement, le chômage ou l'emploi informel n'avaient jamais été suffisamment bas pour permettre un accès universel au logement. L'État n'était pas non plus assez fort pour fournir des logements sociaux à l'échelle nécessaire.

Dans les années 1990, il était clair pour tout le monde que les taudis étaient là pour rester. Dans le cadre d'un ensemble de mesures de privatisation, les habitants de taudis situés dans

des zones à propriété nationale (une majorité à Buenos Aires) se sont vus attribuer la possession de leurs parcelles. La décision n'a jamais été intégralement appliquée, mais elle a permis aux habitants de commencer à investir plus lourdement dans leurs maisons, la perspective d'une expulsion anticipée ayant disparu. Cette augmentation perçue de la sécurité du régime foncier a entraîné une consolidation et une densification des taudis. Les taudis ne sont plus un espace urbain marginal, mais une forme de peuplement en soi.

La croissance des bidonvilles au cours des années 2000 et 2010 était si importante qu'elle a obligé les autorités à modifier le point de vue officiel sur le phénomène. Même lorsqu'il était évident que les villas allaient devenir permanentes, les agences de l'État maintenaient l'idée que la réinstallation dans de nouveaux foyers formels constituait l'objectif final. Au cours des années 2000, cette vision a progressivement évolué vers la requalification des bâtiments existants et la construction d'infrastructures. Les villas ont finalement été officiellement reconnues comme une réalité urbaine ; une nouvelle façon de construire une ville au-delà du modèle de grille a été sanctionnée.

Le centre commercial : Le parc était la paire de la grille du modèle original de la construction d'une ville moderne à Buenos Aires. Mais vers

les années 90, un nouveau type d'espace est apparu comme le lieu souhaité d'interaction sociale: le centre commercial. Contrairement à d'autres villes, les centres commerciaux de Buenos Aires ont été ouverts pour la première fois dans la zone centrale. C'est-à-dire qu'ils ont été placés au milieu de centres commerciaux à ciel ouvert existants, dans une attitude de défiance. Dès le début, ils sont devenus des sites de rencontre ambitieux par lesquels l'entrée protégée et la présence de marques mondialisées accordaient un statut et une homogénéité sociale qui manquaient aux rues commerciales classiques. En plus de leurs tendances à la ségrégation, les centres commerciaux sont devenus des espaces recherchés par les classes moyennes inférieures et au-delà. La qualité de l'espace «public» créé par ces centres commerciaux a été désirée non seulement par ceux qui pouvaient se payer leurs produits, mais également par ceux qui devaient se limiter au lèche-vitrines. Dans la mesure où la sécurité privée permettait la présence d'individus et de familles appartenant aux classes inférieures, les centres commerciaux se substituaient aux parcs. Dans ces espaces, l'achat du produit le moins cher a permis de profiter d'espaces climatisés et de toilettes propres. Peut-être pas pour tout le monde mais pour beaucoup, les centres commerciaux offrent une expérience de qualité que les parcs

ne fournissent plus depuis longtemps.

Au cours des années 90, toutes les zones de la banlieue ont connu l'ouverture au moins d'un centre commercial, généralement doté d'un grand supermarché et de quelques cinémas. Si les couronnes ont absorbé une partie de la population la plus aisée de la région métropolitaine, grâce à un mode de déversement particulier (stationnement gratuit et surveillé et utilisation quasi gratuite des installations communes) les centres commerciaux ont vidé de nombreux quartiers de leur vie commerciale et culturelle. Une autre partie de la ville a été fermée, retirée de la grille et développée dans des conditions opposées à l'accès universel et égal.

CENTRE-VILLE : RÉAGIR À LA PRESSION FONCIÈRE

Florent Lévêque, Cécile Oberkamp

*«Il faisait nuit, mais d'une nuit différente»,
Boris Vian*

En 2019, la capitale allemande célèbre les 30 ans de la chute du Mur et les 100 ans de son grand plan de développement urbain qui donna naissance au Grand Berlin. Si cette métropole bouillonnante n'a jamais cessé, au gré de son histoire bouleversée, d'inventer de nouvelles formes de faire et d'habiter la ville, ce double anniversaire nous invite à une relecture de son développement urbain actuel à travers un projet déjà emblématique : le projet de la Haus der Statistik.

En cette année 2019, le calendrier nous replonge en cette "miraculeuse année 1989" (Latour 1991) et nous rappelle aussi qu'il y exactement cent ans, Berlin lançait une grande étude urbaine internationale, visant à doter la ville d'un schéma de développement urbain qui devra la guider tout au long du 20ème siècle. Ce projet, qui aboutira à la création d'une des toutes premières métropoles au monde, nommée en circonstance *Groß-Berlin*¹ pose les fondamentaux urbains qui caractérisent encore aujourd'hui la capitale allemande : une ville polycentrique riche en parcs et espaces libres.

À l'occasion de ce centenaire, une nouvelle étude urbaine intitulée "*Berlin-Brandenburg 2070*" a été lancée sous forme de compétition

ouverte et invite de nouveau à porter sur le territoire métropolitain un regard global et prospectif, non seulement à l'échelle du *Land-capitale*², mais aussi sur l'ensemble du *Land* du Brandebourg qui enciint Berlin. En d'autres termes, et pour pleinement comprendre l'ampleur du site à l'étude, cela correspond à 2,5 fois la superficie de l'Île de France avec plus de 30.000 km² et 6 millions d'habitants.

Ainsi, en cette même année, la ville se lance un double défi : celui de réfléchir un passé si récent, où tout un ensemble de phénomènes (historiques, sociaux, économiques, culturels ou politiques) ont su trouver, le temps de la guerre froide, dans cette ville double et à demi capitale,

un espace de concrétisation plein d'espérance ; et celui de se projeter, encore et toujours et ce à une échelle inédite, dans un futur qu'il faut penser, imaginer, préparer, prévenir aussi. De ces deux défis, on pourrait se demander si la complexité du premier justifie l'ampleur du second ou si, davantage que des défis, ces jubiléés ne sont tout simplement pas, d'une part, les étapes nécessaires d'analyse voire d'acceptation d'une histoire dont il faut cicatrizer, et d'autre part de projection d'un futur à construire. En tout cas, ils ajoutent leur part aux nombreux autres défis qui occupent l'actualité de la réflexion urbaine et architecturale à Berlin.

Sans hésitation, on peut notamment parler d'u-



Grand Berlin : Carte des espaces verts, échelle 1:60.000, 1910. Source : TU Berlin Architekturmuseum, Inv. Nr. 20122.



Hermann Jansen, contribution au concours du Grand Berlin: Carte des espaces verts, 1910. Source : TU Berlin Architekturmuseum, Inv. Nr. 20542.

ne crise du logement, tant les problématiques connexes autant que les réponses réglementaires se multiplient. Phénomène de gentrification, locations temporaires de tourisme, accueil de migrants, spéculation, explosion des loyers... La capitale allemande, si riche en lacs, canaux, parcs, et forêts, doit aussi faire face à l'impératif écologique, au réchauffement climatique déjà perceptible d'année en année. La qualité de ses espaces libres invite la densification à la table des débats alors qu'ils semblaient jusqu'alors réserve inépuisable à Berlin.

Enfin, après le sursaut libéral de l'ère post-réunification et une sorte de second "miracle allemand", la crise de 2008 n'a pas épargné la ville "*arm, aber sexy*", pauvre, mais sexy, le slogan du précédent maire Klaus Wowereit. Berlin, qui avait déjà frôlé la banqueroute au début des années 2000, commande au gouvernement berlinois "rouge-rouge-vert" (centre-gauche) d'apporter urgemment des réponses politiques efficaces aux difficultés sociales et économiques de la population. Les résultats des récentes élections municipales et régionales, notamment dans le Land du Brandebourg, ont d'ailleurs lancé sur ces sujets, un sérieux avertissement : le parti d'extrême droite AFD talonne le parti socialiste lors des dernières élections. Aux côtés de ces problématiques et non sans corrélation, Berlin s'interroge sur l'avenir de ses infrastruc-

res et de son modèle urbain polycentrique, notamment sur l'identité et le rôle de ses centres.

Centralité(s)

Au 17^e siècle, Alexanderplatz se trouve aux portes nord du bourg de Berlin. C'est une large place non pavée, un lieu de commerce, un espace de passage, d'échanges et de rencontres. Jusqu'en 1918, date à laquelle l'empereur allemand et roi de Prusse Guillaume II abdique, le centre-ville correspond à la centralité historique du pouvoir, c'est-à-dire au château des Hohenzollern, du nom de la dynastie qui régna successivement sur le duché puis le royaume de Prusse, et enfin un court moment, sur l'empire allemand. La redéfinition de la centralité de Mitte³ vers la forme et composition que l'on connaît aujourd'hui n'intervient que plus récemment, dans le contexte de l'après Seconde Guerre Mondiale. En effet, la sectorisation de Berlin entre les différentes puissances occupantes aboutira à sa découpe nette en deux blocs, Est et Ouest séparés par un mur, et dont la reconstruction parallèle suivra des modèles fondamentalement différents.

Alexanderplatz se situant en territoire est-allemand, devient alors la nouvelle centralité de Berlin-Est, conservant en dépit de sa division Est-Ouest, le statut de capitale, celle de la nouvelle République Démocratique Alleman-

de (RDA). En réalité complètement excentrée géographiquement au sein du bloc Est de la ville, si proche du Mur et du bloc Ouest, s'y construira la vitrine politique d'un socialisme allemand. Cette centralité est donc planifiée en conséquence. Elle va incarner toute une idéologie, se cristallisant en un urbanisme et une architecture au service du régime politique en place. Rétrospectivement, le paysage urbain de ce quartier construit sur le modèle d'une ville moderniste, est complètement archétypal, mais il est le fruit d'un complet et nécessaire renversement des symboles. Ici et bien plus qu'ailleurs, un vieux monde était en ruine, il fallait faire table rase du passé et incarner les institutions d'avenir. Le Palais des Hohenzollern, ou plutôt ses ruines tant il avait été endommagé durant les bombardements de la Seconde Guerre Mondiale, sera détruit et remplacé par le *Palast der republik* à l'architecture moderne de verre, d'acier et de béton.

À la chute du Mur, lors de la réunification, ce dernier subira ironiquement le même sort que le château des Hohenzollern, perpétuant ainsi la radicalité dans les renversements de symboles. Le Palais de la République fait désormais place à un nouveau bâtiment reprenant non seulement l'empreinte et la volumétrie exacte du Château des Hohenzollern mais présente moulures, dorures, statues et autres modénat-

ures à l'identique. Baptisé le "Humboldt Forum", ce projet qui balaie brutalement un passé et ses rêves déçus d'une utopie politique et sociale, n'a pas manqué d'alimenter les débats de la scène architecturale berlinoise et allemande et d'illustrer encore une fois l'impossible unanimité en territoire historiquement fragmenté et si fraîchement réuni.

Dans le contexte de la défaite du modèle socialiste et de la dissolution du modèle sociétal qu'il portait, apparaît chez certains allemands de l'ex-RDA une profonde nostalgie pour leur ancien pays, phénomène suffisamment remarquable pour y gagner le nom d'*Ostalgie*⁵. La question de l'héritage, du passé est-allemand est un sujet qui reste sensible en Allemagne, et tout particulièrement à Berlin. En ce qui concerne Alexanderplatz, il faut bien se rappeler qu'à la chute du Mur, la place est passée de centralité dessinée, visible, incarnée par une architecture, une centralité que la Fernsehturm manifeste, affirmant un régime politique et une idéologie forte, à une centralité de consommation et de mobilité. Elle devient un lieu urbain étrange, dans une ville pour certains restée et pour d'autres redevenue capitale, d'un état à l'économie désormais libérale et globalisée, et dont l'architecture et l'urbanisme incarnent non pas les attributs du pouvoir en place, mais ceux d'un régime disparu. De plus, la posture

qui a dominé à la réunification, n'a pas été de traiter l'histoire et les leçons de l'existence de la RDA mais plutôt de les passer sous silence sauf en ce qui concerne la Stasi⁶. Mais s'il est facile de le faire pour les idées, cela l'est moins quand il s'agit d'une réalité bien visible, celle de la structure urbaine et de l'architecture. La question du devenir de ce centre historique, géographique, économique et de mobilité sur la carte d'une métropole multipolaire se pose pleinement dans le contexte de capitale réunifiée des années 90.

La *Haus der Statistik*

Alexanderplatz, qui sera agrandi par quatre durant la période socialiste, est avec la *Fernsehturm*⁷, une figure de proue d'un modèle politique, social et culturel autour de laquelle évoluent plusieurs bâtiments iconiques : l'un d'entre eux, la *Haus der Statistik*, est le théâtre d'une petite révolution urbaine "à la berlinoise". Littéralement « Maison de la statistique », l'équivalent du centre national pour les statistiques, est construit entre 1968 et 1970, au sein du vaste complexe d'édifices dédié à l'administration de la RDA s'étalant du nouveau Palais de la République jusqu'à la Stalinallee. Aux côtés de la *Haus des Lehrers*, de la *Haus der Reisen*, de la *Haus der Elektroindustrie* ou encore de la *Haus des Berliner Verlages*⁸, la *Haus der Stati-*

stik participe par sa présence à un formidable *apparatus* urbain socialiste. Dans ce paysage politiquement architecturé, l'immeuble de 11 étages sur 200 mètres de long se campe au croisement de la Hans-Beimler-Straße et de la Stalinallee⁹, deux axes majeurs de deux fois quatre voies, adaptés aussi bien à la mobilité moderniste qu'aux parades militaires. Entre 1970 et 1989, la *Haus der Statistik* accueillera, les activités de l'administration centrale des statistiques de la RDA au sein de ses 4 corps de bâtiments, soit près de 45.000 m² de bureaux sur une parcelle d'environ 3 ha au cœur du centre politico-historique de Berlin-Est.

À la chute du mur en 1989, les activités du bâtiment intrinsèquement liées à celles du régime n'ont plus lieu d'être. Au même titre que de nombreux autres symboles érigés sous la RDA, l'existence pure et simple de ce reliquat d'une époque désormais révolue, est profondément remise en cause. Dans l'euphorie débordante d'un monde victorieux sur les républiques communistes européennes, le Berlin réunifié planifie alors de grands travaux de restructuration visant à repenser le quartier d'Alexanderplatz. La question d'un héritage culturel ou architectural de l'ex-RDA est alors prématurée et, le regard tourné vers un avenir de renouveau, la ville opte pour le plan de Hans Kollhoff de 1993. Il y est prévu la suppression de la presque totalité des

bâtiments institutionnels de l'ex-RDA, dont la *Haus der Statistik*, une modification du tracé des voiries, et une modification des contours de la place elle-même (Alexanderplatz). Le long des avenues rebaptisées, l'érection de dix tours de plus de 200 mètres de haut finissent de compléter cette spectaculaire tabula rasa. Le projet, toujours en cours de réalisation, ambitionnait à l'époque de répondre à un contexte "post-réunification" avec une demande que l'on conjecturait alors massive en terme de surfaces de bureaux et de commerces.

La capitale réunifiée est alors soumise au double effort financier de faire face aux charges accrues qui lui incombent (restructuration de son administration, réunification, ...) dans un contexte de croissance quasi nulle voire négative. Face à ce challenge, le foncier public est vendu au plus offrant, quasi-bradé⁹, laissant une liberté certaine dans l'effort de développement aux investisseurs privés internationaux. La *Haus der Statistik* n'échappe pas à ce contexte et si la relocalisation temporaire de certains services administratifs de la nouvelle République Fédérale Allemande lui fournira une occupation temporaire, le bâtiment sera définitivement déserté de toute activité officielle en 2008.

Comme un écho funeste, la déconstruction du *Palast der Republik* s'achèvera la même année. Estimé non commercialisable, le bâtiment de

la *Haus der Statistik* n'a plus légitimité d'être et est alors prévu à la démolition tandis qu'un nouveau concours est lancé sur sa parcelle, visant à y accueillir un nouveau morceau de ville composé d'un programme mixte. En 2010, des études préliminaires sont réalisées pour inscription au règlement d'urbanisme local, étape ultime avant le lancement concret de l'opération d'aménagement. Pendant ce temps, le bâtiment est laissé à l'abandon, livré à la colonisation végétale, éventuellement squatté. Le bâtiment s'endommage.

Le processus d'aménagement est d'ores et déjà bien engagé quand arrive en 2015, dans un contexte de forte demande de logements et de l'arrivée massive à Berlin de migrants, l'événement-rupture: afin d'empêcher la vente de l'îlot signant la démolition du bâtiment de la *Haus der Statistik* le collectif d'artistes *AbBa* fait le pari d'une initiative ambitieuse. Les artistes installent sur la façade principale du bâtiment de grandes affiches estampillées des logos détournés des principales institutions municipales, annonçant la prochaine réhabilitation de la *Haus der Statistik* en logements participatifs et sociaux, en ateliers d'artistes et en un centre d'accueil pour migrants. Une utopie engagée en plein centre-ville.

L'effet d'annonce ne se laisse pas attendre. La presse relaie largement l'information, la popula-

tion salue une initiative courageuse de la ville, les investisseurs hésitent dans leur réaction. Ce happening artistique engagé devenu événement politico-médiatique va faire de la *Haus der Statistik* le symbole de la crise globalisée du logement à Berlin. De réunions citoyennes en workshops participatifs, le ralliement politique du maire de Mitte (SPD) ne se fait plus attendre et bientôt le bouillonnement participatif spontané doit s'organiser.

Cette initiative lancée dans une certaine illégalité, se structure désormais en une coopérative, baptisée *ZUsammenKUNFT* ('construire le futur ensemble') à la forme juridique adaptée pour établir de futures relations officielles de travail avec les différents acteurs en jeu. Supportée par la Chambre des Architectes de Berlin, par la presse spécialisée, par des politiques comme Florian Schmidt qui s'investit personnellement dans le projet, la coopérative cadre sa démarche avec un objectif clair : obtenir le lancement d'une nouvelle étude de ce quartier, imposer une liste de points au cahier des charges dont la conservation du bâtiment de la *Haus der Statistik*, un programme radicalement social dédié à la culture, l'éducation et le logement social, ainsi que de participer au processus d'aménagement.

En 2017, la ville de Berlin rachète le site à la BimA, l'établissement public foncier national,

au cours d'un processus de "*Rekommunalisierung*" soit de réincorporation au parc foncier du Land de Berlin, un objectif fixé au programme de la coalition de gauche, dite rouge-rouge-vert, élue à la gouvernance de la Ville-Etat en 2016, au sein de laquelle Katrin Lompscher (Die Linke) occupe le poste de sénatrice au développement urbain et au logement de Berlin. En 2018, la *Koop5*, groupement collaboratif rassemblant le département pour le développement urbain et le logement du Sénat de Berlin, le bureau de l'arrondissement de Berlin-Mitte, l'établissement foncier et bailleur public du Land de Berlin BiM, le bailleur public WBM, et enfin la coopérative *ZUsammenKunft eG* suivant une feuille de route partagée, signe un accord de partenariat inédit et lance une nouvelle phase de réflexion au travers d'une procédure négociée et collaborative visant à faire émerger un projet consensuel nourri par trois équipes pluridisciplinaires de conception.

C'est finalement le projet de l'agence berlinoise Teleinternetcafe (architectes urbanistes) & Treibhaus (paysagistes) qui fait consensus en février 2019. Sur plus de 65.000m², le programme, qui respecte l'intégrité totale du bâtiment de la *Haus der Statistik* tout en planifiant la densification de l'îlot, vise à satisfaire toutes les parties prenantes du projet. Près de 300 logements sociaux à loyers dits abordables, 25.000m² de

locaux pour le nouvel hôtel de ville de l'arrondissement de Berlin-Mitte, 15.000m² d'espace dédié à "l'art, la culture et au social".

Le projet a encore de nombreuses étapes à franchir, mais ce qui au fond ne serait qu'un projet parmi tant d'autres de réhabilitation complexe en centre-ville, est en réalité une véritable révolution, une victoire nette de ceux qui défendent une certaine idée d'un Berlin militant.

Le changement de regard porté sur la *Haus der Statistik* est révélateur de l'ampleur de ce tour de force : l'édifice dont l'histoire le condamnait à disparaître à l'image du *Palast der republik*, un édifice à l'architecture austère incarnant tous les échecs d'un système dont il représentait l'application administrative du pouvoir devient un édifice de tous les possibles, ouvert, accueillant, incarnant une véritable utopie sociale, architecturale et urbaine ancrée dans son époque.

En outre, la situation hyper-centrale du projet est l'opportunité inattendue autant qu'inespérée d'une réinvention de l'identité du centre-ville historique de Berlin. D'un centre à *malls* et gratte-ciels, dédié aux bureaux d'une économie mondialisée et à la société de consommation à un centre habitant, social, culturel : c'est évidemment un message fort qui montre que la transformation du centre à Berlin est possible, qu'elle peut se faire avec des acteurs aux intérêts divers, parfois même opposés, et peut

même être porteur d'un message innovant à l'échelle de la métropole. Celui en l'occurrence d'un urbanisme résilient, peut-être plus démocratique aussi.

Et si on ne peut pas encore tirer de véritable bilan, il est remarquable que ce projet, s'il est encore tôt pour parler de modèle, est déjà à Berlin, considéré comme un cas d'école.

Un modèle?

Projet sélectionné pour représenter Berlin à l'international, notamment à l'occasion de la Biennale Internationale d'Architecture et d'Urbanisme de Séoul de 2019, dont le thème est "*The Collective City*", l'exposition fait la part belle au processus de participation et met en avant la constellation inédite d'acteurs mise en place pour le projet. Par ailleurs, le projet fait des émules sur la scène berlinoise.

En effet, le développement des quelques 4,7 ha de la *Dragoner-Areal*, dernière réserve foncière de cette ampleur au sein de l'arrondissement central de Kreuzberg-Friedrichshain bénéficie largement du retour d'expérience du projet de la *Haus der Statistik*. C'est en 2015, après deux procédures de ventes menées par la BImA malgré les protestations citoyennes, et alors que les terrains de la *Dragoner-Areal* sont déjà aux mains d'investisseurs privés¹⁰ viennois, que la Commission des finances du Parlement¹¹

stoppe in extremis le processus de vente au motif (et profit) de la construction de logements sociaux.

Cet événement politique extraordinaire témoigne de l'atmosphère surtendue liée à la crise des loyers et plus généralement du logement à Berlin, exacerbée par le contexte de crise migratoire sans précédent¹². Le site de la Dragoner-Areal fait aujourd'hui l'objet de l'exacte même procédure d'aménagement que celle créée et mise en place pour le site de la *Haus der Statistik*. À savoir, un processus collaboratif ponctué de workshops et consultations citoyennes, autour d'une coopérative d'acteurs, la Koop6, d'une charte commune explicitant les objectifs partagés et 3 équipes pluridisciplinaires de conception. Le jury, dont est membre l'agence Teleinternetcafe (TIC) qui avait remporté le dialogue collaboratif de la *Haus der Statistik*, rendra le résultat de ses délibérations en janvier 2020.

À Friedrichshain-West aussi, le projet de la *Haus der Statistik* séduit par la formule qu'il propose autant que par les perspectives de résultats positifs envisagés. En effet, le Sénat et l'arrondissement de Kreuzberg-Friedrichshain s'invitent aux côtés de la WBM pour repenser près de 60 ha de ville. Alors que plusieurs permis de construire sont déjà déposés par la WBM dans un agenda de densification, la cohérence reconnue

dans le projet de la *Haus der Statistik* pousse ces mêmes acteurs à souhaiter la retrouver pour d'autres sites dont ils ont la responsabilité de développement. La procédure n'est pas ici mise en place à l'identique, mais la valeur ajoutée d'une cohérence urbaine est posée comme objectif fédérateur. Ainsi, c'est sans feuille de route précise sinon celle du contexte général berlinois sous tension que l'agence Teleinternetcafe et ZusammenKunft, sont invités à travailler aux côtés d'un comité mixte afin de définir les besoins et objectifs-mêmes, ainsi que les principes urbains de développement et de densification du site.

S'il est déjà possible d'observer une volonté de diffusion, à la fois à l'international comme à l'échelle de Berlin du modèle du projet de la *Haus der Statistik*, les tentatives de sa reproduction s'observent en nombre limité et dans des situations ou conditions jusqu'alors assez similaires. Une première spécificité est peut-être la plus évidente : des responsables politiques convaincus des bienfaits de la consultation citoyenne, rendue désormais obligatoire dans tout projet d'aménagement à Berlin, s'investissent très tôt dans ces projets portant un agenda politique clair.

Cette spécificité est peut-être également son point faible: les politiques peuvent changer aussi rapidement que le calendrier électoral le rend

possible. Les saisons politiques sont souvent, avec l'instabilité que cela représente, rarement à l'échelle des temps longs des projets urbains. C'est aussi une question d'échelle, la taille du site impliquant un projet de relative grande envergure, avec souvent plusieurs centaines de logements pouvant provoquer un vrai bouleversement à l'échelle d'un quartier, est ainsi suivi à juste titre de près par le voisinage.

Aussi, c'est surtout une caractéristique berlinoise qui s'affirme avec le temps, celle d'une population locale engagée et militante, certes de plus en plus encadrée par des professionnels, dont l'expérience se forme au fil du temps comme ce fut le cas pour la *Dragoner-Areal* où les habitants, après une première opposition frontale, se sont organisés pour devenir force de propositions au travers de revendications concrètement formulées.

Enfin, une condition capitale, des urbanistes connaisseurs des spécificités berlinoises et nourris de l'héritage de cette culture urbaine riche et paradoxale, peut-être témoins d'une génération résiliente de professionnels.

La principale limite de ce modèle, jusqu'à démonstration du contraire, c'est que le foncier doit être aux mains du public pour développer toute sa cohérence. Mais la jeunesse d'un tel processus nous invite néanmoins à l'optimisme car bientôt peut-être, investisseurs privés locaux

comme internationaux y verront des potentiels de qualité à long terme. La "qualité urbaine", expression controversée jusqu'alors peu considéré et jugé par les investisseurs privés comme investissement superflu ou peu compatible avec la nécessaire rentabilité à court terme, suivant des objectifs de spéculation maximale. La raréfaction du foncier pourrait imposer ce modèle si les partis politiques de tous bords s'en emparent aux prochaines élections de 2021. En attendant, on ne peut que reconnaître la réelle flexibilité de ce modèle à répondre à des sites et spécificités multiples, posant les urbanistes d'aujourd'hui comme des solutionneurs d'équations à inconnues multiples, où programmes, propositions spatiales et stratégies d'aménagement deviennent successivement ou conjointement le langage partagé, lentement vulgarisé, de la co-construction urbaine. On peut ainsi reconnaître à ce modèle une filiation certaine avec la culture urbaine berlinoise historique, invitant chaque métropole à interroger les spécificités de son savoir urbain pour mieux composer avec et apporter ainsi des réponses innovantes, certainement différentes que celles mises en place à Berlin mais répondant pourtant à des défis bel et bien partagés.

“Allesandersplatz”, faire (centre-)ville autrement

On pourrait dire que la chance a joué son rôle dans le projet de la *Haus der Statistik*, l'initiative illégale des affiches aurait pu en effet ne pas trouver l'écho effectivement eu. On pourrait dire aussi qu'il s'agit là d'une certaine forme de talent. Le talent de manifester ses besoins, ses opinions, ses désirs et se donner les moyens de réaliser une ville sociale, plus équitable. On pourrait dire qu'il s'agit là d'une aptitude longuement acquise au cours et détours historiques par les faiseurs de la ville berlinoise et qui, soutenue par une conjoncture politique favorable, a permis l'enchaînement heureux que l'on connaît.

La posture unanime des politiques depuis les débuts médiatiques de la *Haus der Statistik* ainsi que l'effort de diffusion de processus de projets comparables semblent néanmoins traduire davantage qu'une simple cohérence d'action au sein d'un agenda politique. Ce projet semble révéler non seulement la fin d'un Berlin livré aux investisseurs, d'un Berlin accueillant créatifs en tous genres, d'un Berlin “pauvre mais sexy” mais semble surtout témoigner de mutations sociales et économiques profondes auxquelles l'action publique urbaine se doit de répondre. L'ère de la co-ignorance¹³, où masterplans démesurés “top-down” et projets de poche

alternatifs en bottom-up se juxtaposaient dans l'apparente inépuisabilité des espaces libres berlinois, semble laisser place à une nouvelle ère, celle de la conciliation. Le dépassement d'une hiérarchisation des acteurs du projet (top-down vs. bottom-up) pour une constellation plus horizontale, égalitaire et en dialogue, témoigne d'une démocratie urbaine plus équilibrée. Au-delà de la leçon d'une étude de cas qui réinterroge les standards du “faire projet”, la saga de la *Haus der Statistik* figure un discours politique, un message fort sur la participation citoyenne. Berlin nous invite à croire encore, à voir et reconnaître au cœur même de lieux vraisemblablement perdus, les expressions d'un avenir à dessiner, les espaces de possibles communs, les germes d'une utopie qui stimule une perpétuelle force de proposition et qui parfois le temps d'un soir d'été ou d'années de planification, se laissent être vécues.

¹ Le Grand Berlin devient en 1920 la 3e plus grosse métropole au monde derrière Londres et New-York en terme démographique et la 2nde plus grande derrière Los Angeles en terme de superficie. Berliner Stadtentwicklung. In: Spiegel Online, 16. August 2017

² Berlin possède le statut de « ville-Land » en allemand « Stadtstaat », au même titre que Hambourg et Brême. C'est

donc à la fois une ville, une capitale nationale et l'un des 16 Lander qui constituent la République Fédérale d'Allemagne. A ce titre, le maire de Berlin est en même temps président du Land-Berlin.

³ Mitte" signifie "le milieu" et central.

⁴ La nostalgie de l'Est, autrement dit, la nostalgie d'un mode de vie sous la RDA.

⁵ Ministerium für Staatssicherheit, ou Ministère de la Sécurité d'Etat, est le service est-allemand dédié à la fois au renseignement et à la police politique, est en réalité un appareil de surveillance, de répression et de contrôle de la population, qui pratiquant à une large échelle la surveillance, la torture et assassinats politiques.

⁶ Surplombant de ses 368 mètres une vaste esplanade, aussi dédiée aux représentation et diverses manifestation d'ordre politiques

⁷ Maison de l'Enseignement, Maison du Voyage, Maison de l'Industrie électronique, Maison berlinoise de l'Édition.

⁸ Du nom d'un résistant communiste et du fameux "petit père des peuples". Après la chute du Mur, ces rues seront respectivement renommées en Otto-Braun-Strasse et Karl-Marx-Allee.

⁹ La ville vend au "plus" offrant et non au "meilleur" offrant. Stratégie récemment abandonnée face à la raréfaction des non construites ainsi que du foncier public

¹⁰ <https://www.berlin.de/rathausblock-fk/ort/geschichte/zur-geschichte-des-areals-656068.php>.

¹¹ Décision prise au niveau national, ce qui est inhabituel en Allemagne.

¹² En août 2015, l'Allemagne annonce accueillir 800.000 réfugiés, soit 43% des arrivées aux frontières de l'UE. Deux mois plus tard, une révision de cette estimation porte à 1,5 million le nombre de réfugiés attendus sur le territoire allemand pour la seule année 2015.

¹³ Expression utilisé par Manfred Kühne, directeur du Département pour le Développement Urbain et le Logement du Sénat de Berlin. L'ignorance des squatteurs par la mairie et l'ignorance de la mairie par les squatteurs constitue un exemple de cette "co-ignorance".

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AAVV. (2010), Espace(s) public(s), Urbanisme, 346.
- AAVV. (2019), Spécial espaces publics, Traits Urbains, n°102
- Agier Michel, « L'encampement du monde », Plein droit, 2011/3 (n° 90), p. 21-24.
- Akrich M., Callon M., Latour B. (2006, dir.), Sociologie de la traduction : textes fondateurs, Paris, Mines ParisTech, les Presses.
- Alba D., Brunner Ch., Gilli F. (2017) « Et si on planifiait autrement ? », Métropolitiques, 13 mars.
- APUR (1999), Espaces publics, Paris Projet, n. 30-31.
- Bacque, M.-H. et Mario, G. 2011. « Participation, urbanisme et études urbaines », Participations, vol. 1, n° 1, p. 36-66
- Bassi M. (2018) « Mobilisés aux frontières de l'Europe ? La construction militante de l'enjeu migratoire en Sicile (1980-2010) », Critique internationale, 4 (n°81) p 149-171.
- Bassi M. (2015) Mobilisations collectives et recomposition de l'action publique autour de l'enjeu migratoire en Sicile (1986-2012), Thèse de doctorat en Science politique, Paris, Institut d'études politiques.
- Beauchard J., Moncomble, F. (2013) L'architecture du vide. Espace public et lien civil, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Behar D. (2017). « Aménagement du territoire : le temps long de la planification a-t-il encore un avenir ? ». The Conversation, 7 déc.
- Berdet M. (2013) Fantasmagories du capital. L'invention de la ville-marchandise, Paris, Zones.
- Bernardie-Tahir N., Schmoll C. (2014) « Island and Undesirables. Introduction to the Special Issue on Irregular Migration in Southern European Islands »,

- Island Studies Journal, 9 (1), p. 87-102.
- Berthoz A. (1997) *Le sens du mouvement*, Paris : Odile Jacob
- Bourguignon C., Creff J-K., Vidaling F, Baratier J. (2016) « De l'urbaniste de passage à l'urbanisme d'impulsion », *Urbanisme*, 402, nov.
- Briquet J-L., Sawicki F. (2010) « L'analyse localisée du politique », *Politix*. 1989, pp. 6-16
- Caponio T., Borkert M. (eds) (2010) *The Local Dimension of Migration Policymaking*, Amsterdam UP.
- Carmona M., De Magalhaes C., Hammond L. 2008. *Public Space. The Management Dimension*, New York: Routledge
- Cassarino, J-P. (2015) « Nouveaux enjeux du système de réadmission », in C. Schmoll, H. Thiollet et C. Wihtol de Wenden (dir.), *Migrations en Méditerranée*, Paris, CNRS Éditions, p.73-87,
- Catenazzi, A. Reese, E. (2000) "La construcción de estrategias de desarrollo local en las ciudades argentinas". Buenos Aires, Mimeo.
- CERTU (2005) *S'organiser pour aménager l'espace public*.
- Cremaschi M. (2016a). "La griglia, le baracche, le torri neoliberali: la modernità informale di Buenos Aires", in V. Pravadelli, *Modernità nelle Americhe*, RomaTre UP.
- Cremaschi M. (2016b). "A plan for the transition". *Urbanistica*, 68 (158), 101-103.
- Cremaschi M. (2018a) "Luoghi e legami: cosa impariamo da Lampedusa", *Contesti. Città, territori, progetti*, 1-2.
- Cremaschi M. (2018b), *Will this Be the Century of the City? Let's not Miss it (Again)*. Planum. *The Journal of Urbanism*, pp. 67 - 75.
- Cremaschi M., Le Galès, P. (2018c). *Tra tipi e forme. Perché la sociologia urbana deve lavorare sulle dinamiche*. *Rassegna Italiana di Sociologia*, 59 (4), 761-788.
- Cremaschi M., (2019) "Practical Plans: Refugees, Spatial design, and a Workshop of Planning", *Transactions of the Association of European Schools of Planning*, 2, 2.
- Cuttitta P. (2012) *Lo spettacolo del confine: Lampedusa tra produzione e messa in scena della frontiera*, Milan, Mimesis.
- Cycle d'Urbanisme (2016) *Fédérer l'espace, connecter les échelles, activer les ressources*, Rendu du workshop à Lampedusa, Lampedusa.
- Cycle d'Urbanisme (2017) *Anarizoma*, Rendu du workshop à Thessaloniki, Salonique.
- Cycle d'Urbanisme (2018) *Metrobarrio Comuna 8*, Rendu du workshop à Buenos Aires, Buenos Aires.
- Cycle d'Urbanisme (2019) *Alexwerkstatt*, Rendu du workshop à Berlin, Berlin.
- Darques R. (1997) « La nouvelle migration des Grecs du Pont vers Salonique : origine géographique et processus d'installation », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 13, n°2.
- Darques R. (1995) « Salonique face à l'évolution politique du Sud- Est Européen : métropole balkanique ou ville intermédiaire grecque ? », *Cahiers de la Méditerranée*, n°50, 1.
- Darques, R. (2000), *Salonique au XXe siècle : de la cité ottomane à la métropole grecque*, CNRS.
- Douay, N., Prévot, M. (2016). « Circulation d'un modèle urbain "alternatif" ? », *EchoGéo*, 36.
- Eckardt, F., Ruiz Sánchez, J. (2015). *City of Crisis: The Multiple Contestation of Southern European*

- Cities (p. 264), transcript Verlag.
- ESPAS, 2012, Global Trends 2030: Citizens in an interconnected and polycentric world. Institute for Security Studies-EU.
- Evans, J., Karvonen, A., Raven, R. (dir., 2016). The Experimental City, Routledge.
- Faburel G. (2017). « Les formations universitaires en urbanisme en France: un nouveau gouvernement des corps (de métiers) ». Cybergeos.
- Fleury, A. 2007. Les espaces publics dans les politiques métropolitaines. Réflexions au croisement de trois expériences : de Paris aux quartiers centraux de Berlin et Istanbul, thèse de doctorat en géographie, Université Paris-1
- Furri F. (2017), « Villes-refuge, villes rebelles et néo-municipalisme », Plein droit, 115 (en ligne).
- Gabellini, P. (2018). Le mutazioni dell'urbanistica. Principi, tecniche, competenze, Carocci, Roma.
- Garay, A. (2007). El resultado de los 90 en términos de desarrollo del hábitat popular fue catastrófico, en Informe Digital Metropolitano N° 34, enero, Buenos Aires: Fundación Metropolitana.
- Gasnier A. (2006). « Entre privatisation des lieux publics et publicisation des lieux privés », Urbanisme, no 346, p. 70-73.
- Gorelik, A. (2000). La grilla y el parque: espacio público y cultura urbana en Buenos Aires, 1887-1936. Universidad Nacional de Quilmes.
- Gutman, M. Hardoy, J. (1992). Buenos Aires. Historia urbana del área metropolitana. MAPFRE: Madrid.
- Healey, P., & Williams, R. (1993). European urban planning systems: Diversity and convergence. Urban studies, 30 (4-5), 701-720.
- IAURIF (2002), Espaces Publics, Les Cahiers n. 133-134, Juillet.
- IAURIF (2007), Grands Projets urbains en Europe, Les Cahiers n. 146, Mars.
- INEC (Instituto Nacional de Estadística y Censos, 2003). "Qué es el Gran Buenos Aires?" <http://www.indec.gov.ar/glosario/folletoGBA.pdf>
- INEC (Instituto Nacional de Estadísticas y Censos, 2010). Censo Nacional de Población, Hogares y Viviendas: Censo del Bicentenario: Resultados definitivos Serie B N° 2. Buenos Aires.
- Jole, M. (dir.) 2002. Espaces publics et cultures urbaines, Lyon, Certu.BESSE, J-M., De l'espace public concept politique
- Joseph I. (1984). Le passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public, Paris, Librairie des Méridiens.
- Kralich, S. (2012) Sobre aglomerados en expansión: algunas precisiones conceptuales y su aplicación al caso de Buenos Aires, in: Ainsten, Luis (comp.). Estructuración Urbana, Institucionalidad y Sustentabilidad de Ciudades Metropolitanas y Regiones Difusas. Miradas comparadas sobre Buenos Aires / Londres / Los Ángeles / París / Tokio y Toronto. Buenos Aires, EUDEBA, abril. pp. 79 /119.
- Kunzmann K. R. (2016) Crisis and urban planning? A commentary, European Planning Studies, 24:7, 1313-1318.
- Kunzmann K. R. (2010). After the global economic crisis: Policy implications for the future of the European territory. Informationen zur Raumentwicklung, 8, 601-612
- Latour B. (2018), Tracciare la rotta. Come orientarsi in politica, Raffaello Cortina Editore, Milano.
- Lavedan P., Hugueney J., Henrat Ph. (1982), L'ur-

banisme à l'époque moderne, XVI-XVIIIe siècles, Bibliothèque de la société Française d'Archéologie, Genève.

Le Galès P., Vitale T. (2015), "Diseguaglianze e discontinuità nel governo delle grandi metropoli. Un'agenda di ricerca", in *Territorio*, 74, 7-17.

Le Galès, P. (2002). *European cities: social conflicts and governance*. OUP Oxford.

Lofland L.H. 1998. *The Public Realm : Exploring the City's Quintessential Social Territory*, New York, Aldine de Gruyter.

Low, S. 2000. *On the Plaza: The Politics of Public Space and Culture*, Austin, University of Texas Press, 274 pp.

Low S., Smith N. 2005. « The Imperative of Public Space », in Low et Smith (dir.), *The Politics of Public Space*, New York : Routledge, p. 1-16

Madanipour A. (2013). *Public spaces of European cities*. NA, 18(1).

Mazza L., Bianconi M. (2014). « Which aims and knowledge for spatial planning? Some notes on the current state of the discipline ». *Town Planning Review*, 85 (4), 513-532.

Ministerio de Infraestructura, Vivienda y Servicios Públicos (2006). *Lineamientos Estratégicos para la Región Metropolitana de Buenos Aires. Plan Estratégico Territorial*. Gobierno de la Provincia de Buenos Aires. La Plata.

Mitchell D. 1995. "The end of public space ? People's park, definitions of the public, and democracy", *Annals of the association of American geographers*, Vol. 85, n°1, pp. 108-133.

Mitchell D. 2003. *The Right to the City : Social Justice and the Fight for Public Space*, New York, Guil-

ford Publications, 270 p

Monédiaire, G. 2011. « La participation du public organisée par le droit : des principes prometteurs, une mise en œuvre circonspecte », *Participations*, vol. 1, n° 1, p. 134-155.

Nédélec, P. 2017. « De nouveaux mots pour de nouvelles modalités de fabrique de la ville ? Initiatives citoyennes d'aménagement des espaces publics », *L'information géographique* (3/2017), pp. 94-107

Ozlak, O. (1991). *Merecer la Ciudad*. Buenos Aires: Humanitas- CEDES:

Pirez, P. (1994) *Buenos Aires metropolitana. Política y gestión de la ciudad*, Centro Editor, Buenos Aires. *PLAN URBAIN* (1988), *Espaces, publics Paris*, La Documentation Française, 131 p.

Ponzini, D. (ed.). (2016). *Crisis and renewal of contemporary urban planning*. *European Planning Studies*, 24(7), 1237–1245.

Reimer, M., Getimis, P., Blotvogel, H. H. (dir. 2014). *Spatial planning systems and practices in Europe*. London: Routledge.

Remy, J. (2005) « Nouveaux lieux d'urbanité et territorialités partagées : architecture urbaine et comportements collectifs. Réflexion à partir de Louvain-la-Neuve », in Brody J. (dir.), *La Rue*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, p. 103-120.

Rydin, Y. (2013). *The future of planning. Beyond growth dependence*. Bristol: Policy Press.

Saunders D. (2012), *Arrival City: How the Largest Migration in History Is Reshaping Our World*, Vintage.

Sim, D. (2019). *Soft City. Building Density for Everyday Life*, Island Press, 260 p.

Soja, E. W., 1989, *Postmodern Geographies. The Reassertion of Space in Critical Social Theory*, Lon-

dres/New York, Verso Books

Tomas, F. 1995. Projets Urbains Et Projet De Ville. La Nouvelle Culture Urbaine A Vingt Ans, In Les Annales de la recherche urbaine, no 68-69, septembre-décembre, pp. 135-143

Tonnelat, S. (2010) « The Sociology of Urban Public Spaces », in Wang, H., Savy, M., Zhai, G. (2010). Territorial evolution and planning solution: experiences from China and France, Paris, Atlantis Press

Toussaint J.-Y., Zimmermann M. (2001) « L'espace public et l'espace du public. Politique et aménagement », in Toussaint et Zimmermann, User, observer, programmer et fabriquer l'espace public, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romanes, p. 73-91.

UE (2017) Final report from the commission to the council on the Urban Agenda for the EU; Brussels, 20.11.2017 COM (2017) 657

UN Habitat (2016). World Cities Report 2016. <http://wcr.unhabitat.org/mainreport/>

Vanier M. (2018). « La planification à bout de souffle ? », Urbanisme, 408, printemps.

Veltz P. (2012), Des lieux et des liens. Essai sur les politiques du territoire à l'heure de la mondialisation, Paris, Éditions de l'Aube.

Villa M. (2018), « Sbarchi in Italia: il costo delle politiche di deterrenza », Istituto per gli studi di politica internazionale, 1er octobre.

Zardini M. (2006). « La surface de la ville. Surface urbaine moderne et prédominance de l'asphalte », in Zardini M. (dir.), Sensations urbaines, Montréal, Centre canadien d'architecture/Wettinger (Suisse), Lars Müller Publishers, p. 239-267.

Ce livre est un voyage de retour qui a la tâche de composer les expériences amenées par les workshops du Cycle, le Master d'Urbanisme de SciencePo, et d'inclure ces observations aux pratiques de l'urbanisme en France et en Europe. De ces cas et expériences pédagogiques, le livre récupère certains éléments ne qui introduisent (d'une manière un peu ambitieuse) à une façon renouvelée de penser l'urbanisme. Il ne s'agit plus de construire des villes; quoi qu'il reste la mission glorieuse et historique de l'urbanisme, elle est de plus en plus déclinée en bémols. Il s'agit de refaire la ville par bribes et morceaux, sur elle-même, d'une manière réflexive et avec les usagers.



PLANUM PUBLISHER | www.planum.net